

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Faculté de Droit

Essai

sur

**L'ÉVOLUTION
DÉMOGRAPHIQUE ET RURALE
DANS LA VALLÉE DE LA CÈZE**

Contribution à l'étude
de la monoculture de la vigne
dans le bassin rhodanien

Thèse pour le Doctorat

PAR

Henri LOMBARD

— 1950 —

ESSAI SUR L'ÉVOLUTION
DÉMOGRAPHIQUE ET RURALE
DANS LA VALLÉE DE LA CÈZE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

Faculté de Droit

Essai

sur

**L'ÉVOLUTION
DÉMOGRAPHIQUE ET RURALE
DANS LA VALLÉE DE LA CÈZE**

Contribution à l'étude
de la monoculture de la vigne
dans le bassin rhodanien

Thèse pour le Doctorat

PAR

Henri LOMBARD

— 1950 —



UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

- MM. BECQUE, *professeur de Droit civil.*
VIALLETON, *professeur de Droit civil.*
GEENOUN, *professeur de Droit romain.*
LEGAL, *professeur de Droit criminel.*
DEMONTES, *professeur de Droit civil.*
ANTONELLI, *professeur d'Economie politique.*
DELBEZ, *professeur de Droit international public.*
TISSET, *professeur d'Histoire du Droit.*
DE LAUBADERE, *professeur de Droit constitutionnel, Détaché au Maroc, Directeur du centre d'Etudes juridiques de Rabat.*
CABRILLAC, *professeur de Droit commercial.*
COMBY, *professeur d'Economie Politique.*
COSTE-FLORET Paul, *professeur de Droit civil.*
MILHAU, *professeur de Législation et d'Economie des Pays d'Outre-Mer.*
PEQUIGNOT, *professeur de Droit administratif.*
BECQUE Jacques, *professeur de Procédure civile et voies d'exécution.*
DESMOULIEZ, *professeur, chargé du cours de Droit constitutionnel.*
DUFOR, *agrégé, chargé du cours d'Economie Politique, Détaché à l'Université d'Alexandrie.*
SAUTEL, *chargé du cours de Droit romain.*
LEDUC, *chargé du cours d'Economie politique.*
DIJOL, *chargé du cours de Capacité.*

ADMINISTRATION

- MM. BECQUE, *Doyen.*
LEGAL, *Assesseur.*
JULIEN, *Secrétaire.*

HONORARIAT

- MM. MORIN, *Doyen.*
COURTIN, *professeur d'Economie politique.*
DUBOIS, *Secrétaire.*

JURY

- | | | |
|--------------------------------------|-------|------------------|
| MM. MORINI-COMBY, <i>professeur,</i> | | <i>Président</i> |
| TISSET, <i>professeur</i> | | <i>Assesseur</i> |
| MILHAU, <i>professeur</i> | | <i>Assesseur</i> |

LES OPINIONS EMISES N'ENGAGENT PAS LA FACULTE

A Madame et à Monsieur

Robert de NESMES-DESMARETS

*ancien professeur à la Faculté de Droit
de l'Université de Montpellier,*

*je dédie cette thèse, comme témoignage de ma reconnaissance, en
souvenir de toute l'affectueuse sympathie dont ils m'ont toujours
donné des marques et qui m'a été si précieuse.*

Henri LOMBARD

AVANT - PROPOS

La partie aval de la vallée de la Cèze, cadre de cette étude, est à plus d'un titre attirante. Ce sont d'abord les particularités locales, puis les rapports qui existent avec les économies des régions avoisinantes et leur répercussion sur le facteur humain.

Mon intention première était surtout de décrire le triomphe d'une forme d'économie nettement spécialisée dans une région donnée sur les autres formes d'économie préexistantes.

En l'occurrence, il s'agissait du triomphe de la vigne sur les différents systèmes auxquels les possibilités agricoles de la région avaient donné lieu dans le cadre de l'ancienne polyculture.

Chemin faisant, j'ai été amené à étudier les répercussions des divers modes de culture sur la population.

L'expérience est d'autant plus intéressante à suivre qu'elle se produit sur une donnée simple.

Dans la vallée de la basse Cèze nous assistons pendant un siècle et demi à une succession de procédés de culture : polyculture à base de blé et de vin, polyculture complétée par des ressources annexes (vers à soie, travail à l'extérieur), monoculture coupée par des séries de crises, suivies de tentatives pour y porter remède.

Le tout se passe dans un cadre uniquement agricole.

La vallée de la basse Cèze n'offre aucune autre ressource. Cette région est jusqu'à présent totalement privée de ressources industrielles. Toutes les solutions apportées aux problèmes posés par les crises sont restées des solutions agricoles. Contrairement à bien des régions françaises, où les ressources tirées de l'industrie sont venues au secours de populations trop nombreuses, la vallée de la Cèze n'a connu d'autres revenus que ceux de son agriculture.

Ce sont ces solutions agricoles, leur résultat, leur influence sur le facteur humain, que nous avons essayé de retracer.

La vallée de la Cèze est située aux limites géographiques de plusieurs régions. Elle en reçoit les influences diverses.

A sa partie ouest elle est intégrée dans la zone des garrigues calcaires. L'amont de la vallée plus resserré n'en diffère guère.

Elle s'incorpore également au système rhodanien. La présence du grand fleuve y est constamment sentie, ne serait-ce que par la puissance des vents qui balayent la région.

La proximité des Cévennes amène enfin des crues catastrophiques et donne aux rivières leur courant mouvementé.

C'est une région écartée que la vallée de la Cèze. Située au nord-ouest du Gard, éloignée de Nîmes dont elle dépend administrativement, la vallée a comme véritable capitale Avignon.

C'est vers Avignon que les hommes de ce pays se sentent attirés, ils vont là pour leurs affaires, les enfants y suivent leurs cours secondaires, les familles aisées y résident.

Moins dynamique et moins peuplée que les bassins houillers du nord du Gard (foncièrement différents d'elle), possédant moins de richesses et de passé que la région de Nîmes, cette partie du département s'en détache et tend à s'associer au système rhodanien.

Si elle reste toujours intégrée dans le Midi méditerranéen, bien des traces de rupture se remarquent déjà : les paysages, les ressources, les hommes ne sont plus les mêmes. Les influences venues du nord s'y sentent.

Là est l'originalité de cette région.

Qu'il me soit permis, en terminant mon introduction, de remercier ici tous ceux qui m'ont aidé à mener à bonne fin cette étude.

Tout d'abord le Professeur Morini-Comby, dont l'aide constante et les conseils m'ont suivi dans l'élaboration de ma thèse, tandis que j'utilisais la documentation de son centre d'études.

Tous ceux aussi dont j'ai pu apprécier la science et qui, par leur bonne volonté, ont facilité mes recherches parfois ingrates :

MM. Gouron, Docteur ès Lettres, qui mit aimablement la connaissance de ses archives du Gard à ma disposition ; l'Abbé Béraud qui a guidé mes premiers pas dans l'étude de la vallée de la Cèze ; Rieu, maire de Saint-Gervais ; enfin, avec mon camarade Clément Pierre qui m'a aidé à l'origine de mes recherches, tous ceux qui, par tant de petits renseignements, de récits, de souvenirs, m'ont permis de conserver un peu de vie à tant de choses passées.

H. L.

Première Partie

L'ÉCONOMIE ANCIENNE

(Jusqu'en 1850)

CHAPITRE I

LES RESSOURCES DE SAINT-GERVAIS AVANT 1850

Sources.

Le compoix de St-Gervais de 1694. (Mairie de St-Gervais.)

Archives de l'Hérault. — Série C.

Archives du Gard. — Série M. — 12.

Les cadastres de la période 1820-1830. (Mairie de St-Gervais.)

Nous n'avons pu retrouver aucun document sérieux nous donnant des renseignements au point de vue agricole sur la vallée de la Cèze qui soit antérieur au compoix de St-Gervais de 1694.

Ce dernier signale bien l'existence d'un compoix plus ancien, qui dénombrerait les terres de la communauté, mais il n'a pu parvenir jusqu'à nous. Nous n'en avons pas eu connaissance.

C'est tout juste si, par certains noms de lieu, nous pouvons inférer de quelques cultures qui avaient lieu dans des temps plus reculés. Un tènement du terroir de St-Gervais s'appelle les « Canabories ». C'est une terre basse, humide, facilement inondable ; sans doute à des temps plus anciens, s'y livrait-on à la culture du chanvre. Aucun souvenir autre que celui-ci n'en subsiste. Ces cultures devaient correspondre à une période d'économie complètement repliée sur elle-même, où le pays essayait de produire tout ce qu'il lui fallait pour sa subsistance, sans aucun secours venu de l'extérieur. Il ne semble pas qu'à l'époque où a été rédigé le compoix de St-Gervais l'économie en fût restée à ce stade.



Ainsi nous ne possédons pas de renseignements sérieux sur les cultures avant le compoix de 1694.

Par contre ce dernier nous donne des aperçus nets. Il est intitulé « Présage de Saint-Gervais » et timbré aux armes de la

Généralité de Montpellier. Dans la préface sont indiquées les origines. L'initiative en était due aux consuls modernes Anthoine Bruguier et Louis Ramier qui convoquèrent le 16 novembre 1692 le Conseil Général de la Communauté « par présente requeste à la souveraine cour des Comptes Aydes et Finances de Montpellier ». Celle-ci, par arrêt du 1er avril 1693, fit procéder à la « faction d'un nouveau compoix terrier dudit St-Gervais ». Par enchères publiques le travail fut confié à Jean Simon arpenteur de Connaux. Le bail fut passé par M^e Chimier, notaire royal de Bagnols et greffier de St-Gervais le 28 août 1693. On adjoignit à Jean Simon, Alexandre Tron et Jean Ligonets, habitants du lieu pour lui donner toutes explications. Tous trois prêtèrent serment sur les Evangiles.

Vient ensuite la définition des mesures du lieu qui seront employées. Enfin, la rubrique ou table des noms. Ici un fait curieux est à noter : les habitants sont classés, non par l'ordre alphabétique de leur nom, mais par celui de leur prénom. Sont dénombrés d'abord les habitants de St-Gervais, puis ceux de Bagnolz et des pays environnants. (1)

Par la suite le compoix commence l'énumération proprement dite des terres de St-Gervais.

La première partie contient le « Cayer des Biens préthendus nobles ». Elle comprend :

1° Une partie des biens du seigneur, noble Joseph Denis degast, seigneur de Saint-Gervais, — biens groupés et situés autour de la grange de Bayne.

2° Les biens de Monsieur le Prieur.

3° Les biens des Révérends Pères Chartreux de Valbonne.

« S'ensuit le Cayer des Biens Roturiers » qui dénombre d'abord les biens des habitants de Saint-Gervais, puis ceux de Bagnolz, Saint-Esprit, Combe, Saint-Michel, Saint-Marcel.

Cette présentation du « Présage de Saint-Gervais » terminée, examinons ce qu'il nous donne comme renseignements sur les cultures. (2)

Le compoix dénombre une superficie de terres cultivées de 647 salmées, 3 eyminées, 4 boisseaux, 1/2 leydière. Il n'y est fait aucune mention des terres incultes ou boisées, aucune également des terres appartenant en propre à la communauté de Saint-Gervais.

Sur 647 salmées, 39 sont en terres nobles, 208 sont possédées par des étrangers à la communauté de St-Gervais, 400 sont aux mains de saint-gervaisiens.

Etudions successivement les cultures qui étaient pratiquées sur ces terres. Les terres qui appartenaient aux habitants de Bagnols

(1) Il est à noter que les « biens préthendus nobles » et ceux de M. de St-Gervais sont classés en tête séparément.

(2) Nous donnerons les contenances des terres en mesures de l'époque, c'est-à-dire en salmée, eyminée, boisseau, leydière. Une salmée se divise en 8 eyminées, qui se subdivisent en 8 boisseaux, qui à leur tour comprennent 4 leydières. Voici maintenant le rapport existant avec le système métrique :

1 salmée	vaut 0 ha 63 a 19 ca 523
1 eyminée	vaut 7 a 89 ca 940
1 boisseau	vaut 98 ca 743
1 leydière	vaut 24 ca 24,686

et des environs étaient en majorité occupées par les labours. Sur 208 salmées, 132 étaient en terres labourables, soit les $\frac{4}{6}$ environ. La culture qui faisait suite, mais de loin, était la vigne, avec 16 salmées. Enfin vient toute une série de terres complantées d'oliviers, de vignes, de pré, brottiére et gravier, de terre herme réservés aux pâturages.

Les terres nobles étaient presque complètement consacrées aux labours. Sur 39 salmées, 4 seulement étaient en terres complantées de vignes.

Les terres des habitants de Saint-Gervais sont également vouées en grande partie aux labours, mais la proportion est nettement moins forte.

Sur 400 salmées de terres au total, 148 sont mises en labour, c'est-à-dire les $\frac{3}{8}$ environ. Cela fait une proportion beaucoup plus faible que pour les propriétaires étrangers à la commune. La vigne, cultivée seule, vient ensuite, avec une superficie de 59 salmées, soit le $\frac{1}{8}$. Le reste des terres se partage entre les brottières, gravier, coste, pré, pour environ 80 salmées, et tout un ensemble de terres, complantées de vignes, d'oliviers, mélangées de jardins, avec une fantaisie pittoresque.

Le terroir de Saint-Gervais fait donc une large place aux labours, puisque sur 647 salmées de terres, 396 y étaient consacrées. Ce sont dans l'ensemble les meilleures terres du pays : toute la partie de la plaine alluviale, qui n'est pas trop près de la rivière pour en subir les dommages, ravinements ou ensablements, toute la zone des terres de 10 à 15 mètres, sont réservées aux labours.

Dans le tènement des Canabories, particulièrement humide et de plus, facile à arroser, de nombreux jardins ont été créés.

Les vignes, au lieu de s'étaler en plaine comme de nos jours, avaient été groupées sur les premières côtes des montagnes et sur les plus hautes terrasses alluviales, de façon à être bien abritées du vent du Nord. On les trouve surtout au quartier du Peyron, du Puech Sainte-Marie, de la Grand'Font, de Bayne, de Maruel. C'est une vigne uniquement travaillée à la main. Un vieux contrat du XVII^e siècle nous montre le propriétaire du fonds exigeant de son fermier, pour la plantation de sa vigne, des trous creusés à 50 centimètres au huchet. (1) La vigne n'est pas plantée à l'alignement comme de nos jours et se trouve parfois au milieu d'oliviers, ou encore voisine avec d'autres cultures.

Les oliviers se trouvent sur les plus hautes terrasses, celles qui s'accrochent aux rebords des montagnes, contigües aux garrigues. Ce sont les « faïsses » élevées et abritées pour éviter les gelées particulièrement néfastes à cet arbre en cette région. Les oliviers sont rarement plantés seuls ; ils abritent souvent des cultures intercalaires.

(1) Document aimablement communiqué par M. l'abbé Pierre Béraud.

Une autre ressource est constituée par les « brottières » et graviers des bords de la Cèze. On y mène paître les troupeaux et les taillis fournissent du bois. Ils constituaient, paraît-il, un revenu appréciable.

Il n'est signalé, dans le compoix, aucune plantation de mûrier. Ceux-ci, nous le verrons plus loin, ne sont venus que 50 ans plus tard. Dans le compoix il n'y a pas de trace, ou presque, de bois appartenant à des particuliers. C'est à peine s'il est fait mention d'une dizaine de saimées de garrigues.

Par contre un document des archives de l'Hérault (1) datant de 1688 dénombre les biens propres de la communauté de Saint-Gervais. Parmi ceux-ci se trouvent cinq cents saimées (300 ha environ) de bois, garrigues et pâturages (encore que depuis quelques années, est-il dit, les Chartreux de Valbonne en jouissent par décret pour les sommes qui leur sont dues) et un « pacy en terres cultes et hermes » affermé pour 40 livres. Il semble bien que les bois et garrigues étaient alors des communaux. Des servitudes collectives régnaient sur l'ensemble des terres de la communauté. Nous en retrouvons des traces dans les arrêts du Conseil et les ordonnances des intendants.

En ce qui regarde les chèvres, il fut reconnu qu'on n'en pouvait tenir dans les communautés suivantes : Bagnolz, St-Laurent de Carnols, Sabran, Saint-Gervais, Saint-Michel d'Euzet, Cornilhon, Chusclan, Goudargues, La Roque, Saint-André de Roquepertuis.

L'intendant M. Louis de Bernage, vu l'arrêt du Conseil de 1725, interdit formellement de garder des chèvres : 100 livres d'amende seront infligées au contrevenant, pour la première fois ; le jarret des chèvres sera coupé. A la récidive, l'amende sera portée à 200 livres et le corps du délit confisqué.

L'ordre fut enfin donné de se défaire des chèvres dans le mois. L'ordonnance est du 10 décembre 1728. Comme bien des circulaires administratives de nos jours, il semble bien qu'elle n'ait eu qu'une existence écrite.

Pour ce qui concerne les troupeaux, la vallée de la Cèze, ainsi que les sept diocèses de la sénéchaussée de Nîmes, préféra garder le système de la « compascuité ». (2) Un arrêt du Parlement de Toulouse du 27 mars 1725 autorisa la dépaissance dans la proportion des biens que l'on possédait dans toutes les terres des communautés, à l'exception des vignes, oliveraies et lieux clos. Cela n'empêcha pas les difficultés : on tendit, dans tout le diocèse d'Uzès, à admettre la compascuité dans les olivettes plantées depuis plus de 10 ans et dans les vignes de plus de 6 ans, ainsi que dans les prairies après la deuxième coupe de foin.

La question en fait, comme le signale M. Appolis, reste très complexe et les usages locaux l'emportèrent.

Aussi, lorsque l'arrêt du 21 juin 1766 eut été édicté, les communautés adoptèrent-elles les solutions qu'elles préféraient, c'est-

(1) Archives de l'Hérault. Série C 2994.

(2) Archives de l'Hérault. C. 2432. Terme de la région pour vaine pâture. (Opinion des érudits locaux).

à-dire très souvent, le paiement d'un droit par bête, et un nombre de bêtes proportionné aux terres possédées. Nous retrouvons ce système jusque vers 1830, à l'époque d'une enquête faite par la préfecture.

En résumé, le premier aspect que nous ayons de l'activité agricole de la région de la Cèze est celui d'une économie non dégagée des servitudes imposées par la nécessité et s'attachant avant tout à des cultures qui assurent la subsistance de la population.



Ce n'est que vers le milieu du XVIII^e siècle que sont apparus les mûriers. Une gratification de 25 livres par cent mûriers plantés ayant été assurée par l'ordonnance du 6 octobre 1752, une fièvre de plantation s'est emparée du Midi. Notre région en fut moins atteinte : alors que la région d'Uzès plantait en quantités stupéfiantes, il paraît bien que cette mode fut réservée dans la vallée de la Cèze, aux gros propriétaires, soit nobles, soit bourgeois riches de Bagnols.

Les listes nominatives nous montrent que les gros propriétaires furent favorables aux mûriers et effectuèrent des plantations massives. Ce ne fut pas le fait des petits paysans, qui semblent être restés méfiants devant cette nouvelle culture. Nous retrouverons ce fait plusieurs fois au cours de notre exposé : la méfiance des petits paysans envers toute innovation en fait de culture est digne de remarque.

Voici pour appuyer cette remarque les noms des planteurs et les quantités de mûriers plantés à St-Gervais :

En 1754 ont planté : Sr de St-Auban (126) ; Devolle (200) ; de Montanier (200).

En 1755 Devolle Joseph (450).

En 1756 M. de Saint-Gervais (1.200) ; M. Julien de Saint-Laurent (510).

En 1759 Devolle (232) ; Sr de St-Auban (300) : M. Julien de Saint-Laurent (150).

De 1759 à 1763 Henry Soulier (100) ; de Montanier (400).

En 10 ans, il ne s'est trouvé, sur plus de cent propriétaires, que sept personnes pour planter 3.868 mûriers à St-Gervais, soit près de 500 mûriers par personne. Ce sont toutes, des plantations de gros propriétaires : nobles du lieu ou des environs, nobles ou bourgeois bagnolais.

Il en fut de même partout dans la vallée de la Cèze. A Cornillon, M. le baron de Cornillon plante 400 mûriers ; à Sabran, Mlle Catherine de Vaulx : 1.200, M. Julien de St-Laurent : 1.100 ; à La Roque M. de Saint-Roman : 400 ; à St-Laurent, Les Chartroux : 543 ; à Bagnols, des bourgeois comme Devolle : 1.000. Il n'y eut pas de petites plantations, de 10 à 20 mûriers. Le mûrier ne se démocratisa que par la suite, sans jamais prendre, semble-t-il, une place capitale comme dans certaines régions voisines.

Ce fut d'ailleurs la seule innovation importante en matière de plantes cultivées qui eut lieu à cette période, si l'on excepte la pomme de terre. Et encore cette dernière resta toujours d'un usage assez limité. Un rapport fait sous le 1er Empire (1) sur l'état de cette culture, nous montre qu'elle s'était assez peu développée. Voici quelques chiffres pour la région (en hectolitres).

Bagnols :	7.050	Cornillon :	295
St-André de Roquepertuis .	80	St-Michel d'Euzet :	300
St-Laurent de Carnols : ..	360	Chusclan :	27
Sabran :	1.400	Goudargues :	320
St-Gervais :	1.440	La Roque :	200

La récolte devait suffire à peine aux besoins locaux. La vie n'était pas facile à cette époque dans la région. Tous les rapports fournis sous le 1er Empire nous montrent la difficulté qu'a le pays pour arriver à subvenir à ses besoins par lui-même et à se ravitailler en grains. Bagnols, par exemple, n'a que le tiers de ce qu'il lui faut en grains pour nourrir sa population et sa subsistance n'est assurée que par les revenus que lui procure l'élevage du ver à soie et surtout la filature de la soie, malgré quelques jardins qui sont d'un bon rapport. Chusclan n'a que ses vins comme ressource. Et si quelques pays comme St-Gervais, St-Michel d'Euzet, Sabran, ou Goudargues ont assez de grains pour leur ravitaillement propre, d'autres ont beaucoup de peine à vivre avec ce que leur fournissent leurs terres ; c'est le cas pour Cornillon, St-André de Roquepertuis. St-Laurent de Carnols.

Partout où les terres cultivables de la vallée ne sont pas assez riches pour compenser les bois et les garrigues, la vie est dure et les paysans vivent difficilement. (2)

Un état des récoltes de 1806 (3) nous donne les récoltes en grains du canton de Bagnols :

Froment	14.100 hl
Orge	3.325 hl
Sarrazin	44 hl
Seigle	18.500 hl
Mais	486 hl
Chataignes	15 hl

En 1808, les récoltes étaient les suivantes :

Froment	12.500 hl
Orge	2.200 hl
Sarrazin	25 hl
Seigle	13.100 hl
Mais	350 hl
Chataignes	25 hl

(4)

(1) Archives du Gard. 12 M. 30.

(2) Archives du Gard. 12 M. 63.

(3) Archives du Gard. 12 M. 30.

(4) Ce sont des moyennes nettement inférieures à 10 quintaux à l'hectare. Au XX^e s. les taux se relèveront (jusqu'à 14 qx), mais la superficie se restreint. A ce moment-là d'ailleurs aucune comparaison n'est possible sur ce point, car le blé a perdu sa place capitale dans l'économie.

Le seigle occupe encore une place importante dans les récoltes, plus importante même que le blé. C'est le signe d'une agriculture pauvre. Ce fait est dû probablement à l'étendue des terres pauvres soumises aux labours. Les rendements sont bas : en bonnes années on les estimait à 9 pour 1, dans les moyennes à 6 pour 1, et dans les mauvaises à 3 1/2 pour 1. Il est facile de comprendre dès lors le souci que donnait le ravitaillement de la population dans les années mauvaises et même dans les années moyennes.

Et ceci, d'autant plus sensible, que les ressources d'appoint étaient en général médiocres. En 1807 les oliviers eurent à subir une forte gelée qui les détruisit en grande partie. Sur 200.000 oliviers que l'on dénombrait avant 1807 dans le canton d'Uzès, il n'en resta plus que 77.000 en état de produire. Cette culture, trop sensible aux gelées dans notre région, devait entrer en décadence.

L'appoint apporté par les châtaignes était limité à quelques communes de la vallée, car la plupart des sols y sont trop calcaires pour le châtaignier.

Seul le vin était important pour certaines communes une ressource importante, limitée elle aussi toutefois, car la qualité laissait souvent à désirer. Les vins de Chusclan avaient une bonne renommée ; en 1814, il s'en récolta 3.000 hl de qualité supérieure qui se vendit 21 francs l'hectolitre, alors que le reste de la région vendait son vin à peine 15 fr. (1) St-Gervais et Codolet produisaient des vins moins estimés, mais de bonne qualité encore. Par contre, les vins d'Orsan étaient refusés des marchands du Rhône et ne pouvaient se consommer qu'à Bagnols et à Pont-Saint-Esprit. Les autres communes n'avaient qu'un vin très médiocre qu'elles seules, à peu près, consommaient. (2)

ÉTAT DES BÊTES EN 1809 (3)

	CHEVAUX	ÂNES	MULETS	BŒUFS	VACHES	MOUTONS	BREBIS	AGNEAUX
Bagnols	66	204	77	34	3	1.188	1.020	1.016
Chusclan	5	44	74	8		536	100	100
Saint-Gervais	10	28	42			514	697	447
Saint-Michel	8	19	37			310	200	100
Sabran	39	64	102	24	4	2.282	1.459	940
La Roque		9	18			365	140	130
Cornillon	19	15	86			647	600	430
Saint-André	5	14	72			333	120	89
Gondargues	23	10	84	14	2	757	280	150
Saint-Laurent	4	19	34			210	410	150

(1) Archives du Gard. 12 M. 39.

(2) Une autre ressource modeste était le miel. Un état des ruches de 1810 nous montre que Chusclan en possédait, ainsi que Sabran et St-Gervais. Nous signalons le fait car nombreux sont de nos jours les apiculteurs dans notre région. Archives du Gard. 12 M. 53.

(3) Archives du Gard. 12 M. 53.

Le tableau de cette économie n'a rien d'enchanteur. L'agriculture ne disposait que de moyens rudimentaires : tout le travail se faisait à bras. Il existait une charrue à deux mancherons, d'aspect grossier et d'un travail médiocre. Comme engrais les paysans utilisaient le fumier de leurs moutons ou de leurs bêtes de trait quand ils en avaient.

Les chevaux sont relativement rares, les mulets et les ânes, par leur sobriété, sont mieux adaptés aux faibles ressources des paysans.

Dans la région, il n'est guère fait usage de bœufs. Seuls quelques très grands domaines en possédaient (c'est le cas de nos jours encore à Goudargues où un domaine important a conservé des bœufs). Les vaches sont très rares. Par contre les troupeaux de moutons étaient fort importants. Presque tous les moutons sont de race indigène. En 1806, sur les 17.385 moutons du canton de Bagnols il n'y avait que 100 métis. Les efforts en vue d'améliorer la race locale restaient sans effet. La toison de ces moutons était médiocre : en moyenne elle donnait 2 kg. de suint; au prix de 2 francs le kg. Cela faisait encore quelque argent, malgré l'état défectueux du troupeau.

Malgré ces conditions de vie difficile, l'économie de la vallée de la Cèze se maintenait dans un certain équilibre. Nous allons maintenant l'examiner dans son ensemble en nous basant sur l'étude des cadastres composés vers 1825.

✱ ✱ ✱

TABEAU I

ÉTAT DES CULTURES EN 1827

	Superficie totale en hectares	Terres labourables	Prés	Terres plantées	Bois	Landes
Bagnols	3.137	1.541	51	639	385	380
Chusclan	1.317	290	2	323	582	35
La Roque	837	290	2	89	253	168
Sabran	3.556	1.555	17	394	651	845
Saint-Gervais	1.206	489	5	119	272	149
					+	
					147	
					forêt royale	
Saint-Michel	1.036	447	8	117	284	150
Cornillon	1.546	628	14	184	393	270
Goudargues	3.031	557	22	235	1.822	314
Saint-André	1.198	152	3	359	474	151
Saint-Laurent	1.015	326	7	67	520	67

Le tableau I, extrait d'un livre terrier des contributions indirectes (1) rédigé en 1827 d'après les feuilles de tête des matrices cadastrales, nous renseigne rapidement sur l'état des cultures dans la vallée de la Cèze.

Un fait frappe dès l'abord à l'examen de ce tableau : c'est l'étendue considérable des bois et des landes. Dans presque toutes les communes ceux-ci couvrent du tiers à la moitié du territoire ; une grande partie du sol était d'un rapport très faible, c'est l'explication de la pauvreté de cette région à cette époque.

L'autre trait frappant est l'étendue des terres labourables. Là où le sol est cultivable, celles-ci s'étendent sur la moitié de la surface des communes : c'est le cas à Bagnols, à Sabran, à Saint-Michel.

Les progrès considérables de la vigne sont à noter. Certaines communes ont même commencé à se spécialiser : Chusclan possède 323 ha de vignes contre 290 de labours. A Bagnols 579 ha de terres sont uniquement plantés en vignes. A St Gervais nous pouvons observer les progrès : le compoix de 1694 nous donnait une superficie de vignes d'environ 80 eyminées, soit une cinquantaine d'hectares ; sur le cadastre de 1825, il est dénombré un vignoble de 117 ha, la surface des vignes a plus que doublé. C'est un exemple frappant du succès que rencontre la vigne sur la rive gauche de la Cèze, particulièrement abritée du vent du nord et bien exposée aux rayons du soleil. Le fait est d'autant plus remarquable que la superficie des terres labourables ne s'est pas diminuée, bien au contraire même. Il semble que la vigne a peu gagné en plaine et s'est surtout installée en coteaux et sur des terres de côtes gagnées sur les garrigues.

M. Smotkine, dans son étude sur Bagnols-sur-Cèze, affirme que les vignes occupent à cette époque les terres de toutes catégories. Cela relève d'un examen superficiel des faits. La vigne du début du XIX^e siècle malgré sa récente extension, n'est pas une vigne de plaine à de rares exceptions près.

A St-Gervais, un examen détaillé du cadastre de 1825 ne nous permet pas de distinguer dans la basse plaine l'existence de terres plantées en vigne de quelque importance. Il n'y en a pour ainsi dire pas. Et les enquêtes faites au moment du phylloxéra nous montrent encore que les vignes de plaine étaient très rares.

Vient ensuite la première terrasse alluviale de dix mètres (celle que les experts ont reconnue propre à l'appellation de « Côtes du Rhône »). Nous ne pouvons plus parler là de vignes de plaine. Un examen des états de section nous montre à cet étage une vingtaine d'hectares de vignes. Mais presque tout le vignoble se trouvait sur les terrasses supérieures : 20 ha de vignes au Peyron, juste au pied de la muraille des montagnes, 42 ha dans la section de Rocauquier, dont le nom seul dit bien que nous ne sommes plus en plaine alluviale, et enfin 34 ha dans Maruel, qui est la partie des terrasses de 15 et de 25 mètres.

(1) Archives du Gard, Série T.

Les vignes sont nettement localisées sur les coteaux, sur les terres sèches et rocailleuses. On ne saurait consacrer à la vigne les terres de plaine limoneuses et plus fraîches dans une période où le ravitaillement en grains était à peine assuré. Expliquer, comme l'a fait M. Smotkine, la répartition de la vigne par le morcellement parcellaire ne se justifie en aucune façon.

La vigne ne pouvait se planter en plaine. Seule la qualité du vin justifiait son transport pour la vente. Un vignoble s'étendant dans la plaine aurait amené, faute de transports pour écouler les produits, une surproduction immédiate. L'exemple de Chusclan est frappant. Là où le milieu est particulièrement favorable, la vigne s'est étendue, au détriment même des labours. Chusclan, grâce à l'étendue de ses coteaux, susceptibles de produire un vin de bonne qualité et recherché, a connu de bonne heure la spécialisation. Pour Chusclan, il faut vendre le vin, à un bon prix, afin d'assurer la subsistance.

Il est à remarquer, qu'après la période d'extension de la fin du XVIII^e siècle, la vigne ne s'est, pour ainsi dire, pas étendue. Dans le canton de Bagnols, il y avait à l'époque du cadastre en 1825 : 2.788 ha de vignes - une enquête très poussée de 1886 en dénombre 2.892, soit un gain insignifiant de 100 ha. Les enquêtes faites au moment du phylloxéra nous montrent que le vignoble n'avait pas progressé dans chaque commune depuis l'époque de la confection du cadastre.

M. Smotkine y voit un effet de la substitution du fermage à prix d'argent au métayage, et pense que les capitaux bagnolais étaient plus attirés par des placements dans l'industrie et le commerce.

Le fait, pour la première supposition, est possible, quoique la faiblesse relative des terres en fermage ne puisse limiter de cette façon l'extension du vignoble. En ce qui concerne le placement des capitaux, l'argument semble beaucoup plus problématique. De 1880 à 1890, après une période de crise agricole, les capitaux auraient pu être bien davantage attirés par des placements en valeurs mobilières. Un vignoble étendu sera créé toutefois.

A notre sens, le principal obstacle à l'extension du vignoble est l'impossibilité d'écouler le vin. Il n'y a guère de moyens de transport : les routes sont mauvaises et le vin, à l'exception de celui de Chusclan, ne fait l'objet d'un commerce qu'entre pays limitrophes. Les marchands du Rhône se montrent difficiles sur la qualité, la demande est faible.

La production de ce fait en est limitée : le revenu de la vigne reste des plus médiocres. C'est la principale raison qui, à notre sens, limite les progrès de la vigne. Toute extension nouvelle amènerait une surproduction locale.



Une autre ressource importante, destinée à apporter de l'argent liquide, était l'élevage du ver à soie.

Les statistiques nous donnent les moyennes annuelles suivantes : (1)

TABLEAU II

	Production moyenne annuelle en kgs de cocons	Prix d'un kilog en 1834	Prix total
Saint-André	17.000	3,5 à 4 frs	68.000
Chusclan	10.000	« »	40.000
Cornillon	27.000	« »	88.000
Saint-Gervais	18.000	« »	72.000
Goudargues	26.000	« »	104.000
Saint-Laurent	7.000	« »	28.000
Saint-Michel	11.500	« »	46.000
Montclus	16.000	« »	64.000
La Roque	4.000	« »	26.000
Sabran	25.000	« »	100.000
Bagnols	150.000	« »	600.000

C'était un élevage qui se faisait souvent en famille, c'est-à-dire sans frais de main-d'œuvre, et amenait de l'argent liquide dans les maisons. Avec la crise amenée par la pébrine, les campagnes se trouvèrent démunies d'argent liquide, ainsi que le montrent les rapports faits au Préfet sous le Second Empire.

Notons en terminant les modifications que le troupeau ovin eut à subir.

Le droit de parcours et de vaine pâture fut supprimé partout sauf à St-Michel et à St-Nazaire. Une enquête du préfet nous montre que dans ces deux communes seulement les conseils municipaux acceptèrent ce droit, en fixant à trois par ha le nombre de bêtes à laine que chaque propriétaire aurait le droit de posséder. Ceci date de 1838 et de 1839. (2)

Une enquête de 1857 marque la chute que fit le troupeau ovin dans les cinquante premières années du XIX^e siècle. Il ne devait jamais, depuis lors, s'en remettre et sa décadence ne fit guère que s'accroître. (3)

Les pertes furent surtout importantes dans les communes où les bois et les landes n'occupaient pas la place majeure du sol. Bagnols, St-Gervais, Cornillon, perdent la moitié et plus de leur troupeau ovin. Sabran et St-Laurent, le quart.

D'autres communes, par contre, voient le leur augmenter. A La Roque, le troupeau s'accroît de 115 unités, soit 19 %. A Saint-Michel, où la vaine pâture subsiste, il se maintient (+ 6 %) ; et à Goudargues, où les bois et les garrigues sont vastes, il gagne 513 unités, soit un accroissement de 43 %.

(1) Archives du Gard. 13 M. 63.

(2) Archives du Gard. 13 M. 45.

(3) Archives du Gard. 12 M. 91.

Mais dans l'ensemble, le troupeau ovin de la vallée de la Cèze baisse de 29 %.

On s'est détourné de l'élevage au profit des cultures, mais le troupeau a encore une place importante.

TABLEAU III

	État en 1809	en 1857	diminution réelle	diminution en %
Bagnols	3.124	1.200	— 1.924	— 69 %
Chusclan	736	615	— 121	— 16 %
Saint-Gervais	1.658	800	— 858	— 51 %
Saint-Michel	610	650	+ 40	+ 6 %
Sabran	4.681	3.515	— 1.166	— 25 %
La Roque	535	650	+ 115	+ 19 %
Cornillon	1.677	850	— 827	— 48 %
Goudargues	1.187	1.700	+ 513	+ 43 %
Saint-Laurent	770	600	— 170	— 22 %
TOTAL	14.978	10.580	— 4.398	— 29 %

Pour nous résumer, nous nous trouvons dans la période 1800-1850, en face d'une économie complexe, qui, en plus des ressources destinées à nourrir une population très nombreuse, cherche à augmenter, par des cultures rémunératrices, son revenu.

Nous trouvons là le germe d'une spécialisation qui ne viendra que plus tard avec les progrès des voies de communication.

CHAPITRE II

LA STRUCTURE AGRAIRE ⁽¹⁾

Le premier aperçu que nous possédons sur l'état des terres est le compoix de St-Gervais de 1694. Son étude est très instructive et nous aidera à mieux comprendre l'évolution ultérieure du morcellement à St-Gervais. Elle nous aura évité quelques idées préconçues que nous avons reçues sur ce sujet.

Le compoix fait état de 101 propriétaires. Sur ce nombre, 74 sont originaires de St-Gervais et y habitent, 21 sont domiciliés à Bagnols, 6 à Pont-St-Esprit, St-Michel, Combes ou St-Marcel, c'est-à-dire dans des pays voisins.

Le « présage » de St-Gervais (2) dénombre une superficie de 647 salmées, 3 eyminées, 4 boisseaux, 1/2 leydière, soit approximativement 400 ha, beaucoup moins que l'actuelle superficie de la commune.

Sur ces étendues, 39 salmées, 3 eyminées, 5 boisseaux et 2 leydières sont en terres « préthendues nobles » ; — 399 salmées, 2 eyminées, 6 boisseaux, 1 1/2 leydières sont en possession des habitants de St-Gervais ; — 200 salmées, 7 eyminées, 5 boisseaux, 2 1/2 leydières sont aux mains de Bagnolais et 7 salmées, 5 eyminées, 2 boisseaux, 2 1/2 leydières aux mains de propriétaires des environs.

Nous aurions donc pour l'ensemble des terres de St-Gervais, une superficie moyenne par propriétaire de 6,5 salmées, soit environ 4 ha. Toutefois, en faisant le décompte des propriétaires de St-Gervais et de ceux qui n'en sont pas, nous obtenons pour Saint-Gervais une superficie moyenne par propriétaire de 5,3 salmées, soit à peu près 3 ha — et pour Bagnols 10 salmées, soit 6,5 ha. La moyenne est beaucoup plus élevée à Bagnols qu'à St-Gervais. Chez les bagnolais se trouvent, en effet, quelques gros propriétaires.

(1) Mêmes sources qu'au chapitre I.

(2) Ne sont pas compris dans le compoix, les biens propres de la communauté et la partie dite « des bois » qui appartenait à la communauté des Celettes.

Parmi les saint-gervaisiens, les gros propriétaires sont rares. Nous n'en comptons que trois, possédant plus de 20 salmées (+ 13 ha). Ces trois propriétés, à elles seules, réunissent 134 salmées. Deux d'entre elles sont d'ailleurs à l'origine des granges et des domaines que nous retrouverons plus tard à la Révolution et dans la période viticole.

Les soixante et onze propriétaires qui restent n'ont plus à se partager que 265 salmées. Cela réduit notablement la superficie moyenne des petites propriétés de St-Gervais. Celle-ci n'est plus que de 3,6 salmées, soit 2,3 ha.

Parmi les bagnolais, nous trouvons quatre propriétaires qui ont plus de 20 salmées. A eux seuls ils possèdent 165 salmées, soit une moyenne de 40 salmées chacun (l'un d'eux possède à lui seul 83 salmées). Les dix-sept autres bagnolais n'ont, à eux tous, que 35 salmées, soit 2 salmées par personne. Nous sommes là en présence de deux types de possédants : les premiers possèdent de vastes terres, groupées autour de granges ; les seconds sont, soit de gros propriétaires de communautés voisines qui ont une ou deux terres sur le terroir de St-Gervais, soit des bourgeois bagnolais qui ont une petite terre, affermée généralement.

Comme nous le montre le tableau I (1), la grosse majorité des propriétaires ont des exploitations de moins de 5 salmées, cela tant à Bagnolz qu'à St-Gervais. La toute petite propriété domine en nombre largement. A St-Gervais 75 % des possédants ont moins de 5 salmées, mais à eux seuls ils n'ont que 25 % de la superficie totale de la commune (40 % si l'on ne compte que les terres aux mains des saint-gervaisiens).

Pour les habitants de Bagnolz, la différence est encore plus grande, puisque cinq propriétaires possèdent 170 salmées sur 200 ; mais là le résultat perd de sa signification.

En définitive le terroir de St-Gervais, à l'époque du compoix, tout en étant partagé en une foule de petits possédants, n'est pas aux mains de petits propriétaires. La moitié du territoire est aux mains de gros propriétaires, soit du lieu, soit de Bagnolz. Sur le restant, beaucoup de paysans se contentent encore de parcelles infimes, c'est ainsi que cinquante-cinq paysans de St-Gervais ne cultivent pas plus de 3 salmées pour eux. Il existe donc à cette époque un ensemble de paysans qui ne doivent subsister que par des ressources cherchées à côté du travail de leurs terres.

Il est difficile de se rendre compte de la forme des champs d'après le compoix, aucun plan n'y étant adjoint. Toutefois, de la comparaison du compoix et du cadastre de 1825, et en y joignant la connaissance personnelle que nous avons du terrain, il ressort que beaucoup de parcelles du compoix se retrouvent dans le cadastre, et que, dans l'ensemble, les grandes lignes se sont maintenues. Nous ne procéderons à un examen détaillé de la forme des champs qu'avec le cadastre de 1825.

(1) Voir tableaux en fin de chapitre.

Nous verrons par contre un autre aspect du morcellement : celui du morcellement par nature de culture. Ceci est d'autant plus intéressant que l'on a soutenu que la vigne était une cause de morcellement. Or il semble bien qu'à St-Gervais cette opinion ne se soit pas vérifiée. Si la vigne a été plantée dans des terres exigües, ce n'est pas parce que ces terres étaient petites que l'on y mettait de la vigne, mais parce que plus tard, avec l'intensification de la culture de la vigne, les terres où l'on a planté étaient gagnées sur les garrigues ou les bois, et par conséquent réduites aux petites dimensions que leur imposait le manque de terre arable. Les belles terres étaient réservées au froment.

Le compoix signale que les habitants de St-Gervais possédaient en terres labourables une surface de 171 salmées répartie en 294 parcelles, soit une moyenne de 5 eyminées par parcelle ou 35 ares. En vigne ils cultivaient 59 salmées, réparties en 110 parcelles, soit une moyenne de 4,2 eyminées par parcelles ou 30 ares. Or, si l'on tient compte que dans les terres labourables, le compoix a compris certaines fermes entières, comme étant d'un seul tenant en terres, l'on peut voir que la différence de superficie moyenne qui existe entre les terres et les vignes se réduit à rien. Il est difficile après cela de dire que l'on a choisi des parcelles minimales pour planter la vigne. Les paysans ne tiennent pas compte de la superficie, mais de la qualité des terres. Un terroir en vignes ne correspond pas dans leur esprit, à un terroir morcelé : le morcellement est indépendant de la vigne.

En réalité, le terrain est morcelé, là où la culture est poussée à l'extrême. C'est le cas des jardins (21 parcelles pour 6 eyminées, soit une moyenne de 4 boisseaux, ou 4 ares), pour des terres proches du village. Ce n'est pas le fait des 6 gravières de la Cèze qui ont une superficie de 37 salmées, soit 6 salmées chacun, près de 3 ha 5.

Ce n'est que plus tard, lorsqu'on voudra intensifier la culture de la vigne sans toucher aux labours, que l'on plantera la vigne sur des terrasses minuscules péniblement gagnées sur la montagne.

Pour les terres possédées par les bagnolais, il en est de même, à cette différence près que les superficies moyennes sont plus élevées. Presque toutes les terres sont aux mains de gros propriétaires, ceux-ci ont pu éviter de morceler ou effectuer des regroupements. C'est ainsi que la moyenne des labours et des vignes est de près d'une salmée soit 60 ares, le double que pour les biens des saint-gervaisiens. Cela permet de voir le rôle de freinage que jouent les gros propriétaires dans la division des terres.

Il n'est que de voir les 4 terres nobles en labours du seigneur du lieu qui couvrent 22 salmées, soit plus de 5 salmées chacune de moyenne, et celles de Jean Bruneau écuver qui, au nombre de 9, ont 56 salmées, soit près de 7 salmées chacune. Chez les petits paysans de St-Gervais nous sommes loin de ces moyennes.



Le fait caractéristique de l'évolution des propriétés foncières à St-Gervais est la régression des possessions des étrangers à la commune et l'extension étonnante des biens des indigènes.

Ceci semble dû à une lente et patiente prise de possession du sol. La Révolution et la vente des biens nationaux n'ont pas amené de grands changements. A St-Gervais furent vendus :

- les biens des Chartreux (terre de La Réalle) à Fabre Pierre pour 1.800 livres.
- les biens du prieur — soit : 3 terres de 4 salmées, 2 eyminées, 2 boisseaux, pour 6.625 livres à Gache André, Cheyret Pierre et Vernin Marcellin.
- des garrigues de 3 salmées, 4 eyminées, pour 380 livres à Ferrand Pierre et Bruguier Henri.
(Les cinq derniers acheteurs étaient de St-Gervais.)
- un terrain, la maison presbytérale, cour, jardin, etc, pour 3.324 francs à Baumel Honoré, notaire à Bagnols.

Les surfaces ainsi vendues furent infimes.

Dans la région, elles ne furent jamais considérables ; si l'on excepte les Chartreux de Valbonne, qui possédaient quelques beaux domaines et d'autres abbayes de-ci de-là, il n'y eut guère de ventes importantes. Bien souvent les terres vendues ne se morcelèrent pas : c'est ainsi qu'à St-Michel d'Euzet on retrouve encore de nos jours les deux domaines qui appartenaient aux Chartreux : Dame Guise et Grange Neuve. Vendus en un seul tenant à deux propriétaires, ils se sont conservés jusqu'à nos jours. A Goudargues le prieuré de la Bastide d'Orniols s'est également maintenu comme à Bagnols le domaine de Rouveyran. D'une façon générale on retrouve tous ces domaines qui ne se morcelèrent pas et ne passèrent pas aux mains des petits paysans, à de rares exceptions près. La vente des biens nationaux fut accaparée par des bourgeois de Bagnols.

Le compoix de 1694 porte, par contre, les traces des nombreuses mutations qui furent effectuées. Nous les voyons surtout intenses de 1710 à 1720 et à partir de 1760. C'est là que nous voyons la reprise du sol effectuée par les petits paysans locaux.

Par des partages, des successions, des donations ou des ventes, les terres des bagnolais se sont minimisées. C'est ce que nous montre le cadastre de 1825.



Avant que le cadastre ne fut établi sous sa forme définitive, un premier essai de cadastre, par nature de cultures, avait été fait sous le 1er Empire. Malheureusement le tirage au sort ne favorisa pas les communes de notre région, et la vallée de la Cèze ne fut l'objet d'aucune étude.

En l'absence d'autres documents, les cadastres effectués aux alentours de 1820 pour la vallée de la Cèze nous fourniront leurs renseignements.

Nous examinerons d'abord l'ensemble des communes, ce qui nous permettra d'avoir une vue générale des terres, puis nous ferons une étude plus poussée du cadastre de St-Gervais.

Dans l'ensemble la superficie des communes est moyenne. Trois communes seulement sont d'une étendue exceptionnelle : Bagnols, Sabran et Goudargues. Bagnols le doit à sa situation plus importante de chef-lieu ; les deux autres à l'étendue exceptionnelle de leurs bois et de leurs landes : pour Sabran 1496 ha sur 3.556, pour Goudargues 2.136 ha sur 3.031.

Une commune est de proportion modeste : La Roque (837 ha). Cela tient certainement au fait que La Roque, qui faisait alors partie du canton de Lussan, se trouvait resserrée contre le canton de Bagnols.

Les autres communes sont proches de la moyenne des communes françaises, elles s'échelonnent de 1.000 à 1.500 ha.

Etudions maintenant dans le détail la structure agraire des diverses communes. Le tableau III nous en donne une vue nette.

Si la superficie des communes est moyenne, leur morcellement, par contre, est extrême. On l'a expliqué par des partages successoraux. C'est fort possible. Nous sommes dans des régions où les successions se partagent équitablement entre enfants, encore que bien souvent les coutumes des paysans aient tendu à maintenir plus ou moins intact le patrimoine. Un seul fils fondait une famille, les autres vivaient au foyer de leur père et ne se mariaient pas ; il en était de même pour les filles ou bien si elles se mariaient, elles n'avaient qu'une part en argent. Les cas étaient fréquents où le morcellement était évité : de nos jours encore nous connaissons des exemples.

Il semble que la cause la plus importante du morcellement ait été le peu d'avantages que présentent, aux yeux des paysans, des parcelles de quelque étendue. Nous sommes à une époque où l'on travaille uniquement à bras ou presque ; une parcelle de quelques ares peut se faire dans la journée sans obliger à des déplacements ; les petites parcelles ne gênent pas pour le travail. La perte de temps que peut occasionner un déplacement n'entre guère en compte. Aussi ne trouve-t-on des parcelles étendues que chez les propriétaires importants et surtout autour des granges qui sont à des gros possédants. Il n'y a qu'eux qui ont le souci de terres à formes régulières et de plusieurs hectares.

Comme nous le montre le tableau III, les superficies moyennes des parcelles s'échelonnent dans les communes étudiées de 0 ha 32 à 0 ha 72 ; presque toutes se tiennent entre 0 ha 36 et 0 ha 50. Dans ce compte sont comprises les étendues de bois, qui sont souvent aux communes et comptées comme d'un seul tenant. Elles augmentent de ce fait les moyennes, qui doivent être diminuées d'une dizaine d'ares pour avoir les moyennes des terres cultivées.

La moyenne des parcelles possédées par propriétaire varie de 12 à 18 (avec un minimum de 7,1). La moyenne d'hectares par propriétaire va de 4 à 10. La petite propriété morcelée domine. Les grands domaines de plus de 100 ha sont exceptionnels même si l'on tient compte des étendues boisées. Les domaines de quelque étendue d'un seul tenant se chiffrent entre 30 et 50 ha. Il ne s'en trouve guère plus de deux ou trois par commune en moyenne. On les voit groupés autour de granges isolées, généralement situées à la périphérie des communes.

Si de plus nous déduisons de la superficie totale, les bois et les landes, nous trouvons pour les terres cultivées, des moyennes qui varient entre 2 ha et 5 ha. C'est ainsi qu'à Goudargues la moyenne des propriétés, compte tenu des bois, est de 10,3 ha, alors que si l'on ne tient compte que des terres cultivables, elle atteint à peine 3 ha.

L'étendue des bois et des landes de certaines communes ressort de façon frappante et par contre-coup l'extrême morcellement du terrain en une foule de petites propriétés aux multiples parcelles.



Etudions maintenant le cadastre de St-Gervais dans le détail. Dans le « Présage de St-Gervais » de 1694, une part importante des terres étaient possédées par des étrangers à St-Gervais. Sur le cadastre de 1825, la proportion a très sensiblement baissé. Alors qu'en 1694, les étrangers au village possédaient près du tiers de la superficie cultivée, en 1825 ils n'en ont en mains que le cinquième. Et si l'on tient compte des bois communaux et de la forêt royale, ils ont à peine le 1/15^e du territoire.

Sur les 1.200 ha de la commune, 82 ha 32 a 31 ca appartiennent à des étrangers (les bagnolais possédaient à eux seuls 60 ha). Rares sont les réunions de terres de quelque importance : l'une d'elles est issue d'une propriété que l'on trouve dans le compoix l'autre provient d'une partie des biens du seigneur du lieu. Les autres possessions sont de faible étendue.

Les habitants de St-Gervais sont en possession d'une grande partie des terres de la commune. C'est un fait normal : les possédants qui se tiennent éloignés de leurs terres, sont à un moment donné, amenés à s'en détacher.

A St-Gervais, il n'y a pas de grosses propriétés. Il n'existe que deux réunions de terres de quelque importance, elles viennent du compoix : ce sont celles du seigneur de St-Gervais, autour de sa grange de Bayne, et celles de M. Bruneau de St-Auban, autour de sa grange de Lisle.

Les autres propriétés importantes sont sous la forme de « biens de village », composées de nombreuses parcelles, de l'étendue la plus variable, mais assez souvent réduite, et dispersées à tous les coins de la commune.

La grande majorité des propriétaires ne possèdent que peu de terres. Sur les 143 propriétaires de St-Gervais, 107 ont moins de 5 ha. (Voir tableau V.) ; généralement ces biens sont formés de minuscules parcelles de 15 à 30 ares éparpillées un peu partout.

C'est en effet un aspect typique des propriétés, que leur extrême morcellement et leur dispersion ; seuls, ou presque, les gros propriétaires ont des terres groupées et de plus d'un ha.

Voici quelques exemples pour illustrer ces faits.

— M. Cotton (de Bagnols), possède 19 ha de terres, toutes réunies autour de sa grange de Naste. Sa propriété est morcelée en 13 parcelles, et l'une d'elles a 12 ha d'un seul tenant.

— M. de St-Auban groupe autour de sa maison de Lisle 40 ha de terres. Ses terres sont divisées en 30 parcelles, dont une mesure 12 hectares 50.

— Larnac François a 24 ha de terres ; elles sont réparties dans tous les tènements de la commune. Sur 65 parcelles dont se composent ses biens, 6 seulement ont plus d'un hectare, 37 ont moins de 25 ares. Certaines sont à plus de 3 km. de sa maison du village et desservies par des chemins pleins d'ornières.

— Pradier Jean possède 2 ha 37 de terres. Il habite au village. Ses biens se morcellent en 23 parcelles réparties dans toute la commune. Aucune d'elles ne mesure plus de 25 ares.

— Le maire Rafin Antoine a 4 ha de terres, divisées en 14 parcelles. Toutes sont inférieures à 60 ares.

Le prodigieux morcellement peut venir des divisions consécutives aux héritages et du désir qu'ont les héritiers de partager toutes les terres pour avoir des biens dans toute la commune et diminuer les risques. Nombre de tènements du cadastre portent des champs divisés en lanières parallèles qui semblent dues à des partages.

Mais je crois qu'il faut y voir surtout le résultat d'une culture poussée à son point le plus intense. Cette commune, et ses voisines, étant donné l'état de leur agriculture, étaient surpeuplées. Il fallait mettre en valeur toutes les terres susceptibles de fournir des ressources. C'est ce qui a donné ces multiples terrasses qui s'échelonnent sur la montagne ; toutes parallèles les unes aux autres elles donnent un aspect caractéristique au paysage.

Mais la terre est rare, la côte très abrupte, aussi ces parcelles sont infimes, quelques ares à peine.

On est frappé de la différence d'allure que présentent sur le cadastre, d'une part les terrasses alluviales et certains tènements de la plaine avec les champs étendus et de forme rectangulaire, et d'autre part les parties montagneuses aux champs petits, étroits et allongés.

Par leur forme, toutes ces parcelles sont on ne peut plus variées. Généraliser amènerait dans nos régions à une vision fautive : dire, par exemple, que les champs sont irréguliers, quand ils sont en coteaux, à la poursuite de la terre arable, est inexact.

La forme des champs est certes étroitement conditionnée par la nature du terrain où ils se trouvent, mais les facteurs humains interviennent fréquemment. Ceux-ci ne sont pas forcément un élément en faveur de l'ordre et de la régularité.

Dans la plaine alluviale, nous trouvons des champs rectangulaires, qui découpent la campagne en parcelles de formes régulières. Les irrégularités de dessin que nous rencontrons indiquent le passage de la plaine à une terrasse alluviale, ou d'une terrasse

à une autre. Là, les parcelles, dans le but d'éviter le ruissellement, et pour profiter les moindres recoins de terre, se sont contournées dans les formes les plus bizarres.

Sur les terrasses de 15, 20 et 25 mètres, les champs reprennent leurs formes régulières.

Quelques champs en lanières se remarquent : ils semblent dûs à des partages.

On les retrouve nombreux dans les côtes. En réalité, dans le but de se protéger des ravinements provoqués par les pluies brutales d'automne, les pentes ont été découpées en terrasses (ou « lais-ses »), toutes parallèles les unes aux autres, de formes allongées et droites. L'une après l'autre, ces terrasses montent vers le sommet des collines. A St-Gervais, les quartiers de la Moute, de l'Aube, de Camp Soubeyran sont constitués presque uniquement de parcelles régulières en lanières. Terres de côtes n'est pas synonyme dans notre région de terres aux formes irrégulières.

L'influence du facteur humain se fait sentir dans deux sens : soit regroupement, soit morcellement.

C'est ainsi qu'autour des granges de Naste, de Lisle, de Bayne, de gros propriétaires ont réuni des terres de plusieurs hectares, de formes rectangulaires.

Il est à noter que les grosses accumulations de terres à champs réguliers se trouvent toujours aux limites des communes. C'est là que sont les granges importantes telles que Grange Neuve et Dame Guise à St-Michel d'Euzet, Montcaut à Sabran, Fortuné à Cornillon, La Bastide à Goudargues.

Dans l'autre sens, on assiste à un morcellement inouï dont la cause directe n'apparaît d'ailleurs pas toujours.

Dans la plaine, aux Canabories, on a morcelé le terroir en une foule de parcelles minuscules en créant des jardins. Au-dessus du village s'essaient une myriade de petites terres de formes diverses.

Dans le tènement de Rouveiran, au milieu de la plaine alluviale et dans une terre très fertile, le terroir est divisé en une foule de parcelles de quelques ares, de formes allongées, parallèles les unes aux autres. Les raisons de ce morcellement nous échappent.



Pour terminer, notons les rapports qui existent entre les cultures et les formes des champs. Sur les 143 propriétaires habitant St-Gervais en 1825, 141 ont dans leurs propriétés des terres labourables et 131 des vignes. la base de la culture est formée par les vignes et les céréales. Tout paysan consacre au moins une terre à ces deux cultures. 97 propriétaires ont des bois, et 97 également des pâturages. Par contre, 16 seulement ont un jardin, 19 des champs d'oliviers, et 22 des champs de mûriers. Il ne faut pas en préjuger du peu d'importance de ces deux cultures. Car souvent les oliviers et les mûriers étaient plantés en bordure des terres, ou au milieu des vignes.

Il est intéressant de noter les superficies moyennes des terres et des vignes. La matrice cadastrale dénombre 1.310 parcelles de terres labourables pour une superficie de 459 ha, soit une moyenne de 0 ha 35 par parcelle de terre labourable, et 538 parcelles de vignes pour une superficie de 117 ha, soit une moyenne de 0 ha 20 par parcelle de vigne.

Les parcelles de terres sont donc dans l'ensemble nettement plus importantes que celles de vigne. Notons toutefois qu'alors que les moyennes de parcelles de terres se sont maintenues identiques depuis le compoix, celles des vignes ont nettement baissé. La vigne est une culture de coteaux et son extension dans une zone de culture intensive ne pouvait qu'aggraver son morcellement.



Pour conclure, nous insisterons sur le morcellement extrême du terroir de la vallée de la Cèze, sur le fait qu'aucune généralisation ne peut être faite sur la forme des champs de notre région, chaque commune présente des traits particuliers et le seul caractère commun aux communes de notre région est, peut-être, de n'en point avoir qui permette quelque généralisation sans source d'erreur.

TABLEAU I
ÉTAT DES PROPRIÉTÉS DE SAINT-GERVAIS
D'APRÈS LE COMPOIX DE 1694

	Saint-Gervais	Bagnols	Divers
+ 50 salmées	2	1	0
20 a 50	1	3	0
10 à 20	2	0	0
5 — 10	14	1	0
3 — 5	15	4	1
1 — 3	28	6	1
— 1	12	6	4
TOTAL	74	21	6

TABLEAU II
SAINT-GERVAIS (Part des habitants)

Nombre de propriétaires	Superficie	Superficie moyenne
16 soit 21 %	114 salm. soit 25 %	7 salmées
55 « 75 %	167 « » 40 %	3 «
3 « 4 %	154 « » 35 %	51 «

TABLEAU III
STRUCTURE AGRAIRE DES COMMUNES

EN 1827	Nombre de propriétaires	Nombre de parcelles	Moyenne de parcelles par propriétaire	Superficie de la commune	Moyenne d'hectares par propriétaire	Superficie moyenne d'une parcelle	Terres cultivées	Moyenne par propriétaire
			ha.	ha.		ha.	ha.	ha.
Bagnols	1.148	8.980	7,1	3.137	2.7	0.39	2.372	1.9
Chusclan	297	3.610	12,1	1.317	4.4	0.36	600	2.4
La Roque	101	1.690	16,7	837	8.2	0.49	426	4.2
Sabran	473	7.101	15,0	3.556	7.5	0.50	2.060	4.3
Saint-Gervais	167	2.060	12,3	1.206	7.2	0.58	638	3.8
Saint-Michel	164	2.515	15,3	1.036	6.3	0.41	802	4.8
Cornillon	259	4.651	17,9	1.546	5.9	0.32	883	3.4
Goudargues	292	4.136	14,2	3.031	10.3	0.72	895	3.0
Saint-André	258	3.257	12,6	1.198	4.6	0.36	573	2.2
Saint-Laurent	134	1.829	13,6	1.015	7.5	0.55	428	3.2

TABLEAU IV
ÉTAT DES TERRES CULTIVÉES A SAINT-GERVAIS
D'APRÈS LE CADASTRE DE 1825

	Saint-Gervaisiens	Divers (Bagnolais etc.)
30 ha à 50 ha..	2	0
20 à 30	2	1
10 à 20	9	1
5 à 10	15	1
3 à 5	26	2
1 à 3	53	9
— 1	36	10
TOTAL	143	24

TABLEAU V
ÉTAT DES PROPRIÉTÉS A SAINT-GERVAIS
D'APRÈS LE CADASTRE DE 1825

	Saint-Gervaisiens	Divers (Bagnolais etc.)
+ 50 ha.	2	
30 à 50	3	
20 à 30	3	1
10 à 20	11	1
5 à 10	17	1
3 à 5	25	4
1 à 3	51	9
— 1	31	8

CHAPITRE III

L'EXPLOITATION DES RESSOURCES

SOURCES

(*Archives du Gard M. 10-12*)

Nous n'avons que peu de renseignements sur la façon dont ont été exploitées les terres au XVIII^e siècle. Mais à partir de la Révolution, quelques documents nous permettent de voir l'état des populations qui cultivent les terres.

C'est cette vue d'ensemble que nous donne le tableau I (en fin de chapitre). Les propriétaires vivant sans travailler manuellement leurs terres et exploitant par des ouvriers agricoles ou des fermiers sont rares dans l'ensemble. Leur nombre n'est élevé qu'à Bagnols et à Chusclan qui ont toutes deux l'allure de petites cités avec des familles anciennes vivant de professions libérales ou de façon bourgeoise. Partout ailleurs on ne trouve que quelques propriétaires ayant ce genre de vie, en général le seigneur du village et quelques familles nobles ou des paysans enrichis par un négoce annexe.

La classe la plus nombreuse est celle des petits propriétaires travaillant eux-mêmes. Elle se subdivise en deux parties : les paysans qui ont assez de biens ou un revenu qui leur permet de ne pas se louer pour travailler les terres d'autrui ; les paysans dont le revenu des terres est trop faible pour subvenir à leurs besoins et qui se louent, soit comme fermiers, soit comme ouvriers agricoles temporaires dans les grands domaines, soit comme piocheurs pour la garance dans le Vaucluse. Ces derniers sont nombreux : la main-d'œuvre pour les grands domaines n'était pas rare. (1)

La classe des manouvriers agricoles, de ceux qui n'ont que leurs bras comme ressource est restreinte. Leur nombre n'est élevé qu'à Bagnols, à Chusclan et à Goudargues, qui sont tous trois des

(1) A noter à Chusclan l'importance de la classe des propriétaires travaillant pour eux seuls et la faiblesse de ceux travaillant pour autrui. Le fait est du au vin qui paie bien ceux qui le produisent.

centres artisanaux. Cette main-d'œuvre était probablement employée au travail de la soie. Dans les autres villages, elle est plus rare.

Est à noter également la rareté des artisans vivant uniquement de leur travail artisanal. Les petits métiers locaux sont en pleine activité, mais l'on est presque tenté de dire qu'ils ne sont qu'une ressource annexe, bien que ce soit eux qui fournissent le plus d'argent. Presque tous les artisans sont, en même temps, des agriculteurs. On peut le voir de nos jours, où souvent les gros propriétaires actuels ont eu pour grands-parents des aubergistes, forgerons ou menuisiers, qui avec l'argent de leur métier, agrandirent leurs terres. Le commerçant vivant de son commerce, alimentation, quincaillerie, ou autres, est une chose complètement ignorée dans les villages.

Pour nous résumer, disons que le fait frappant est l'importance de la population des petits paysans exploitant eux-mêmes. Par contre-coup, ressort la faible importance numérique, tant des gros propriétaires, que des manouvriers agricoles. (Voir tableau numéro I.)



Précisons maintenant la façon dont les propriétaires exploitants se faisaient rémunérer leur travail pour autrui. Leur moyen favori était le fermage à prix d'argent. Les gros propriétaires louent une terre à l'un, une terre à l'autre. C'est ainsi qu'à Saint-Gervais, le seigneur louait 4, 5 ou 6 terres, un moulin, et faisait travailler le restant de ses biens sous sa coupe directe par des ouvriers agricoles et des petits propriétaires du village. Il prenait de la main-d'œuvre suivant ses besoins, l'ouvrier permanent était rare. Le système du fermier général est inconnu.

Les baux sont de 6 à 9 ans. Le paiement se fait en argent, en deux termes. Parfois sont stipulées quelques redevances minimes en nature : des fruits, des œufs, des volailles.

A St-Gervais, le fermier du moulin devra moudre pour rien les grains de M. de St-Gervais quand celui-ci le lui demandera.

Le prix de location d'une terre labourable de bonne qualité varie de 120 à 150 fr. l'ha, parfois 200, mais pour des terres de toute première qualité. Pour les terres de valeur inférieure, la location peut s'abaisser jusqu'à 60 francs l'hectare.

Les vignes, en général, ne s'afferment pas et sont exploitées par leur propriétaire.

Dans l'ensemble, on peut dire que les gros propriétaires afferment à prix d'argent quelques terres de la gestion de laquelle ils s'allègent, mais rarement tout leur domaine. Quelques moyens propriétaires s'orientaient vers le métayage à mi-fruit, mais cette forme demeurerait rare.

Il est intéressant d'établir en rapport la valeur des terres d'après leurs cultures.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, les terres se maintinrent à un prix à peu près constant. Les renseignements fournis

par les papiers des notaires de La Roque et de Cornillon, ainsi que quelques enquêtes effectuées dans la région, nous permettent de donner les prix suivants :

	1re qualité	2 ^e qualité	3 ^e qualité
terres à céréales	3.000 à 3.500	1.500 à 2.500	1.200
vigne	2.000	1.000 à 1.500	+ bas
divers	3.000 à 4.000	1.500 à 3.000	
prairies	4.500	3.500	2.000

En approchant de 1850, les terres à céréales eurent tendance à monter, les vignes se maintinrent stationnaires, parfois même baissèrent, les oliviers et les mûriers baissèrent.

Les rendements étaient très faibles. Seul le goût du paysan pour la terre était la cause de ces prix.

Voici quelques rendements qui nous sont donnés par des statistiques :

— pour le froment le rendement varie de 8 à 16 hl. à l'ha., avec une moyenne de 10 hl.

— pour le seigle il va de 6 hl. à 16 hl. à l'ha., avec une moyenne de 10 hectolitres.

— pour l'orge il va de 10 à 18 hl. à l'ha., avec une moyenne de 12 hl. Il en est de même pour l'avoine.

— pour la vigne les rendements sont aussi dérisoires. Les moyennes varient de 20 à 40 hl. à l'ha., elles se tiennent toutefois beaucoup plus près de 20 dans l'ensemble que de 40.

Tout cela n'a d'ailleurs rien d'extraordinaire. Les moyens de travail sont encore trop rudimentaires. Les charrues sont rares, le travail se fait à la main : beaucoup de sueur, peu de résultats.

On travaille la vigne au huchet ; mais on commence à remplacer la serpe par un sécateur pour la taille.

Les engrais chimiques sont inconnus. On fume avec le fumier de bergeries et le nombre des moutons diminue sans cesse.

Sont d'un bon rapport les prairies fraîches. Elles peuvent donner de 30 à 40 quintaux métriques de fourrage à l'hectare, dont le prix varie autour de 6 à 7 francs. C'est la raison du prix élevé des prairies.¹

La vigne ne paie pas. On estime que le vin de bouche courant paie à peine son prix de production. Seuls des vins de qualité, comme ceux de Chusclan, laissent de l'argent. Les vignes à produits destinés à la distillerie, qui rapportent, ne sont pas cultivées dans la région.

Les céréales et les moutons donnaient des revenus modestes. Le mûrier n'a pas connu, dans notre région, l'extension qu'il a eue dans le pays du Gard, alors qu'il était d'un bon rapport.

Notons, en passant, l'absence presque totale de ressources minérales. Quelques carrières exceptées et qui ne servent que pour les besoins locaux, le sous-sol de la vallée ne donnait aucun apport aux revenus des indigènes.

Le pays reste pauvre et isolé. Les hommes vivent chichement, ils ignorent la viande, par exemple, sauf celle de porc. Un domestique de ferme, homme, est payé 217 fr. par an, femme 95 fr. Un journalier agricole, pris à l'année, reçoit 1 fr. 50 pour sa journée ; s'il n'est pas pris à l'année, 2 fr. (1) Il faut dire que les denrées ne sont pas chères, mais la vie reste dure.

L'isolement du pays est en grande partie cause de cet état. Une seule route dessert toute la vallée de la Cèze, celle de Barjac à Avignon. Elle n'était au début du siècle qu'une fondrière, à partir de Bagnols. Réparée vers 1840, 40 km. seulement étaient vraiment roulables. Les communications restaient difficiles. On a l'impression que le pays, replié sur-lui-même et chargé d'une trop nombreuse population, étouffait et se trouvait à la merci de la première dépression économique venue.

(1) Ce sont des prix en 1850.

TABLEAU I

ÉTAT EN 1812

Nombre total de proprié- taires	Propriétaires vivant bourgeoi- sment			Propriétaires cultivant leurs terres sans travailler pour autrui			Propriétaires cultivant pour autrui			Manouvriers cultivateurs ou non			Négociants vivant uniquement de leur négoce			Artisans vivant uniquement de leur négoce		
	au chef lieu	hors chef lieu		au chef lieu	hors chef lieu		au chef lieu	hors chef lieu		au chef lieu	hors chef lieu		au chef lieu	hors chef lieu		au chef lieu	hors chef lieu	
483	45	4		69	46		241	78		214	48		109	3		276	15	
127	11	0	Bagnols.....	106	7		3	0		30	0		0	0		0	0	
116	5	1	Chusclan.....	33	6		47	24		13	1		0	0		1	0	
81	0	0	Saint-Gervais.....	17	13		49	2		28	0		0	0		5	0	
226	0	4	Saint-Michel.....	20	91		25	86		14	10		0	0		2	8	
72	1	0	Sabran.....	60	0		7	4		3	0		0	0		4	4	
116	0	0	La Roque.....	42	2		65	7		3	6		0	0		5	0	
156	2	1	Saint-André de R....	9	27		47	70		2	3		1	0		4	4	
53	0	0	Cornillon.....	27	26		0	0		50	58		0	0		0	0	
54	0	0	Goudargues.....	11	1		37	5		8	1		0	0		3	0	
			Saint-Laurent de C..															
1.484	64	10	TOTAL	393	179		521	276		365	122		110	3		300	31	

CHAPITRE IV

LA POPULATION DANS LA PREMIÈRE MOITIÉ DU XIX^e SIÈCLE

Sources :

Archives du Gard. — Série 10 M - 12 M.
Archives de la Mairie de Saint-Gervais.
Archives de l'église paroissiale de Saint-Gervais.

Le fait qui frappe à première vue, dans l'examen des courbes de la population des communes de notre région, est leur accroissement rapide.

Nous n'avons que peu de données sur ce que pouvait être la population de la vallée au début du XVIII^e siècle. Il semble toutefois qu'elle devait être réduite. Le compoix de St-Gervais nous révèle un nombre assez faible de propriétaires par rapport au cadastre de 1825. En se basant sur ces données il semble que la population a dû, au moins, doubler. En effet le « Présage de Saint-Gervais » nous montre que toutes les terres n'étaient pas cultivées, ou du moins, de façon poussée. Un siècle plus tard, il n'en était plus de même : la culture des terres connaissait son maximum d'extension : la période 1800-1850 fut celle où l'étendue des terres cultivées fut la plus grande. Nous pouvons penser qu'au début du XVIII^e siècle la population était donc beaucoup plus faible qu'au XIX^e. Pour la période qui va de 1800 à 1850, les recensements nous donnent des chiffres précis.

Étudions d'abord les chiffres bruts de population. Presque partout l'accroissement du chiffre des habitants est sensible. Toutefois quelques variations se remarquent dans certaines communes. Bagnols fait exception à la règle générale. Sa population reste stationnaire et même baisse légèrement. La Roque est dans le même cas, avec une reprise vers 1830.

D'autres communes connaissent des hauts et des bas : Chusclan passe de 664 habitants en 1806 à 797 en 1826, puis tombe à 706 en 1841, pour revenir à 788 en 1851.

Mais dans la plupart des communes l'accroissement reste constant, plus ou moins rapide peut-être, avec des temps d'arrêt. La partie amont de la vallée a eu un accroissement extrêmement brutal de population dans les premières vingt années du siècle : Goudargues, Cornillon, Montclus, ont vu leur population s'augmenter d'un quart. Par la suite, elle s'est stabilisée, les gains de population sont devenus plus faibles, un léger fléchissement se remarque même à l'approche de 1850.

Dans le milieu de la vallée, St-Gervais, St-Michel, St-Laurent, ont vu leur population progresser plus régulièrement. La poussée maximum se situe autour de 1830 : c'est la période qui correspond à la splendeur de l'ancienne polyculture.

L'étude d'une pyramide des âges nous montre la vigueur et l'équilibre de cette population. La pyramide établie pour St-Gervais en 1836 est largement étalée à la base ; les parties jeunes sont nombreuses, nettement en majorité : les éléments de 0 à 20 ans forment presque la moitié de la population, sur 711 habitants, 324 ont moins de 20 ans.

Les éléments actifs sont, eux aussi, nombreux. De 20 à 60 ans, l'on dénombre 342 individus, dont 211 de 20 à 40 ans. La population active, largement approvisionnée, est bien équilibrée : il y a 172 hommes contre 170 femmes.

Les éléments vieux sont faibles : 45 habitants seulement ont dépassé 60 ans. Les charges que donne une population usée ne pèsent guère sur les saint-gervaisiens.

Notons enfin que le nombre des garçons dépasse celui des filles. La différence est surtout sensible entre 10 et 20 ans. (1) Peut-être ne faut-il voir là que des différences accidentelles dues à la faiblesse des effectifs envisagés. Les mariages entre les habitants des différentes communes, qui sont fréquents, viennent compenser les inégalités. Peut-être y a-t-il là une des causes de ces curieuses immigrations en ces pays surpeuplés : de nombreux garçons vont chercher leurs femmes dans des communes voisines. Le nombre des familles nombreuses est cependant peu élevé : peut-être faut-il voir là l'influence d'une intense mortalité infantile. Sur 133 ménages, 63 ont 1 à 2 enfants, 52 de 3 à 5, et 3 ont plus de 5 enfants. Enfin 9 ménages sont sans enfants.

Une étude des différentes courbes de natalité, de mortalité et de nuptialité va d'ailleurs confirmer ces assertions.

La fécondité fut extraordinaire en cette période. De nos jours, on ne la connaît plus en France. C'est littéralement un jaillissement continu de naissances : chaque année l'état civil de la commune de St-Gervais enregistre de 25 à 40 naissances.

En examinant les taux de natalité, on voit qu'au début du siècle jusqu'en 1820, les moyennes des naissances étaient de 35

(1) Entre 20 et 30 ans, la situation s'est inversée, il y a plus de femmes que d'hommes.

pour 1.000. Elles ne cessèrent d'augmenter et la période 1820-1840 enregistre des taux qui dépassent 40 pour 1.000, avec un maximum de 44,5. Dans la décade qui suit, la moyenne baissa sensiblement, elle n'atteignit que 34 pour 1.000.

C'est ce jet continu de naissances qui assure l'accroissement incessant de la population.

Il est d'ailleurs nécessaire, car si les taux de natalité sont élevés, ceux de mortalité, et plus particulièrement de mortalité infantile, sont écrasants. On reste atterré par la proportion énorme de mortalité infantile. Un enfant sur deux ou trois, meurt avant d'avoir atteint 3 ans durant cette période. La moyenne des taux de mortalité infantile oscille autour de 15 avec, entre 1825 et 1830, un maximum de 20 (pour 100 naissances). Cette saignée ininterrompue que représentent ces décès d'enfants jeunes, limitait fortement l'accroissement de la population.

Avec de tels chiffres de mortalité infantile, les taux de mortalité générale restent élevés. De 1800 à 1820, les taux varient aux environs de 30 (pour 1.000). Ils fléchissent dans la période suivante et se tiennent près de 27 (pour 1.000). Mais la période 1826-1832 marque une pointe à 39,2. Dans les quinze dernières années les taux tournent à nouveau autour de 30. La proportion des décès d'enfants de moins de 3 ans est toujours de plus de la moitié.

Le parallélisme presque parfait des courbes de mortalité générale et infantile avec la courbe de natalité, met pleinement en relief le fait capital au point de vue démographique, des décès d'enfants en bas âge.

La courbe des mariages ne suit pas les mêmes variations que les trois autres courbes. Elle est, dans l'ensemble, plus régulière. Après un progrès sensible et constant dans les vingt-cinq premières années du siècle, elle marque un net recul à partir de 1830, jusqu'en 1840, et se reprend dans la dernière décade. Ce fléchissement est concomitant avec une émigration assez importante, qui en est peut-être la cause. Cette baisse du nombre des mariages est probablement la raison du taux des naissances dans la période 1840-1850.

Après l'étude de ces diverses courbes qui nous ont donné l'allure générale du mouvement de la population, il convient d'étudier de plus près certaines irrégularités. Alors que les naissances se multiplient rapidement, le nombre des habitants n'est pas en constant accroissement : les variations du nombre des habitants ne sont pas toujours en rapport avec les différences des naissances et des décès. C'est le fait des phénomènes d'émigration et d'immigration. Voici leur influence.

De 1806 à 1851 le nombre des habitants de St-Gervais est monté de 564 à 753. (1) Le gain absolu a été de 189 unités. Or, si nous calculons, pour la même période, le supplément des naissances sur les décès, tel que nous le révèle l'état-civil de la mairie du lieu, nous constatons qu'il est de 232 unités. L'émigration des indigènes aurait été de 43 unités.

(1) Notons en passant que c'est le chiffre maximum qu'a atteint la population de cette commune.

En réalité, un examen plus poussé des variations de la population, nous révèle un chiffre beaucoup plus important.

De 1806 à 1820, le chiffre de la population tombe de 564 à 558, soit une baisse de six unités. Le supplément des naissances sur les décès a été, pour cette époque, de 58 unités. Il faut en conclure qu'il y eut, à cette époque, au moins 64 émigrés. Par des calculs semblables, les périodes 1820-26, 1831-1836, 1836-1841 et 1841-1851, nous donnent les chiffres approximatifs suivants de population ayant émigré : 5, 21, 15 et 6.

Par contre, dans la période 1826-1831, le phénomène s'est renversé et le gros accroissement du nombre des habitants, qui passa de 614 à 701, semble dû à l'arrivée de 68 immigrés. Les causes de cette forte arrivée nous échappent. On peut penser que les femmes des communes voisines sont venues habiter à Saint-Gervais en s'y mariant, que des enfants non déclarés à la Mairie locale ont été comptés dans le dénombrement. Cela n'arrive pas à expliquer cette augmentation notable. Il faut donc penser qu'une arrivée de nombreux éléments étrangers s'est produite, pour des raisons qui ne nous apparaissent pas, et semblent être extérieures à l'économie générale de la commune, puisque celle-ci reste inchangée.

En tenant compte, par conséquent, des derniers chiffres notés, le nombre des émigrés aurait été de 111 et celui des immigrés de 68. On a tout lieu de penser, en réalité, que ces échanges furent nettement plus importants. En effet, en dehors d'un mouvement d'émigration caractérisé, définitif, vers les grands centres, Nîmes, Avignon ou Marseille, il existe un courant continu qui brasse les populations des diverses communes de la vallée et des environs immédiats. Pour des raisons de famille (mariage, héritage) ou de travail, des paysans quittent la commune où habitaient leurs parents et vont dans une autre, voisine. C'est une émigration, si l'on veut : mais le paysan ou la paysanne, n'abandonne pas son milieu, ne perd pas ses habitudes, ne change pas de travail. Il, ou elle, va dans une autre commune parce que c'est celle de sa femme ou de son mari, parce qu'il devient fermier ou domestique. Un brassage général de la population existe entre les différentes communes. Ce mouvement est visible dans l'examen de noms portés sur le compoix et le cadastre de St-Gervais. Cadastre et compoix ont 130 ans de différence. Ils peuvent nous donner un faible aperçu.

Sur les 74 noms de propriétaires que le « Présage de Saint-Gervais » relate, nous en retrouvons 35 dans le cadastre de 1825. Pour être précis, il est demeuré dans le cadastre 25 noms de famille du compoix, dont 2 de familles nobles.

Par contre, on retrouve dans le cadastre les noms de plusieurs familles qui habitaient autrefois à St-Gervais, mais qui, en 1825, demeuraient dans des communes voisines. Ce sont bien les descendants des propriétaires du compoix, puisqu'on retrouve leurs noms et leurs biens sur les deux registres terriens. C'est le cas des Lignes et des Tron qui sont allés habiter à St-Nazaire, des Brugier et des Robert à Bagnols, des Fretièrre à Carsan.

Le mouvement contraire se retrouve. Des paysans qui, en 1694, à l'époque de la confection du compoix, résidaient dans des

pays voisins, mais possédaient des terres sur la commune de St-Gervais, ont vu leurs descendants venir y habiter. Les Bertrand et les Guetz ont ainsi émigré de Combes à St-Gervais.

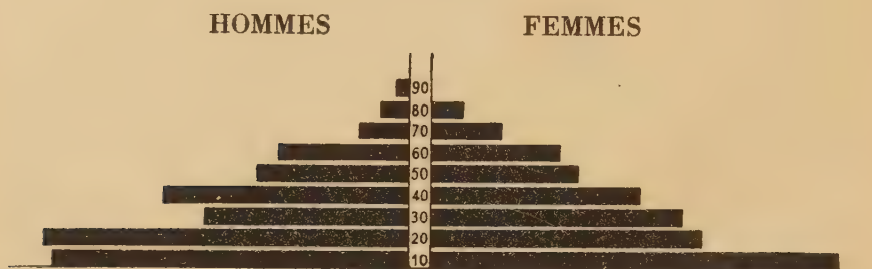
Certaines familles ont gardé une partie de leurs membres à St-Gervais, cependant que d'autres, tout en possédant toujours des terres à St-Gervais, allaient habiter ailleurs. Sont dans ce cas les Justamond, qu'on retrouve à St-Gervais et à Sabran, les Fabre, Fretièrre, Portal, que l'on voit à St-Gervais et à Bagnols.

Mais le mouvement de cette population ne s'est pas arrêté à ce brassage entre communes. Les pays les plus pauvres, ceux qui, par leurs terrains étaient les plus défavorisés, ont connu une réelle émigration dès cette époque : La Roque par exemple, a vu sa population décroître constamment par émigration. Les fortes saignées sont encore l'exception dans la vallée de la Cèze. Le courant d'émigration intense qui s'établira dans la période suivante s'amorce à peine. Il y a émigration, mais sans répercussion importante sur l'ensemble de la population qui conserve sa vigueur. Ce n'est qu'un trop plein qui s'en va. Les densités exceptionnelles (1) laissent en effet la population à la merci de la première crise venue, car la région a de la peine à nourrir sa population nombreuse. Les moyennes au km² sont élevées, surtout si on compare celles de 1851 à celle de 1946. A La Roque, pays très pauvre, elle est de 42,4 au km², de nos jours elle n'est plus que de 12,4. St-Gervais atteint 62,4 habitants au km², Cornillon 60,9, Chusclan 59,0. Il en est ainsi dans presque toutes les communes, la moyenne d'ensemble de la vallée de la Cèze, Bagnols excepté, se situe entre 50 et 60 habitants au km². Or, nous avons noté que le tiers, pour ne pas dire la moitié des communes était incultivable, formée de bois et de garrigues ; cela double les moyennes de terres cultivées.

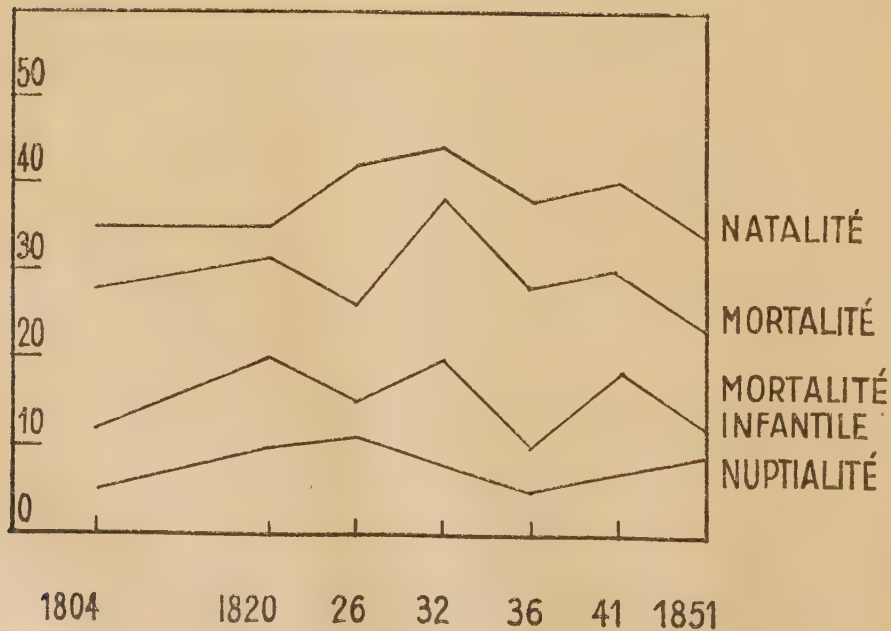
Une décadence démographique est donc à prévoir à la première dépression économique.

(1) La densité du canton de Bagnols est, en 1856, de 75 habitants au km² supérieure à la moyenne française d'alors.

PYRAMIDE DES AGES DE SAINT-GERVAIS EN 1836



TAUX DÉMOGRAPHIQUES DE LA PÉRIODE 1804 - 1851



Deuxième Partie

LES CRISES AGRICOLES
ET LA FORMATION
D'UNE ÉCONOMIE NOUVELLE

CHAPITRE I

LES CRISES AGRICOLES DU MILIEU DU XIX^e SIÈCLE

Sources :

Archives du Gard. Série M - 12.
Matrice cadastrale de Saint-Gervais.
Archives de la mairie de Saint-Gervais.
Archives du domaine de Bayne.

Ainsi que nous l'avons vu dans la première partie, l'économie des communes de la basse vallée de la Cèze était à un point critique en 1850. Privée ou presque de débouchés faciles vers l'extérieur, limitée dans ses productions à la fois par l'étendue des terres infertiles et par les nécessités alimentaires, surchargée d'une population pauvre et en croissance continue, cette région était à la merci de la moindre secousse qui amènerait une rupture dans son équilibre.

Un courant d'émigration léger enlevait déjà au pays un certain nombre d'individus insuffisamment adaptés pour y vivre. Il est probable que ce fait se serait maintenu et qu'avec la baisse de natalité de la deuxième moitié du XIX^e siècle, un nouvel équilibre aurait été obtenu par l'augmentation des revenus (cultures intensifiées, jardins), et par la création de débouchés nouveaux dûs à l'ouverture de la voie ferrée.

Mais cette transition sans à-coup brutal ne se produisit pas. Successivement trois fléaux vinrent frapper l'agriculture aggravant le déséquilibre qui existait déjà entre une population nombreuse et pauvre et des ressources faibles et de plus en plus réduites.

Tous les essais tentés en vue de redresser cette économie défaillante par l'exploitation de produits nouveaux et l'utilisation intensive des cultures anciennes, n'arrivèrent pas à maintenir un niveau

de vie suffisant : le jardinage resta limité à la banlieue bagnolaise, le millet à balai fut peu étendu, les tentatives de reconstitution du troupeau ovin ou même bovin ne furent pas couronnées de succès.

Bref, l'état de l'économie serait resté précaire, et la région se serait vidée de ses habitants comme d'autres régions voisines moins heureuses, si la replantation de la vigne et sa culture de plus en plus étendue et poussée n'était venue apporter un nouvel élément de vigueur à l'économie de cette région. (1)

Ce sont ces crises et leur solution que nous allons retracer dans la deuxième partie de cet ouvrage.



Disons tout de suite qu'il est difficile de se faire une idée exacte de l'étendue des dommages causés par ces crises. En dehors des effets immédiats, pertes de récoltes, manque d'argent, il y a eu toute une série de répercussions difficiles à analyser : sous-emploi, émigration, changement dans les cultures.

Nous étudierons d'abord les crises elles-mêmes et leurs effets directs, puis nous verrons leurs conséquences.

En date, le premier fléau agricole fut l'oïdium. Il semble que ce fut le moins grave, peut-être parce que l'économie était encore solide ; pourtant le mal fait au vignoble fut grand.

En 1853, une enquête sur les lieux signale que les pertes de récolte s'échelonnaient de la moitié à plus de trois quarts.

En 1856, à St-Gervais, la perte fut totale, à Bagnols des 5/6's, à Chusclan des 3/4, à La Roque de la moitié et à Saint-Michel du tiers.

Voici un tableau des productions à l'ha par commune :

Hectolitres à l'hect.	Bagnols	Chusclan	La Roque	Sabran	Saint-Gervais	Saint-Michel	Cornillon	Gondargues
1.856	8	6	1	0.20	0.50	10		
1.857	10	6	6	1	12	1.5	4	8

Les récoltes étaient catastrophiques, il est probable que si le fléau n'avait été vaincu par l'application que fit Marès des trouvaillles de Duchartre, les vignes auraient fini par disparaître.

(1) Il est à noter que, dans notre région, seules les solutions agricoles sont possibles, les solutions industrielles étant impossibles faute de matières premières, contrairement à ce qui se produit dans la haute vallée de la Cèze.

Notons au passage la chute quasi-complète de la consommation du vin dans le pays même où il se produisait. Les paysans se passaient complètement ou presque de la denrée qu'ils ne pouvaient produire.

Quantité moyenne de vin consommé à l'année avant l'oïdium	Bagnols	Chusclan	La Roque	Sabran	St-Gervais
	7.200 hl.	500		700	1.000
En 1856	480	250	100	70	50

Ceci montre, à la fois, leur état de pauvreté et leur esprit d'économie. Le vin étant presque partout un produit de consommation directe, et non destiné à la vente, la crise fut moins aiguë. Chusclan qui vivait de son vin fut beaucoup plus sensible à la crise, ainsi que le montre la chute très nette de sa population.

La crise des vers à soie a été beaucoup plus dure. C'était une ressource destinée à fournir de l'argent liquide, sa suppression amena une gêne considérable dans la région.

Le tableau I (1) nous retrace la crise. La production baissa beaucoup, malgré les efforts produits (augmentation des soins, du nombre de graines).

Elle ne fut plus rentable. Les rapports à la Préfecture nous montrent le pays démuní d'argent. Ce fut à ce moment que la poussée d'émigration atteignit son maximum. Cette crise a été certainement la plus critique pour la région.

Ses suites furent d'ailleurs aussi désastreuses. Alors qu'après les travaux de Pasteur on aurait pu espérer une reprise normale de la production (les années qui avoisinent 1875 en font foi) — la chute ne fit que s'accroître : les acheteurs avaient perdu leurs habitudes d'achat dans la région. La production était aussi devenue moins rémunératrice : la main-d'œuvre avait augmenté et le cocon ne se payait que 2 fr. 50 à 3 francs le kg. au lieu de 4 francs comme avant.

Le troisième fléau fut de beaucoup le plus frappant, puisqu'il amenait la disparition complète d'une des cultures fondamentales du pays. Le phylloxéra apparut très tôt dans notre région. Pujaut, qui fut le premier quartier d'Europe à connaître ses ravages, n'est pas éloigné de la vallée de la Cèze. La progression de l'insecte est facile à suivre dans la vallée au cours des années 1866-1875.

Les régions près du Rhône furent les premières atteintes, tandis que les communes situées en amont ne furent touchées qu'en dernier lieu.

Voici d'ailleurs un état des ravages causés par le phylloxéra, qu'une enquête détaillée de 1874, nous fournit.

(1) Voir en fin de chapitre.

Chusclan fut la première commune atteinte. Dès 1864, le mal commence à se manifester. Ses progrès furent lents jusqu'en 1867. Par contre, de 1867 à 1871, ils furent tels qu'ils amenèrent la disparition du vignoble. Sur les 323 ha de vignes que possédait Chusclan, il n'en restait en 1874 que 40, dont 20 avaient été replantés. Le reste, soit 283 ha, avait été détruit.

En 1869, ce furent les communes de Bagnols, de St-Gervais, de St-Michel et de La Roque, qui furent atteintes. A Bagnols, sur les 400 ha de vignes, il n'y en avait plus que 150 ha en 1874, tous, ou presque, étaient d'ailleurs touchés par le mal. Les vignes qui se trouvaient sur des terrains argileux avaient été plus sensibles au mal que celles qui étaient en terrain calcaire et surtout sablonneux.

A St-Gervais, les 120 ha du vignoble avaient disparu en 1874, et à St-Michel il ne restait que 30 ha en bordure de la Cèze, dans des sables plus ou moins irrigables, sur les 120 ha que possédait la commune. A La Roque, il y a encore 30 ha sur 60, dans des terrains sablonneux ; le phylloxéra les a envahis, mais ils ne sont pas encore détruits.

Enfin le mal gagne le haut de la vallée. Cornillon, Goudargues, St-André de Roquepertuis en sentirent les premières atteintes en 1871-72. Les progrès furent foudroyants.

En 1874, il ne reste à Cornillon que 65 ha de vignes, toutes atteintes par le mal, sur 200.

140 ha de vignes résistent encore sur les 180 ha à Goudargues, mais ils sont mal en point. A St-André de Roquepertuis, le mal fut plus grand encore ; en trois ans, il ne resta plus une vigne en état de produire.

En quelques années, le phylloxéra avait détruit le vignoble.

Une seconde enquête de 1876 nous en montre les restes lamentables. A La Roque, il n'y a plus de vigne, à St-Michel il reste 10 ha qui ont donné à peine 20 hl à l'ha.

Bagnols et Sabran font de gros efforts pour maintenir les vignes en état de produire. Les résultats étaient navrants et ne compensaient pas les traitements coûteux.

Il reste 14 ha de vignes à Cornillon, qui donnent 5 hl à l'ha, à Goudargues 10 ha, et 1 ha à St-Laurent de Carnols qui a donné 3 hl de vin.

Dans ces conditions, le vignoble ne pouvait survivre. Les traitements étaient trop onéreux et leur succès incertain.

En 1880, on peut dire que les vignes avaient disparu des paysages de la vallée de la Cèze.



Une des conséquences immédiates des crises et surtout de celle du phylloxéra, fut l'accroissement des terres incultes ou en état de culture sporadique. (1)

(1) Les variations de la population seront étudiées dans un chapitre à part.

La vigne à cette époque était surtout une culture de coteaux. Ce sont rarement de bonnes terres aptes à toutes les productions, mais le plus souvent des terrasses très exposées au soleil et à l'abri du vent, particulièrement sèches. La terre arable n'est pas profonde, et la vigne n'est pas une culture qui maintienne la terre : la nécessité de détruire les herbes, les précipitations brutales survenant sur des pentes enlèvent au sol ses éléments fertiles. On se trouve alors en présence de terres qui ont l'air de produire des cailloux ; malgré un épierrage de plus en plus intense et qui agrandit sans cesse d'énormes murailles, les terres ne sont plus constituées que de pierraille. La culture a fait disparaître la terre fertile.

S'ajoutant à ces causes, le phylloxéra qui tua la vigne, amena la disparition de ces terres du registre des cultures.

Une enquête précise à St-Gervais et l'examen des cultures dans les autres communes nous montrent l'accroissement des terres en friches, par suite de la disparition de la vigne anté-phyllloxérique.

Le cadastre de 1825 nous donnait à St-Gervais 117 ha de vignes, 149 de pâtures, et 450 de terres labourables, pour ne citer que les éléments qui ont varié. Une réfection du cadastre en 1914 donne comme étant en pâtures 243 ha, en vignes 206 ha et en terres labourables 150 ha. L'addition des surfaces de vignes et de pâtures de 1825 nous donne presque le chiffre des pâtures de 1914. (La descente de la vigne dans la plaine et sur les basses terrasses alluviales, est un fait à côté de notre question). Cela se vérifie encore si l'on examine les états de section de la matrice cadastrale : la vigne anté-phyllloxérique n'a pas été replantée, ni remplacée par d'autres cultures. En effet, pour qui comprend ce que pâture veut dire dans nos pays, à une époque où les bêtes qui paissent disparaissent, et où l'herbe qui pousse est maigre, l'accroissement des terres incultes devient évident.

Dans les autres communes le progrès des pacages fut aussi évident. Cornillon a 460 ha de pâtures. St-Michel 449, Sabran 657, l'accroissement provient de l'abandon des terres de côtes autrefois plantées de vignes.

La conséquence de la crise du phylloxéra d'abord et des autres ensuite, puisqu'elles ont amené une dépopulation marquée, est cette baisse de l'étendue des zones en culture. Seule une vigne de petits propriétaires, produisant pour eux, pouvait subsister. La faiblesse des rendements, leur situation difficile souvent, ne permit pas la replantation par la suite.

Il est à noter que les remaniements dans les possesseurs du sol ne furent pas immédiats. Alors qu'on aurait pu penser que la période d'intense émigration concorderait avec des ventes massives, il n'en fut rien. L'effet fut différé.

On peut penser que les premiers à émigrer furent ceux qui avaient le moins de terres capables de les faire vivre, les cadets de famille nombreuse (1), ou ceux qui n'avaient que leurs bras pour assurer leur subsistance. Ceux-ci, avec le manque de travail

(1) Nous avons déjà noté l'existence d'un droit d'ainesse tacite : seul l'aîné se mariait, les autres vivaient à son foyer et restaient célibataires.

et surtout la rareté de l'argent, furent les premiers atteints. Les propriétaires de terres avaient leurs terres pour les nourrir, et pouvaient à la rigueur faire des journées chez les autres, quitte à aggraver l'état des ouvriers agricoles.

Les premières tranches d'émigration ne correspondent pas avec des mutations massives qui auraient été portées sur la matrice cadastrale.

Par contre de 1890 à 1900, alors que l'économie repart, les ventes se font nombreuses et plus importantes. A ce moment-là des petits, et même des moyens propriétaires, se débarrassent de leurs terres. Or, nous sommes en pleine reprise viticole.

Est-ce parce qu'alors il y avait de l'argent et des acheteurs dans le pays, alors qu'auparavant l'argent était rare ? Il semble plus vraisemblable que ce furent les inadaptés au nouveau régime agricole qui perdirent confiance dans l'avenir de l'agriculture. Ils se laissèrent tenter par un emploi dans les petites villes avoisinantes, ou préférèrent même travailler sans souci comme ouvriers agricoles, et vendirent leurs biens.

A St-Gervais, le domaine de Bayne de 1890 à 1900 s'agrandit de 8 ha achetés à plusieurs petits propriétaires. Toutes les terres touchaient au domaine. Or, pour qui connaît la lenteur avec laquelle les achats s'effectuent, surtout si l'on veut regrouper des terres dans nos campagnes, on saisit immédiatement l'important mouvement qui se produisit dans les propriétés 15 ans après que les crises étaient terminées.



L'AGRICULTURE APRES LES CRISES

A) *Les Cultures.* —

Au moment des crises, une évolution a déjà eu lieu. Alors qu'au début du xix^e siècle, le froment et le seigle se maintenaient à égalité, au milieu du siècle, le froment a pris nettement le pas sur le seigle. Seules les communes qui ont des terres trop pauvres, comme Sabran, La Roque, Chusclan maintiennent encore la culture du seigle. Ailleurs, celle-ci est en pleine décadence. Cet aspect ira en s'aggravant et vers 1900 le seigle aura à peu près disparu du registre des cultures.

L'auront précédé le sarrazin et le méteil. Ces céréales se font rares et commencent à disparaître dès 1850.

Seule l'avoine se maintient à une place modeste, mais à peu près constante. Les besoins des viticulteurs en assurent la culture. L'orge se fait plus rare, bien que ses gros rendements et sa résistance à la sécheresse lui assurent les faveurs des cultivateurs.

Les céréales tendaient donc à se réduire au froment seul. Mais celui-ci ne tarda pas à se trouver dans une situation difficile.

En effet, malgré les soins apportés à cette culture et les perfectionnements techniques, tels que des labours plus profonds, des apports d'engrais, un meilleur choix des semences, les rendements restaient, dans l'ensemble, faibles. Le rendement du canton de Bagnols se situait aux alentours de 11 à 12 quintaux à l'ha, il était nettement inférieur au rendement moyen français (14 quint. à l'hectare). Aussi, avec les nouvelles voies ferrées, et particulièrement avec l'ouverture de la gare de Bagnols, le blé de la Cèze ne put plus lutter contre les blés venus de l'extérieur, si ce n'est sur les terres les plus fertiles.

Une sélection s'imposait obligatoirement, et force était de trouver des cultures plus rémunératrices, mieux adaptées à la nature du sol et au climat.

Deux cultures ont permis à certaines communes de subsister et même d'atteindre à une certaine prospérité : la betterave et le millet à balai.

La betterave fut introduite dans le système agricole du blé. Son rendement moyen à l'hectare est estimé dans la région à 250 qx à l'ha. Cela donnait un rapport de 500 francs bruts par ha. Cette culture était assez rémunératrice, mais les conditions climatiques de la vallée de la Cèze ne lui étaient pas des plus favorables. Seules les basses terres de la vallée, les terres limoneuses étaient suffisamment riches et humides pour convenir à sa culture. Les autres terres étaient trop sèches. La culture de la betterave exige de gros apports d'engrais et épuise les sols souvent maigres de la région.

C'est pourquoi la culture de la betterave à un rythme poussé fut abandonnée, et resta localisée à quelques endroits, comme la plaine de Sabran.

Mais ce fut surtout une céréale particulière à notre région qui devait amener sa disparition : le millet à balai.

L'extension de cette culture fut assez tardive et correspondit au déclin des autres céréales. Le canton de Bagnols arriva à posséder le cinquième de la surface occupée en France par cette céréale (+ 1.000 ha sur 5.000 environ).

L'intérêt de cette culture résidait en son rapport élevé pour une mise de fonds initiale faible. Les rendements moyens tant en paille qu'en grains, sont bons ; de plus grains et pailles sont de bon profit. La paille même, plus que le grain.

On estime qu'en 1900 son revenu brut était d'environ 650 fr. par ha, soit l'équivalent d'une production de 40 hl de vin à l'ha.

Ce fut la culture de tous ceux qui avaient de bonnes terres, mais hésitaient à mettre des fonds dans la vigne post-phyllloxérique, ou ne pouvaient y en mettre.

De gros inconvénients restaient attachés à cette culture. D'abord la nécessité de constants apports d'engrais, le mil à balai épuise les terres ; l'obligation d'intervertir le mil avec d'autres cultures de faibles rapports, enfin le mil à balai ne vient bien que sur les bonnes terres et demande un minimum de fraîcheur.

Ceci était les obstacles au point de vue culture. L'autre obstacle

résidait dans la limitation du marché. Le marché des grains et surtout de la paille du mil est restreint. Si l'on avait poussé la culture dans les possibilités maximum, le marché du mil se serait effondré. Nous avons pu le voir lors de la dernière guerre.

Le mil à balai pouvait être une ressource d'appoint, d'un revenu appréciable pour certains, mais ne pouvait assurer, à lui seul, le succès d'une économie basée sur sa culture. Son extension, si elle avait été possible, aurait correspondu à une régression démographique de la vallée de la Cèze.

B) *L'élevage.* —

Le troupeau ovin avait donné des signes, dans la première moitié du xix^e siècle, d'une nette décadence. Il avait baissé, dans l'ensemble des communes, de près du tiers, et dans certaines communes, de la moitié et plus.

Nous ne disposons pas de documents sûrs au sujet de ses variations à cette époque, toutefois deux indices nous permettent d'affirmer les progrès du troupeau ovin immédiatement après la crise phylloxérique : une statistique agricole et un état des paiements effectués à la Mairie de St-Gervais par les administrés pour les droits de pacage sur les terrains communaux.

L'état des paiements débute en 1863. A cette époque, la Mairie fit payer une taxe de 0 fr. 30 par bête admise dans ses pâturages. De 1863 à 1869, la taxe fut payée pour 400 bêtes environ. Or, à cette époque, les statistiques nous indiquent que le troupeau à St-Gervais était de 800 bêtes. On peut dire que la moitié des moutons payait un droit pour aller sur les terrains communaux, d'ailleurs restreints comme pâturages.

A partir de 1870, le nombre de bêtes soumises à la taxe s'élève, il est de 476 en 1872, 640 en 1874, et arrive au maximum de 715 en 1875. Si l'on admet le même coefficient que pour tout à l'heure, on peut dire que, vers 1875, le troupeau ovin avait repris à Saint-Gervais, la même importance numérique qu'au début du siècle.

Il se maintint à cet état durant deux ou trois ans, mais dès 1878 il tomba au-dessous de 400, pour ne cesser, par la suite, de décroître. (1)

L'on chercha donc à pallier aux ressources affaiblies par les crises pour le développement du troupeau ovin. Il ne paraît pas toutefois que celui-ci répondit aux espérances que l'on avait mises en lui. On chercha à orienter le troupeau vers la production de la viande.

Le tableau ci-après nous montre l'importance que commençaient à prendre les brebis et les agneaux dans le cheptel. Cela correspond d'ailleurs à l'habitude qui, petit à petit, s'établit dans les populations, de consommer de la viande.

(1) La décadence rapide du troupeau ovin à St-Gervais peut être en relation avec la reprise précoce de la vigne.

	Bagnols	Chusclan	La Roque	Sabran	St-Gervais	St-Michel	Cornillon	Goudargues	St-Laurent
Moutons ...	400	600	600	3.100	450	400	400	1.500	500
Brebis	800	15	50	415	350	250	400	200	100

Le troupeau ovin ne devait pas résister à la replantation viticole. La décadence commencée avec le siècle fut à peu près complète dès la guerre de 1914.

Notons, en passant, un essai d'adaptation de bovins dans les environs de quelques centres plus importants comme Bagnols et Goudargues. Cet essai fut sans lendemain.

Après ce tour d'horizon des vieux éléments de la polyculture, nous allons étudier la culture qui devait supplanter toutes les autres : la vigne.

TABLEAU I
PRODUCTION ANNUELLE DE COCONS EN KILOGS

	Avant la crise	1859	1864	1877	1900	1923
Bagnols	150.000	60.000	28.000	61.000	12.212	284
Chusclan	10.000	2.500	4.600	15.750	4.015	117
Saint-Gervais	18.000	6.000	3.000	8.625	3.280	285
Saint-Michel	11.500	7.500	3.500	15.500	4.761	0
Sabran	25.000	19.000	10.000	11.700	16.100	2.683
La Roque	4.000	3.000	1.500	4.316	2.957	117
Cornillon	27.000	10.000	3.000	23.250	10.759	2.121
Goudargues	26.000	10.000	16.500	20.925	15.627	3.080
Saint-André de R.	17.000	3.300	3.000	8.540	8.806	2.293
Saint-Laurent de C.	7.000	3.500	4.000	1.420	5.178	294
TOTAL	295.500	124.800	77.100	171.026	83.695	11.274

CHAPITRE II

LE RENOUVEAU VITICOLE

Sources :

Archives du Gard. Série M. 12-10.
Archives du domaine de Bayne.

Les anciennes formes de culture n'auraient pu se maintenir sans amener une régression dans le niveau de vie des pays de la basse Cèze.

Après le coup porté par les crises du milieu du siècle, les systèmes de polyculture anciens ne se révélaient plus adaptés aux conditions de l'économie nouvelle : la polyculture à base de froment n'était plus viable. Même renouvelé et revigoré par des cultures nouvelles, comme la betterave à sucre et le millet à balai, le vieux système de culture aurait produit une baisse sensible et dans la population et dans son standard de vie. Seules quelques parties du terroir aux sols riches auraient pu continuer par ce moyen à nourrir leur population nombreuse. Les autres parties trop sèches ou trop arides auraient été progressivement abandonnées ou vouées à une culture extensive, avec des assolements plus ou moins longs.

Ce sont ces limitations, qu'imposaient les autres cultures, qui expliquent le succès remporté par la vigne sur plants greffés.

Les premiers essais de replantation furent effectués à Saint-Gervais. Ce fut un viticulteur de l'Hérault, d'ailleurs, qui, attiré par ses amitiés dans la région et se rendant compte des possibilités qu'elle offrait au point de vue de la production du vin, tenta les premières replantations. Elles s'effectuèrent au domaine de Bayne dès 1880-1881. L'on tâtonnait encore ; plusieurs plantations différentes furent faites : plants greffés sur porte-greffes américains, plants directs soit américains, soit même français. Petit à petit, la sélection s'opéra : les plants américains directs (le jacquez était surtout en faveur) furent en grande partie délaissés, et les plants greffés sur américains l'emportèrent.

L'exemple et le succès aidant, avec l'attrait des cours élevés du vin, les agriculteurs de St-Gervais se mirent à replanter activement, puis ceux des communes voisines. La vigne se répandit en tache d'huile.

Il est à noter que l'influence du viticulteur héraultais (1) se fit sentir dans la culture : tant dans la manière de travailler (plantation, taille, (2) procédés de culture), que dans certains termes de travail, ou coutumes de vente (ne pas payer le courtier, alors que les autres régions du Gard le font, par exemple).

Le vignoble changea d'aspect. Autrefois on plantait très large, souvent parmi des arbres fruitiers ou des oliviers. La vigne mûrissait insuffisamment ses bois et était privée de matières fertilisantes. On mélangeait les cépages et comme l'on travaillait à la main de petits carrés, les alignements étaient fantaisistes.

D'après ce que nous avons pu voir, on employa surtout à l'origine comme porte-greffes des Riparia Gloire et des Jacquez qui semblent avoir joui d'une bonne réputation.

On greffe surtout des aramons, des alicantes bouschets, des petits bouschets, des carignans, des terrets bourrets. Les vieux cépages traditionnels du pays furent plus ou moins délaissés, le cinsault, le grenache.

La vigne d'origine différente était plantée pour répondre à des besoins différents. Ce n'était plus une vigne de petits propriétaires, qui la cultivaient pour avoir leur vin ; mais ce fut un vignoble créé par un propriétaire important qui mit des fonds dans la culture de la vigne pour en retirer de l'argent et accroître ses revenus par la vente de grosses quantités de vin.

Nous avons déjà signalé le fait que la vigne était une culture de coteau : la vigne nouvelle est franchement descendue dans la plaine : elle s'étale jusqu'au bord de la rivière. Les côtes sèches sont délaissées. Est recherché un rendement élevé d'un vin de qualité moyenne.

Cela explique les soins constants apportés à la vigne. On défonce à 40 ou 50 cm. avec de grosses charrues tirées par de puissants attelages de bœufs. La vieille plantation au trou est abandonnée, comme trop peu pratique et trop onéreuse. On plante au pal.

Les rangées s'alignent droites, parallèles. les vignes sont généralement plantées en carré, à 1 m. 50 La taille se fait au gobelet ; les viticulteurs d'alors ont tendance à charger assez fortement leurs vignes en bois (taille Guyot). Enfin des équipes de laboureurs remplacent les piocheurs. Automne, hiver, printemps, les charrues font leur va-et-vient dans les vignes. L'été seul les piocheurs binent le pied des souches. L'apparition du mildew nécessite les sulfatages.

Ce furent ces travaux constants qui maintinrent sur le sol une population nombreuse. Car le succès fut rapide. A St-Gervais où l'on suivit l'exemple du domaine de Bayne, les progrès furent immédiats. Commencée vers 1885, la replantation en 1900 attei-

(1) M. Soulèze était l'arrière-grand-père de l'auteur de cette monographie.

(2) Il faisait venir des tailleurs de chez lui, car il trouvait que les tailleurs du pays chargeaient la vigne de trop de bois.

gnait 300 ha. Ce chiffre se passe de tout commentaire. En 1900 la récolte fut de 25.000 hl, soit une moyenne de 83 hl à l'ha.

Si l'on calcule que le vin se vendit cette année-là dans le Gard en moyenne 20 fr. l'hl., on voit que la moyenne de rapport brut à l'ha fut à Saint-Gervais de 1.660 francs. Aucune culture ne pouvait donner de telles sommes et lutter contre la vigne.

Aussi, pouvons-nous dire que, dès 1900 à St-Gervais la polyculture avait vécu. Sur les 450 ha de terres vraiment cultivées, 300 étaient en vignes. La vigne était devenue la culture prépondérante, la seule vraiment intéressante ; les autres n'étaient souvent que des cultures complémentaires.

Le Tableau I (1) nous montre les énormes progrès qu'avait, dès 1900 réalisé la vigne dans la vallée de la basse Cèze. Tout autour de Saint-Gervais, la vigne a rayonné : Bagnols, Sabran, Chusclan, St-Michel possèdent à nouveau de vastes étendues de vignes, plus vastes même parfois qu'avant la crise phylloxérique. Les villages plus éloignés, Goudargues, St-André de Roquepertuis, St-Laurent de Carnols ont moins planté.

Un autre facteur intervient : l'importance, dans la commune, de propriétés de quelque étendue. Partout ce furent les propriétaires importants qui recommencèrent les plantations et risquèrent des fonds. Cela explique qu'à Cornillon, éloigné de St-Gervais, mais possédant des domaines groupés de quelque importance, le vignoble soit plus important que dans ses environs immédiats.

Ce fait est à rapprocher des plantations de mûriers du XVIII^e siècle. Là aussi les gros propriétaires furent les premiers à planter, attirés par le gain possible, les petits ne suivirent qu'après. C'est un trait frappant de la méfiance des petits paysans pour toute nouveauté.

Les rendements sont faibles en 1900, sauf à Bagnols et à St-Gervais. C'est un signe de la jeunesse du vignoble. Il est certain qu'en 1900, les vignes avaient à peine quelques années et commençaient tout juste à produire.

De 1900 à 1914, les progrès, tout en restant constants, furent beaucoup moins rapides. Il semble qu'après la période de plantation intense qui va de 1890 à 1900, un ralentissement, dû sans doute aux crises viticoles, se soit produit. Le vignoble s'étend encore, mais, — sauf dans quelques communes comme Sabran ou Cornillon, — sans cette poussée puissante qu'il avait quelques années auparavant.

Le vignoble a atteint un premier équilibre qui se maintiendra jusqu'après la guerre de 1914-1918. La vigne est à ce moment la culture essentielle à laquelle on donne tous les soins ; mais il reste encore des éléments de l'ancienne polyculture que l'on n'a pas complètement délaissée. Les cultures complémentaires de la vigne, fourrages, avoine, prennent de plus en plus de place, mais on cultive encore du blé, du mil à balai.

Il nous reste à voir quelles furent les causes du succès rapide de la vigne. L'on peut y voir de multiples raisons : les unes dues à

(1) Voir en fin de chapitre.

la nature du sol et du climat ; les autres à l'état social, d'autres à l'état économique. Examinons-les successivement.

Il est un fait sensible, dont on peut encore se rendre compte de nos jours, c'est que l'extension du vignoble s'est faite plus particulièrement sur la rive gauche de la vallée de la Cèze. En se reportant au tableau I, nous voyons que les premières communes à replanter sont situées sur la rive gauche : St-Gervais, Chusclan, St-Michel, Bagnols (1), Cornillon. On est frappé par la lenteur qu'a mise à s'étendre la vigne dans les communes de la rive droite : Goudargues, La Roque, Sabran.

La rive gauche se trouve abritée, par un rideau de collines et même de falaises, du vent du nord. Sur la rive droite, les gelées sont plus marquées, les récoltes plus tardives que sur la rive gauche. Sur les terrasses de la rive gauche la vigne est bien exposée au soleil et mûrit mieux ses raisins. Or, c'est surtout sur la rive gauche que les terrasses alluviales s'étendent, cela explique à la fois l'extension plus rapide de la vigne sur cette rive, et, avec le fait que presque toutes les communes sont sur la rive gauche, le succès qu'a rencontré la vigne. C'est ce climat exceptionnellement favorable qui a permis la propagation rapide de la vigne.

Une autre cause du succès de la vigne fut l'état social de la région. Nous avons vu plus haut que le mouvement de replantation était parti des domaines importants. Or, leurs propriétaires, qui étaient souvent d'anciens notaires, ou d'anciens négociants, se trouvaient à la tête de capitaux mobiliers importants et avaient des disponibilités en argent liquide. Ils pouvaient immobiliser cet argent dans une culture rémunératrice, puisque leurs domaines avec les crises ne leur rapportaient presque plus rien.

Les très grands domaines sont d'ailleurs l'exception dans notre région, la plupart des granges ont de 25 à 50 ha. Elles étaient souvent en régie directe, seules quelques parcelles étaient affermées. Cela laissa toute liberté d'action aux propriétaires d'alors pour la replantation ; les planteurs avaient les frais, mais aussi l'espoir, de gros bénéfices. La plantation de ces domaines moyens n'exigeait pas des mises de fonds excessives : les très grands domaines de la commune de Sabran, malgré les grosses fortunes qui étaient à leur tête, ne furent pas plantés. Ils étaient d'ailleurs en fermage pour de grosses parts. Et les domaines affermés ne pouvaient être plantés en vignes sous ce régime. Les propriétaires auraient investi des fonds sans pouvoir en retirer de bénéfices. D'autre part, la charge que représente la culture d'un domaine en vignes est autrement plus lourde que celle d'un domaine en céréales ; un fermier est rarement capable de s'en charger. Des exemples récents nous montrent la difficulté : de gros propriétaires ont abandonné la culture de leurs vignes à des métayers : ceux-ci se sont trouvés littéralement écrasés par la charge que représente le travail d'un domaine en vignes.

C'est donc à la faible étendue du régime des fermages, pour les grosses propriétés, qu'est dû, en partie, le succès de la vigne.

(1) A Bagnols, le terroir replanté en vignes est situé sur la rive gauche.

Voici, pour donner une idée, le détail des fermages à St-Gervais en 1881. Il y a quatre domaines de quelque importance ; trois d'entre eux emploient un fermier pour travailler quelques-unes de leurs terres seulement, et un de ceux-ci a également des terres en métayage, le quatrième domaine est cultivé en entier en régie directe. A St-Gervais même, il y a dans le village sept fermiers (1). C'est un chiffre très faible, si on le compare au nombre élevé de métayers employés de nos jours.

L'autre facilité qu'ont eue les gros propriétaires, fut l'abondance et le bas prix de la main-d'œuvre.

Si, en 1885-1890 l'émigration a déjà fait ses ravages dans la population, il reste encore dans les villages de nombreux petits propriétaires qui ne demandent pas mieux que de trouver un travail supplémentaire, soit sous forme d'ouvriers à la journée, soit comme laboureurs (homme et cheval loués). Sans les gêner pour leur travail personnel, cela leur fournira un apport monétaire appréciable.

Les chiffres sont éloquentes : le recensement de 1906 nous montre que trois gros propriétaires de St-Gervais emploient à eux seuls 65 ouvriers, presque tous originaires du village. Si l'on tient compte, qu'en 1906, la population totale de la commune était de 668 habitants, et que là-dessus 181 hommes avaient de 20 à 60 ans, on se rend compte des larges possibilités qu'offrait alors la main-d'œuvre locale des petits propriétaires.

Cette main-d'œuvre en plus était déjà formée. La vigne avait existé dans le pays peu d'années auparavant. Les agriculteurs en connaissaient le travail. Sans cette main-d'œuvre qualifiée, déjà au courant des soins à apporter à la vigne, il est probable que la repiplantation n'eût pu s'effectuer à cette allure et avec un tel succès.

Enfin dernier avantage à noter, cette main-d'œuvre était bon marché. Ce fait était sensible depuis longtemps. A Vauvert, au début du XIX^e siècle, les salaires d'un journalier non nourri oscillaient de 1 fr. 50 à 1 fr. 75 ; dans la région de Bagnols ils ne dépassent pas 1 fr. 50.

En 1850-1860, à St-Gervais, le journalier agricole pris à l'année reçoit un salaire de 1 fr. 50 par jour ; s'il n'est pas pris à l'année, de 2 francs par jour.

Le salaire en 1880-1890 est à St-Gervais de 2 fr. par jour pour le journalier ordinaire, contre 2 fr. 50 à 3 fr. dans la région de Nîmes. En 1910, un ouvrier reçoit 2 fr. 80 pour sa journée à St-Gervais, dans la région de Nîmes, 4 fr.

De plus les journées de travail sont plus longues d'une à deux heures par jour.

Le bas prix de cette main-d'œuvre est sans doute dû au fait que les hommes employés sont de petits propriétaires, pour qui le salaire ne constitue qu'un supplément plutôt qu'un élément essentiel de leurs revenus. L'abondance enfin de la main-d'œuvre ne devait pas entraîner sa revalorisation, malgré les gros besoins des propriétés viticoles.

Ces facilités, qu'offrait une main-d'œuvre abondante et bon marché, ont certainement été une des causes essentielles de la

(1) Archives du Gard. 10 M. 258.

rapidité de l'extension de la vigne. Nous verrons, dans la troisième partie de notre ouvrage, les problèmes cruciaux que posent, pour les grandes exploitations viticoles, les questions de main-d'œuvre de nos jours.

Par comparaison, on comprend la facilité que dut être cette main-d'œuvre abondante, expérimentée et bon marché à l'origine de la replantation.

Enfin des causes économiques ont amené le succès de la vigne.

La vigne était autrefois une vigne de petits propriétaires, qui produisaient surtout pour eux-mêmes ou pour une consommation locale. Le vignoble de la Cèze n'alimentait qu'un commerce restreint, Bagnols, Pont-St-Esprit, et quelques centres des environs. Si l'on excepte Chusclan, les vins de la Cèze se consommaient dans la vallée même pour leur grande majorité. Il fallait bien qu'il en soit ainsi d'ailleurs, les moyens de communication étaient réduits et difficiles : les routes étaient mauvaises. Le Rhône était la seule voie commerciale ; les exportations étaient limitées aux vins de qualité.

Or, en 1881, la gare de Bagnols donne une ouverture importante à la région. Ce fait fut essentiel dans l'évolution du vignoble de la Cèze. Sans l'ouverture de la gare de Bagnols, la vallée de la Cèze n'aurait disposé que de celle de Bollène-La Croisière située de l'autre côté du Rhône et éloignée.

Cela joua dans deux sens favorables à la vigne : amenant des blés meilleur marché, la voie ferrée contraignit à l'abandon de cette culture ; enlevant rapidement et facilement les vins de la vallée de la Cèze, elle permit au vignoble de la Cèze de lutter à armes égales avec le vignoble du Bas-Languedoc.

A une époque où les charrois sur route se faisaient à coups de muids tirés sur charrettes, on peut juger de l'avantage que représentait une gare proche de quelques kilomètres.

C'est cette possibilité que n'avait pas le vignoble de la première moitié du siècle, qui permit la culture intensive de la vigne et son extension sur le plan commercial.

En plus de toutes ces raisons, la vigne était la culture dont le rapport était le plus intéressant.

Avec un prix moyen de 20 fr. l'hl., et 60 hl. à l'ha de production, ce qui n'est pas exagéré, la vigne rapporte 1.200 fr. bruts à l'hectare.

Une vigne coûte à cultiver jusqu'à la troisième année environ 2.000 fr. et demande ensuite 500 fr. de dépenses annuelles.

Le bénéfice net est donc de 700 fr. par an. Aucune culture de quelque importance ne pouvait lutter sur ce point avec la vigne.

Si ce n'étaient les grosses avances qu'elle demande à l'origine, rien ne freinerait la vigne. Et cela d'autant plus que nous avons considéré un prix moyen plutôt bas. En 1880-85-90, les cours du vin étaient beaucoup plus élevés, ils atteignirent des moyennes de 30 et 34 fr. l'hl. dans le Gard. Si les planteurs basaient leurs calculs sur de tels prix, les raisons de planter devaient se faire irrésistibles.

Car, en définitive, ce fut l'appât du gain qui attira les agriculteurs vers la vigne. Aucune autre culture ne pouvait faire espérer de tels bénéfices.

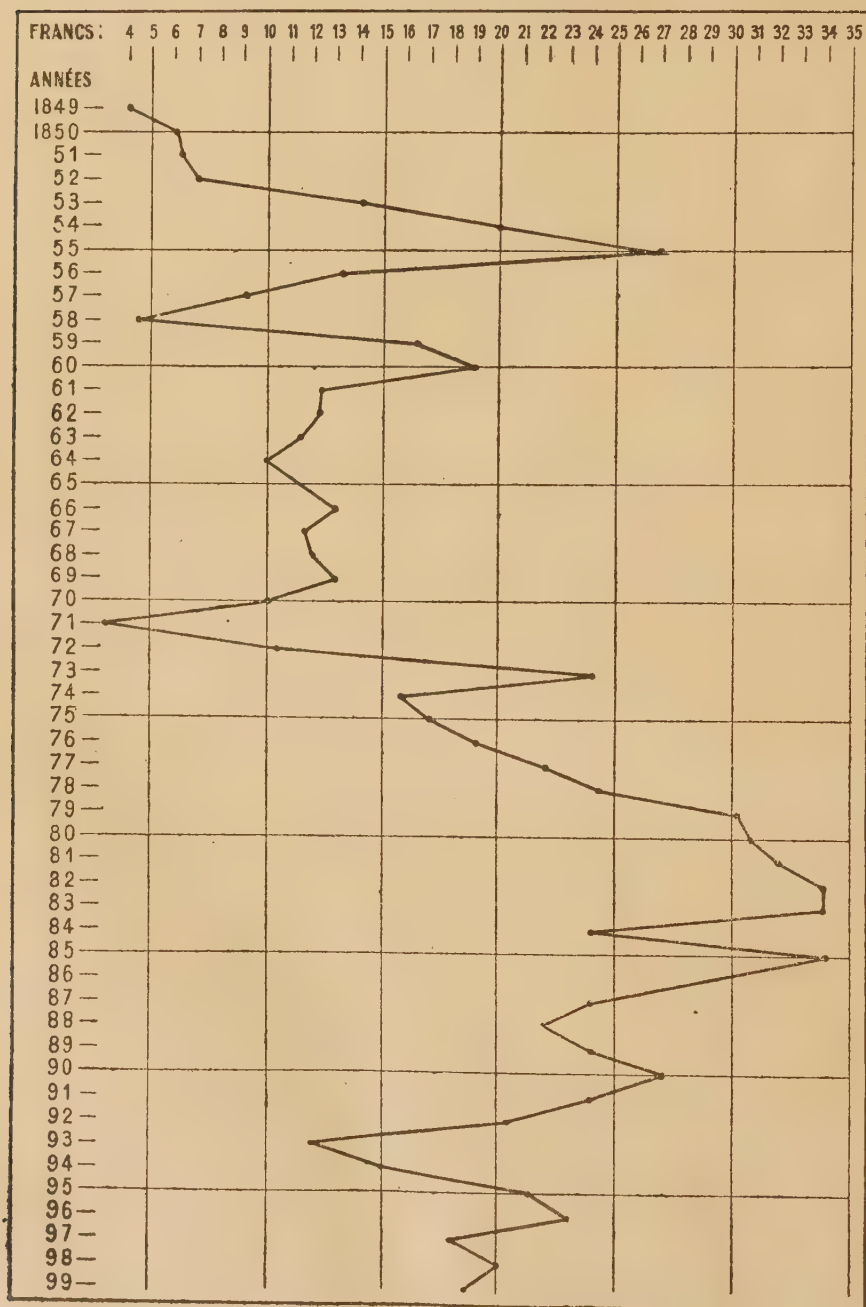
TABLEAU I (1)

1900		1912			1913			1914		
hectares	hectolitres	Déclara- tions	hectares	hectolitres	Déclara- tions	hectares	hectolitres	Déclara- tions	hectares	hectolitres
470	16.450	487	596	26.441	498	596	26.159	—	—	—
155	3.800	122	233	12.638	124	235	10.399	114	226	5.223
28	2.000	34	46	3.344	32	48	3.254	31	48	1.165
185	—	200	272	17.961	187	323	15.724	182	313	13.332
300	25.000	126	385	39.771	117	358	29.997	115	381	21.845
130	3.500	91	141	12.796	82	133	11.000	—	—	—
95	3.325	116	184	11.428	111	153	11.887	111	171	8.404
75	2.250	153	104	6.230	152	105	5.769	154	124	6.633
70	1.400	92	56	5.156	92	60	4.990	86	64	4.231
20	2.000	61	64	4.719	60	74	4.497	51	81	2.120
1.528	59.725	1.482	2.081	140.484	1.455	2.085	123.676			

(1) Archives du Gard .12 M. 991 — 992 — 996.

PRIX DE VENTE DU VIN DE 1849 à 1899

*Extrait du Bulletin de la Société Centrale d'Agriculture du Gard.
Année 1900*



CHAPITRE III

LES CONSÉQUENCES DE LA REPLANTATION DE LA VIGNE

Sources :

Archives du Gard Série M. 12-10.

Archives du domaine de Bayne.

La conséquence immédiate de la reconstitution du vignoble fut l'abandon progressif des autres cultures. La vigne, en effet, est devenue, sous sa forme moderne, une culture exigeante. Pour être rentable, elle demande des soins nombreux et constants ; toute l'année durant, il faut travailler la vigne : labour d'automne, mise des engrais, taille, labour d'hiver et de printemps, traitements anti-cryptogamiques font à la vigne une chaîne de travaux qui se déroule au long de l'année et n'admet ni retard ni omission.

Une autre culture peut devenir une gêne pour l'exploitation normale de la vigne. Si au moment des travaux de printemps, le paysan va faucher ses champs, ses vignes ne seront ni labourées, ni sulfatées et une année humide on a déjà bien du mal à assurer ces deux travaux.

La vigne, telle qu'on la conçoit à notre époque, tend à devenir une culture unique.

L'exemple de St-Gervais est caractéristique. Très tôt, dans cette commune, la vigne fut cultivée de façon intensive en vue d'un gros rapport pécuniaire. Aussi y a-t-il une chute immédiate de toutes les autres cultures : celles-ci ne se maintiennent encore que sur les terres de qualité secondaire. Le tableau ci-après est éloquent à cet égard. En 1914, lors de la révision de la matrice cadastrale, il ne reste plus que 150 ha de terres labourables, les seules que l'on puisse dire cultivées en dehors des vignes. Or, sur

ces 150 ha, 75 sont en terres de qualité très inférieure, estimées sur la matrice aux échelons 4 et 5. Par contre, sur 304 ha de vignes 209 ha sont classés dans les catégories 1, 2 et 3.

En 1825, c'était exactement le contraire, sur 117 ha de vignes, 60 étaient dans la catégorie la plus basse.

Il est évident que l'on a réservé à la vigne les meilleures terres pour avoir les meilleurs rendements. Seules des exploitations isolées sur le plateau des Celettes, ou comme le domaine de l'Isle, n'ont pas été plantées et restent en labours.

	1825		1914	
	TERRE	VIGNE	TERRE	VIGNE
1	36 ha. 78	14 ha. 33	20 ha. 90	40 ha. 24
2	100 « 71	42 « 14	35 « 61	89 « 41
3	123 « 59	60 « 95	17 « 00	79 « 58
4	96 « 34		21 « 11	55 « 73
5	101 « 51		54 « 34	39 « 31

Au début de la guerre de 1914, ne sont restées en réelle production, que les exploitations qui cultivent le mil à balai, bien que ce dernier soit déjà en régression. Seuls quelques grands domaines de la commune de Sabran se sont montrés réticents vis-à-vis de la vigne et ne veulent pas faire les frais d'une plantation.

Partout ailleurs les agriculteurs se lancent dans la vigne et lui consacrent leurs meilleures terres. Ainsi en font foi les belles récoltes de cette période.

A St-Gervais, de 1912 à 1914, pour 300 ha de vignes environ, la récolte oscille de 22.000 hl. à 39.000 hl, soit une moyenne qui varie de 73 hl à l'ha à 130 hl.

A St-Michel sur 135 ha, on récolte en 1912, près de 13.000 hl. et 11.000 hl. en 1913.

A Cornillon les 170 ha du vignoble ont donné de 1912 à 1914 de 8.500 à 12.000 hl.

L'ensemble des communes de la vallée de la Cèze a produit en 1912 sur 2.081 ha, 140.474 hl, soit une moyenne de 67 hl. à l'hectare.

L'on juge alors de la transformation radicale qui s'est effectuée dans le pays. Au début du xix^e siècle, tous les rapports préfectoraux nous montrent les difficultés qu'avaient les administrateurs de la région pour assurer la subsistance d'une population nombreuse et pauvre. Rares étaient les communes qui arrivaient à produire suffisamment pour assurer leur nourriture propre : il fallait importer du blé dans beaucoup d'entre elles, l'argent était rare de ce fait.

Un siècle plus tard, la vigne procure des rentrées d'argent abondantes. La vie devient plus aisée. Au point de vue extérieur les améliorations ne sont pas encore sensibles. S'il y a eu de bonnes années juste avant 1914, il y a eu aussi les années de crise du début du siècle.

Mais la culture uniquement à bras disparaît. Les paysans ont des chevaux, des mulets, du matériel pour travailler leurs vignes, de la vaisselle vinaire.

Tout l'argent ou presque se place dans l'exploitation : plantation, construction ou aménagement des caves, réfection des chemins. Les habitants par contre gardent leur rusticité.

Pour illustrer notre chapitre, nous allons étudier rapidement l'évolution d'un domaine de 1880 à 1914. Cela nous permettra de voir les différents problèmes qui se sont posés au cours de cette époque, et les divers aspects qu'a pris la culture de la vigne.

Nous prendrons pour exemple le domaine de Bayne à Saint-Gervais. C'est de lui qu'est partie la replantation viticole. Dès 1880, des essais de plantation étaient tentés et dès 1890, son équilibre comme vignoble était acquis.

A l'origine, il ne constituait qu'un ensemble de terres groupées autour d'une grange. Il y avait un petit pied-à-terre de quelques pièces, un logement pour un domestique et deux bâtiments pour loger le matériel. Le tout d'aspect assez rustique.

Avec la replantation du vignoble cet ensemble prit un aspect plus coordonné. Auparavant des terres étaient affermées, louées, le moulin était cédé à un fermier. La superficie de la grange de Bayne ne dépassait pas 25 ha.

La plantation s'effectua rapidement, bien que l'on ne fut pas très sûr encore des procédés les meilleurs pour l'avenir de la vigne. On planta des plants américains sur 3 ou 4 ha, des plants français sur 7 ou 8 et le reste fut mis en greffes sur porte-greffes américains. La réussite fut bonne, on élimina par la suite les plants directs français ou américains.

Dans l'ensemble on planta surtout de l'aramon, mais on fit aussi une large place aux alicantes bouschets.

Tout cela amena un changement dans l'allure des terres. Ce ne fut plus une grange autour de laquelle étaient amassées des terres, mais un domaine, qui possédait ses chemins de service, un personnel permanent en partie logé sur la propriété même. Un régisseur était chargé de la surveillance des travaux et de l'administration des affaires courantes.

Le changement d'allure dans les bâtiments fut non moins sensible. Non seulement on améliora les bâtiments d'habitation, qui prirent une allure plus agréable, mais encore on construisit une cave importante dotée de tout son matériel (foudres en bois, pressoirs, fouloirs), des écuries pour les chevaux, des remises pour loger le fourrage et le matériel.

En dehors des bâtiments, il y eut toute une série d'aménagements : canalisations pour amener l'eau nécessaire à la vie de tout un groupe, digues pour protéger les terres basses des crues

de la Cèze, drains pour assécher les terres humides, chemins de service pour accéder facilement à toutes les terres.

En plus de cela, des terres nouvelles étaient acquises, qui agrandissaient le domaine.

Cet effort énorme change l'aspect de cette unité d'exploitation : les terres, amassées autour d'une grange devinrent les vignes d'un domaine coordonné. Des capitaux importants étaient investis dans une entreprise, en vue de produire.

Le bilan que nous avons essayé de reconstituer pour l'année 1891-92 est caractéristique à cet égard.

Avant la replantation, les terres de Bayne étaient, soit affermées, soit en gestion directe. L'on estime qu'alors l'hectare de terre rapportait de 150 à 200 francs. Les revenus auraient donc été de 3.000 francs pour le domaine. Avec cela il n'y avait qu'un personnel réduit et des frais d'exploitation mis au minimum.

Quand le domaine fut planté en vignes, on employait dès le début, suivant la saison, de 12 à 20 ouvriers.

Il est à noter la grande souplesse d'emploi des ouvriers agricoles d'alors. Ce sont tous, ou presque, de petits propriétaires de la commune ou des environs, ils sont employés selon les besoins du moment ou leurs possibilités propres. En saison creuse, il arrive qu'il ne reste que 5 ou 6 ouvriers, en période de travaux il en vient 25, il vient même des laboureurs avec leurs chevaux. Le travail sur le domaine permet un apport monétaire au budget des paysans. Avec cela 5 à 6 femmes font des journées pour de menus travaux.

Les salaires sont bas : de 1 fr. 75 à 2 fr. 50 par jour aux hommes, avec un léger supplément pour le meneur ; de 1 fr. 20 pour les femmes.

Les salaires cependant constituent la grosse part des frais d'exploitation ; car la main-d'œuvre est nombreuse. Sur 17.000 fr. de frais qu'occasionne l'exploitation du domaine, 10.000 proviennent des salaires courants, et 1.500 des salaires de vendanges.

Les frais de nourriture et de soins du cheptel se montent à 500 fr., ceux d'engrais et produits anticryptogamiques à 1.500 fr. environ, enfin il y a près de 4.500 fr. de frais divers.

Du côté recettes, nous ne savons pas qu'elle a été la récolte du vin (ni son prix de vente), mais nous pouvons la présumer par le nombre des journées de vendange. Il y eut 347 journées de coupeurs payées. En estimant à 10 ou 12 le nombre de comportes qu'il faut par jour un coupeur, cela nous donne une récolte de 3.500 comportes, soit environ 1.700 hectolitres.

Le prix moyen de l'hectolitre de vin dans le Gard fut cette année-là de 20 francs. Les recettes peuvent donc être évaluées à environ 34.000 francs. Le bénéfice laissé est donc de 17.000 fr. Ce n'est évidemment qu'une approximation.

Il n'en reste pas moins que l'avantage sur la polyculture est net. Compte tenu des capitaux investis, des impôts, des risques courus, l'avantage pécuniaire reste important. Jamais, sous une autre forme, ces terres n'auraient pu être d'un tel rapport.

Il est à noter que les bénéfices ne furent pas toujours aussi clairs, ils furent souvent beaucoup moins intéressants que ce qu'on aurait pu le penser. Au début du ^{xx}^e siècle, le vin baissa fortement. Les hauts cours de la période précédente, qui avaient poussé les agriculteurs à planter de la vigne, ne se maintinrent pas. Cela explique le passage à vide du début du siècle. L'intérêt de la vigne fut parfois à longue échéance.

Les immédiats bénéficiaires furent les petits paysans. Ceux-ci étaient à la veille d'une catastrophe. Nombre d'entre eux avaient déjà émigré en 1885. Pour beaucoup, il n'y avait plus de vie possible dans l'état de choses d'alors. Plus de travail hors de chez eux avec la disparition de la garance et la décadence des filatures de soie bagnolaises, plus de travail chez eux avec la baisse dans les productions du pays. L'avenir avec la mévente des blés ne s'annonçait pas brillant.

La vigne fut une ressource inespérée. Comme l'a noté M. Michel Roussy dans sa thèse sur les populations du Gard, la vigne pour son travail demande une population de cent habitants, au km² de terres travaillées, alors que le blé n'en demande pas plus de 40.

La replantation viticole amena l'arrêt immédiat de toute émigration. Les exigences en main-d'œuvre des domaines qui replantaient maintinrent sur le sol la population.

Les chiffres sont éloquentes à ce sujet. En 1876, le recensement nous donne comme habitant les granges, les chiffres de 5 pour Bayne et de 7 pour Naste. En 1906, ils ont respectivement 12 habitants et 31. (1)

Il est donc intéressant de savoir quelles modifications amena, dans l'aspect social de la population, la replantation de la vigne : ce que sont devenus les ouvriers agricoles, les petits paysans, les fermiers.

Les propriétaires exploitant eux-mêmes leurs terres constituent la majorité des habitants et des travailleurs. A St-Gervais en 1876, sur 156 habitants exerçant une profession déterminée, 108 sont propriétaires cultivateurs. (2) Il y a en plus 4 bergers et 3 domestiques. Les petits propriétaires ont donc une forte majorité ; elle se conservera avec la vigne.

En 1906, il y a 316 habitants exerçant une profession déterminée, dont 220 voués à l'agriculture uniquement. Sur ces 220, 123 sont de petits propriétaires travaillant seulement pour eux.

L'évolution la plus frappante fut celle des journaliers agricoles. En 1876, comme en 1881, les recensements les ignorent. On les englobait dans la classe des petits propriétaires dont ils faisaient tous, ou presque, partie. Leur travail pour autrui était d'ailleurs sporadique.

Par contre, en 1906, la situation est nettement modifiée. Si l'origine des ouvriers agricoles n'a guère changé, l'on commence à

(1) Ce n'est que la population logée sur le domaine et non celle qui y travaille.

(2) On ne précise pas sur le dénombrement la qualité d'ouvriers agricoles : leur nombre devait être restreint.

voir des ouvriers agricoles qui ne sont que cela et leur nombre s'est accru bien que leur emploi soit devenu permanent.

A St-Gervais, sur une population de 668 habitants, il y a 75 ouvriers agricoles permanents ; 3 gros propriétaires en groupent 65 et l'un d'eux en dirige 35 à lui seul. Sur ces 75 ouvriers, 48 sont originaires de St-Gervais, 18 viennent des villages environnants, il n'y a que 9 « gavots » et 2 étrangers. C'est donc une main-d'œuvre essentiellement autochtone. (1) Elle est composée de tous ceux qui ont des ressources trop faibles pour subvenir à leurs besoins. Il est frappant de noter combien la vigne a pu amener un appel de main-d'œuvre.

Il existait à St-Gervais trois propriétés importantes, deux seulement furent plantées en vignes. En 1876, la grange de Bayne ne faisait travailler qu'un fermier et quelques ouvriers volants, celle de Naste avait un fermier, un métayer, un berger et six jardiniers ; celle de l'Isle un fermier et des ouvriers temporaires.

Le recensement de 1906 nous signale l'emploi pour les propriétés plantées en vigne, celles de Bayne et de Naste de 57 ouvriers permanents ; celle de l'Isle qui ne fut pas replantée n'employait qu'un journalier agricole, un jardinier et un domestique de façon constante. Leur superficie était à peu près équivalente à quelques hectares près.

Rien n'est plus démonstratif.

Au point de vue du rendement, le journalier agricole travaillait bien, mais il fallait qu'il soit surveillé ; laissé à lui-même, il mettait deux jours pour faire le travail d'un. Ce qui était difficile à trouver, c'était les bons valets sachant mener un attelage et le soigner. Les paysans n'avaient pas toujours eu des bêtes, leur capacité pour les conduire et les soigner était faible. La journée de travail était de 8 à 10 heures suivant les saisons et les lieux.

Les salaires, jusqu'à la guerre de 1914 ne changèrent pas beaucoup. Les feuilles de semaine du domaine de Bayne nous donnent les indications suivantes. En 1890 le régisseur était payé par trimestre : il recevait 250 fr. Le ramonet (2) recevait 15 francs par semaine, il était logé et avait un jardin. Les journaliers agricoles touchaient 2 fr. à 2 fr. 25 par jour suivant l'époque et les travaux, le meneur avait 25 centimes en plus.

Pour les travaux spéciaux, tel le greffage, le salaire était de 5 fr. par jour ; le labour d'un homme et de son attelage était payé 3 fr. la journée. Une femme recevait 1 fr. 20 par jour.

Aux vendanges pour le travail de jour, les femmes recevaient 1 fr. 50 et les hommes 2 fr. 25 ; pour le travail de nuit à la cave, les hommes touchaient 0 fr. 40 de l'heure, mais c'était un travail pénible, d'autant plus qu'il se faisait souvent après une journée de vendange.

Les ouvriers agricoles avaient en supplément du vin et du bois. Le régisseur touchait une participation aux bénéfices, basée

(1) Même pour les travaux de vendanges, qui demandent un effort exécutif de main-d'œuvre, celle-ci n'est fournie que par les filles de la commune et des villages voisins

(2) Celui qui est chargé de l'entretien des chevaux.

sur un pourcentage à l'hectolitre de vin récolté pendant l'année. Il avait en outre de nombreux avantages en nature : jardin, poules, logement.

Le salaire des journaliers agricoles arriva à la guerre de 1914 presque inchangé. Le régisseur avait gardé le même salaire, mais ses parts sur les bénéfices jouaient plus largement en sa faveur avec les belles récoltes et l'accroissement du domaine. Le ramonet recevait 18 fr. par semaine et 40 litres de vin par mois. Les journaliers touchaient 2 fr. 50 à 3 fr. par jour. A cette époque, le domaine de Bayne tendait de plus en plus à loger les ouvriers sur son terrain. Ceux-ci évoluaient déjà : non seulement leur emploi était permanent, alors qu'au début on les employait suivant les besoins, mais encore il commençait à y avoir des ouvriers uniquement attachés au travail du domaine ; il y eut même deux espagnols.

Leur travail s'effectuait généralement en « colles ». Les ouvriers travaillent ensemble à un même ouvrage sous la conduite du meneur. On greffe, on pioche, en longs alignements, en discutant, en disant des plaisanteries, en se racontant les dernières nouvelles. A chaque battue (1) on s'arrête un moment. L'ouvrier agricole du pays n'aime pas travailler isolé.

Il ne forme pas cependant une classe à part, bloquée dans son métier. Il est ouvrier agricole aujourd'hui, mais peut rapidement s'il est travailleur et intelligent devenir fermier, ou propriétaire lui-même. Les rapports entre propriétaires et journaliers revêtent parfois un caractère d'entraide mutuelle : telles sont les journées de labours effectuées par les petits paysans, souvent elles sont rendues en journées de labour par le propriétaire. Les rapports restent des rapports de personne : souvent les feuilles de semaine portent le prénom du journalier et non son nom de famille. (2)

Ce caractère de rapport personnel est encore plus accentué chez les propriétaires moyens. Ils n'emploient guère de journaliers, mais des domestiques. Le dénombrement de 1906 en signale 14 à St-Gervais. Ce sont en général de jeunes garçons ou des hommes célibataires. A cette époque presque tous étaient originaires de villages avoisinant St-Gervais. Ils sont pris et payés à l'année. Le patron loge chez lui son domestique et le nourrit à sa table. Ils travaillent tous deux ensemble. C'est un système qui connaît la faveur des propriétaires moyens : l'employé vit, mange et travaille comme son patron et reste sous sa surveillance. Il est débarrassé des soucis matériels, reste dans la famille de son employeur et reçoit les leçons directes d'un vigneron compétent.

Un autre système commence à cette époque à avoir la faveur. C'est le métayage. Peu usité pendant le xix^e siècle, il a connu avec la vigne une nouvelle vogue.

Il n'est pas encore très répandu : à St-Gervais il n'y a que 8 métayers en 1906 ; mais son renouveau est net.

(1) On appelle « battue » le terme d'une longue rangée, ou encore une paire d'heures suivant les travaux.

(2) Cela peut vouloir dire aussi que c'est un cadet ; seul l'aîné des garçons est appelé par son nom de famille, les autres sont appelés par leur prénom.

Ce sont généralement les plus gros propriétaires du village (ceux dont les terres sont sous la forme de biens de village), qui ayant trop de terres pour eux seuls, en cèdent un lot en métayage. Le mi-fruit est la forme adoptée. Les fermiers viennent souvent des villages environnants. Les résultats furent concluants, certains fermiers étaient dans leur place depuis cinquante ans, ils travaillaient là, puis leurs fils ont pris leur suite. Le système fut trouvé bon, puisqu'il devait largement se développer. Avant la guerre de 1914, ce ne sont que les débuts.



Pour résumer notre chapitre nous dirons que la replantation de la vigne, si elle eut des effets immédiats au point de vue économique en amenant le relèvement du pays, n'a, au point de vue social, que des répercussions plus lointaines : les modifications dans les habitudes ne se sont marquées qu'après la guerre de 1914.

CHAPITRE IV

LES VARIATIONS DE LA POPULATION DE 1850 A 1914

Sources :

Archives du Gard. Série 10 M.

Archives de la Mairie de St-Gervais.

Cette période est certainement la plus curieuse au point de vue démographique. Les populations, à l'époque où nous les avons laissées avaient atteint leurs chiffres maxima ; mais l'économie se maintenait de justesse en équilibre.

Cet état ne devait pas se maintenir : si quelques communes ont encore progressé, d'autres plus nombreuses commencent leur chute.

Il ne semble pas que les crises aient été essentiellement à l'origine de la chute. La décadence démographique de la deuxième moitié du xix^e siècle est certes bien due aux crises successives qui ont accablé la région, mais aussi à une insuffisance de l'agriculture pour assurer un niveau de vie convenable à une population dense.

Les crises ont précipité le mouvement, aggravé la décadence démographique, mais ne l'ont pas suscitée. Avec le standing de vie que la culture de la terre offrait alors, une émigration intense se serait produite.

Les crises ont été le choc qui a accentué le mal dont souffrait le pays.

Etudions d'abord les variations absolues du chiffre de la population.

Les dix premières années du Second Empire ne voient pas la population baisser sensiblement. Les communes de la rive gauche,

surtout celles du bas de la vallée, maintiennent à peu près leur chiffre de population. Celle-ci diminue, mais d'une façon peu sensible.

Par contre, dans les dix dernières années, les communes de la rive droite, Sabran, La Roque, et celles de la partie amont de la vallée, commencent à voir leur population décroître rapidement. De 1861 à 1870, Cornillon perd 170 habitants sur 981, St-André de Roquepertuis 130 sur 825, Sabran de 1861 à 1876 en perd 332 sur 1.670, en cinq ans Goudargues perd 100 habitants sur 1.300. Les villages du haut de la vallée, ainsi que ceux de la rive droite, surpeuplés et plus pauvres, se vident. Le mouvement est moins sensible sur la rive gauche et dans le bas de la vallée, mais très net cependant.

La crise phylloxérique qui vient ensuite, ne fait que mieux marquer la décadence. A partir de ce moment tous les chiffres de population s'en vont en déroute. La baisse est générale.

C'est à partir de 1880 que l'on replante la vigne. D'abord limitée à quelques propriétaires importants, la replantation s'étend vers 1890. Un nouveau vignoble s'est créé à St-Gervais d'abord, d'autres villages suivent. L'influence de la crise agricole sur la population cesse. Un renversement se produit dans les villages qui replantent. La population qui n'avait cessé de diminuer, augmente. St-Gervais, qui était passé de 753 habitants en 1851, à 594 en 1886, remonte de 597 en 1891, à 626 en 1896, puis à 641 en 1901, et à 668 en 1906. Tous les villages connaissent le même mouvement de reprise au moment de la replantation. Il n'a pas toujours l'ampleur et la durée qu'il a connues à St-Gervais, mais il n'en existe pas moins. Cela fut parfois bref, mais l'ensemble de la reprise ne peut laisser aucun doute sur son origine.

L'exception que fait Chusclan semble bien confirmer le fait que les crises n'ont fait qu'accentuer un mouvement déjà existant. De 1851 à 1872, juste avant la crise phylloxérique, Chusclan, qui nourrissait presque uniquement par ses vignes une population de 788 habitants, en perd 84. Après la crise phylloxérique la chute se continue. En 1891, il n'y a plus que 575 habitants à Chusclan. L'on a replanté activement, et pourtant la population baisse sans arrêt : chaque dénombrement marque une nouvelle chute. C'est qu'aucun appel de main-d'œuvre étrangère ne fut nécessaire pour la plantation et l'entretien du nouveau vignoble, que l'ancienne population était assez nombreuse pour les besoins du nouveau vignoble, donc trop nombreuse pour ceux de l'ancien, puisque la plantation des vignes n'a rien changé à l'allure du mouvement de la population.

Cette reprise plus ou moins accentuée ne dura guère, sauf à St-Gervais et à St-Michel, c'est-à-dire dans les villages où la vigne prit une très large place. Dès 1900, parfois même avant, la chute reprit. Elle s'aggrava sensiblement en 1906 et surtout en 1911, comme dans tout le département. La difficile situation agricole de cette période se ressent dans les données démographiques.

Si, en définitive, nous faisons le bilan des pertes en population qu'a connues cette époque, nous restons frappés par leur étendue. Tel village qui, comme Goudargues, avait en 1850 : 1.350

habitants, ne se présente plus, à la veille de la guerre de 1914, qu'avec 800. Des villages aussi divers par leurs cultures et leurs possibilités de production que La Roque et Chusclan, ont perdu près de la moitié de leurs habitants. Pour les autres, le bilan des pertes se situe entre le tiers et le quart de leur population.

D'où sont venues ces saignées ? Nous étudierons ces variations à St-Gervais en commençant par l'étude des mouvements migratoires, tant émigration qu'immigration.

Déjà, au cours de la période précédente une émigration assez sensible se manifestait : l'agriculture était trop faible pour subvenir aux besoins de la population nombreuse. En 1850 l'émigration s'aggrave : ce sont les crises : oïdium, maladies du ver à soie, phylloxéra enfin. De 1850 à 1872, c'est un abandon en masse. Chaque recensement marque des pertes sensibles. De 1851 à 1856, 37 émigrés quittent St-Gervais, de 1856 à 1861 : 28 ; de 1861 à 1866 : 51 ; de 1866 à 1872 : 42. En vingt ans : 168 habitants ont quitté leur village.

Il est à noter que la partie active de la population n'a pour ainsi dire pas varié. En 1836, il y a 342 habitants, 172 hommes et 170 femmes entre 20 et 60 ans. En 1876 il y en a 354, 191 hommes et 163 femmes. Cela semble bien confirmer que c'est l'impossibilité de trouver du travail pour plus de 350 hommes et non pas seulement les crises, qui ont amené l'émigration. Cette constance du nombre des hommes qui travaillent tend à prouver que ce chiffre n'était pas dépassable sans compression exagérée du niveau de vie général. On peut se demander si le mouvement d'émigration n'a pas seulement coïncidé avec les crises, qui l'ont aggravé, sans être issu d'elles.

Cela ressort d'autant plus que la crise la plus grave, le phylloxéra, n'a pas amené une grosse émigration. Alors que l'on pouvait penser que le phylloxéra achèverait, en ruinant les habitants, de les chasser de la région, on constate qu'à partir de 1870, l'émigration faiblit brusquement, s'arrête presque. De 1872 à 1886, il n'y a que 19 émigrés.

La population semble à cette période, malgré la crise, s'être stabilisée. Après 20 années d'émigration un nouvel équilibre s'est réalisé.

Notons qu'à St-Gervais on a replanté la vigne dès 1880, ce qui limite l'émigration. A partir de 1886, un accroissement constant de la population se produit, dû à l'arrivée d'éléments étrangers. Il est d'abord lent de 1886 à 1891, il n'y a que 7 immigrés. C'est la période où seuls deux domaines replantent : la main-d'œuvre du village suffit encore pour cela. Mais rapidement le mouvement d'immigration s'intensifie : les besoins de main-d'œuvre se font grands : de 1891 à 1896, il y a 52 immigrés — de 1896 à 1901, 26 — de 1901 à 1906, 15.

La demande se fait moins pressante une fois la plantation terminée. D'ailleurs survient la crise. L'émigration reprend de nouveau, de 1906 à 1911, 46 hommes quittent St-Gervais. La reprise que la vigne avait amorcée se trouve brisée par les crises qu'elle subit.

Il est intéressant de savoir d'où sont venus les immigrés. Nous avions déjà noté dans le chapitre sur la population de la première moitié du XIX^e siècle, l'existence d'un intense courant entre les diverses communes de la vallée de la Cèze. Le recensement de 1876 signale que sur 634 habitants à St-Gervais, 165 sont nés hors de la commune. Sur ces 165, 42 sont nés dans des communes de la vallée de la Cèze. C'est une des formes des migrations de l'époque. Des hommes ou des femmes, par des relations de famille ou de travail sont venus d'une commune voisine, cependant que d'autres habitants de cette commune allaient chez leurs voisins. C'est un flux et un reflux qui amène des hommes et en emporte d'autres. Il s'établit ainsi un réseau de cousinage serré entre les familles des diverses communes. Ce fait est d'autant plus sensible que ce sont les villages les plus proches qui fournissent le plus fort contingent, sous forme d'hommes et de femmes mariés dans le pays. La majorité de ces immigrés vient de Bagnols, Sabran, St-Nazaire, St-Michel et St-Laurent, tous villages proches.

Le Gard fournit ensuite 30 immigrés, mais la plupart viennent de St-Paulet de Caisson, commune située dans la vallée de l'Ardèche toute proche.

Les autres immigrés ont en général des métiers particuliers : bergers de la Haute-Loire, religieuses de l'école, instituteur, cordonnier, domestique de maison. Est à noter un contingent de 16 « gavots » venus de l'Ardèche. L'immigration d'éléments étrangers à la région est réduite, mais reste sensible constamment.

En 1906, l'aspect de l'immigration a changé. Elle est d'abord plus considérable. Sur 668 habitants, 257 sont nés hors de St-Gervais. La vallée de la Cèze fournit toujours de nombreux éléments, mais la proportion en sa faveur a baissé. Au lieu des trois quarts comme en 1876, elle ne fournit que la moitié à peine. 127 habitants sont nés dans les communes de la vallée. Leur origine a varié. Ce ne sont plus les villages proches qui fournissent le gros contingent. Une forte partie des immigrés vient des communes de la partie haute : Cornillon, St-André de Roquepertuis et aussi des villages proches sur des côtes : tels Salazac, Montclus. Les émigrés de la partie amont ne sont pas allés bien loin.

Le Gard fournit 49 immigrés, venus surtout des communes pauvres du canton de Lussan et d'Uzès. La région des garrigues pauvres se déverse sur les vallées plus fertiles.

Le contingent de « gavots » d'Ardèche, Lozère et Haute-Loire s'est grossi, ils sont 41. Comme ouvriers on les estime moins que les précédents. Ils sont travailleurs, mais pas actifs. Leur travail est plus lent, ils sont moins doués souvent. (1)

Notons enfin l'arrivée de quelques éléments étrangers à la nationalité française. Ils sont rares encore, mais leur présence est à signaler. Ce sont, soit des ouvriers agricoles, encore rares, surtout espagnols, soit en majeure partie, des bûcherons, d'origine italienne.

(1) Les autres arrivées des divers départements français ont un caractère trop personnel pour être noté

En 1906 on en dénombre 23, quatre espagnols, dix-neufs italiens. C'est beaucoup pour l'époque. Dans les autres communes, Bagnols excepté, ils sont moins nombreux.

Ainsi, en résumé, à une période d'intense émigration succède une autre période d'immigration non moins intense due à la re-plantation viticole ; celle-là suivie bientôt d'une nouvelle émigration due à la crise.

Il nous reste à voir maintenant le mouvement propre de la population autochtone et l'influence que les migrations ont eu sur elle.

En effet, à des périodes d'immigration comme d'émigration intense, la population est restée stationnaire, il faut donc noter les variations propres qu'elle a subies.

Les pyramides des âges vont d'abord nous renseigner sur les éléments dont se compose la population. Nous en avons établi deux, la première en 1876, la deuxième en 1906.

En 1876, la population à St-Gervais est de 634 habitants. Dans la précédente pyramide nous en avions dénombré 711, soit 77 de plus. Quelles sont les catégories d'âge qui ont le plus varié ?

En 1836, de 0 à 20 ans, on comptait 324 jeunes gens, il n'y en a plus que 199 en 1876, soit 125 de moins. C'est là que réside la principale différence entre les deux pyramides. Celle de 1836 est largement étalée à sa base, près de la moitié de la population a moins de 20 ans. En 1876, la pyramide tout en gardant encore une base assez large, tend à prendre une forme cylindrique. Les différences entre le haut et le bas se réduisent.

Fait curieux, que nous avons déjà noté, la partie active de la population s'est maintenue identique à elle-même. De 20 à 60 ans il y a 342 hommes en 1836, et 354 en 1876. Là toutefois, si le nombre des hommes s'est accru, celui des femmes a baissé nettement : cela peut être une explication de la faiblesse à la base de la pyramide. Le dernier trait frappant est la considérable augmentation des parties âgées de la population. En 1836 nous trouvons 45 vieillards (plus de 60 ans) soit le cinquième des habitants, en 1876, nous en trouvons 81, soit le septième.

La pyramide de 1876 a perdu la belle allure régulière de celle de 1836. L'appauvrissement de la base, l'affaiblissement du côté des femmes et l'accroissement du nombre des vieillards commencent à faire apparaître les premiers signes d'une crise démographique qui se développera cinquante ans plus tard. L'émigration a saigné les parties jeunes et actives. Il manque en 1876 une centaine de jeunes ménages. En 1906, les changements sont peu importants, les phénomènes précédents se sont seulement accentués.

La partie âgée de la population s'accroît constamment. Elle est de 113 unités, soit le sixième des habitants. La partie active se maintient toujours à 350 unités, mais l'équilibre entre hommes et femmes s'est à peu près rétabli (181 contre 169). L'allure de cette portion est irrégulière. De 51 à 60 ans nous trouvons 56 hommes ; il n'y en a plus que 37 de 21 à 30 ans. La population est mal équilibrée : les immigrations et les émigrations l'ont désaxée.

Le chiffre des enfants a légèrement baissé. Il est de 205, mais il faut enlever à ce nombre 19 étrangers ou jeunes domestiques. Cela ramène les moins de 20 ans au chiffre de 185. Avec la prospérité, le jaillissement d'enfants du début du siècle précédent, n'est pas revenu.

C'est ce que va nous montrer l'étude des courbes de natalité et de mortalité.

La courbe de natalité avait été caractérisée à l'époque précédente par le jaillissement continu des naissances. Cela ne dura pas. Dès 1840, un fléchissement se constate, mais il ne devient vraiment marqué qu'à partir de 1860.

A cette date, les moyennes annuelles de naissances se stabilisent à peu près, avec des hauts et des bas, aux environs de 21 à 22 naissances par an pour 1.000 habitants.

Une légère reprise marque la fin de la guerre de 1870, puis la chute reprend. A l'époque de la replantation de la vigne le nombre des naissances s'élève. Faut-il y voir une des variations qui affectent un nombre limité d'individus ou une reprise due à la vigne ? En effet, par la suite, le nombre des naissances ne cesse de diminuer. A la veille de la guerre de 1914, on peut pressentir la crise contemporaine : il n'y a que 19,3 naissances pour 1.000 habitants.

Il est intéressant de compléter l'étude des taux de natalité par ceux de fécondité. Alors qu'en 1836 ce dernier atteignait 119,4 c'est-à-dire un véritable chiffre record, en 1876, il n'est plus que de 94,6 et en 1906 de 82,7. (1)

Il apparaît que la chute des naissances n'est pas due seulement à l'émigration, mais aussi à une diminution de fécondité.

Un regard sur les ménages de 1876 et de 1906 nous édifie à ce sujet.

En 1876, sur 121 ménages de parents entre 20 et 60 ans, (105 de St-Gervais, 16 nés ailleurs), nous avons les résultats suivants :

Parmi les ménages de parents (père ou mère) nés à St-Gervais, 41 n'ont qu'un enfant, 32 en ont 2, 14 en ont 3, 6 en ont 4, et un seul 5 enfants. 10 ménages sont sans enfants (9 en 1836).

Les familles nombreuses se raréfient, les ménages d'un et deux enfants sont la grosse majorité.

Sur les 16 ménages de parents nés hors de St-Gervais 3 ont un enfant, 6 en ont 2, 1 en a 3, 2 en ont 4 et 3 ont 5 enfants. Un ménage est sans enfant.

En 1906 on voit la situation s'aggraver.

Sur 131 ménages, 103 ont 1 ou 2 enfants, 14 en ont 3, 1 en a 4, et 3 en ont 5. Dix ménages sont sans enfant.

Cela marque nettement la baisse de fécondité chez les habitants du pays. Comme cette baisse a été consécutive à une émigra-

(1) Taux de fécondité =
(moyenne des naissances annuelles calculées sur 5 ans) $\times$ 1.000

nombre de femmes entre 15 et 50 ans

tion intense, les pertes de population sont devenues sensibles. Et cela d'autant plus que longtemps les taux de mortalité infantile ont été élevés ; c'est une explication de la faiblesse du nombre d'enfants par ménage, à une époque où la fécondité est encore élevée.

Jusque vers 1900, près de la moitié des enfants qui naissaient mouraient avant d'avoir atteint leur quatrième année. Les taux de mortalité infantile marquent bien un fléchissement durant cette période, mais il n'est dû qu'à la baisse de natalité. En proportion il meurt autant d'enfants jeunes qu'au début du siècle. Le parallélisme des deux courbes, moins marqué qu'à la période précédente, est encore sensible. L'influence de la mortalité infantile sur la mortalité générale est moins nette cependant, car la proportion des vieillards, qui a augmenté, empêche de sentir les concordances.

Ce n'est qu'à partir de 1900 que les taux de mortalité infantile perdent de leur importance. De 1901 à 1906, il meurt 2.9 enfants sur 1.000 habitants, soit le sixième des enfants nés, soit 160 pour 1.000 naissances. (1)

Si les taux de natalité ont baissé de 1850 à 1910, les taux de mortalité sont restés constants.

Les pyramides des âges nous ont montré le vieillissement de la population. Aussi, bien que le nombre des enfants morts en bas-âge soit moindre, la proportion plus élevée des vieillards, conserva aux taux de mortalité ses hauts chiffres. Jusqu'en 1910, ils resteront autour de 30 décès par an pour 1.000 habitants.

A partir de 1860, le nombre des décès ne cessera guère de dépasser celui des naissances. Les villages laissés à eux-mêmes se dépeuplent. Seule l'immigration chez certains empêche les pertes d'être trop sensibles.

Notons pour terminer la constance du nombre des mariages. Ils oscillent autour de 6 à 7 mariages par an, pour 1.000 habitants.

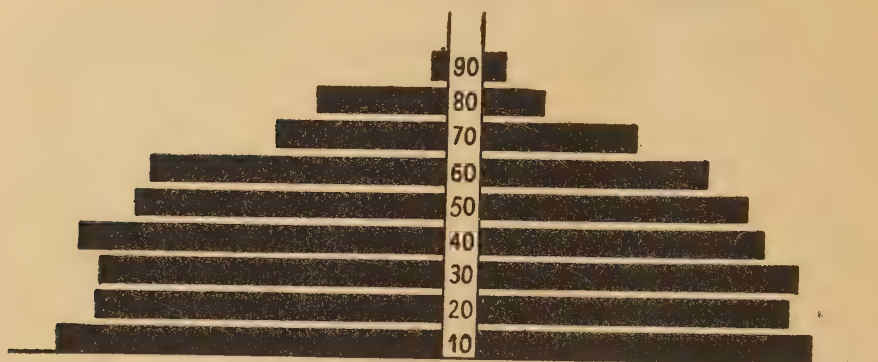
(1) Aujourd'hui, en France : 47 p. 1.000, en 1950. (Note de l'Editeur).

PYRAMIDE DES AGES DE SAINT-GERVAIS

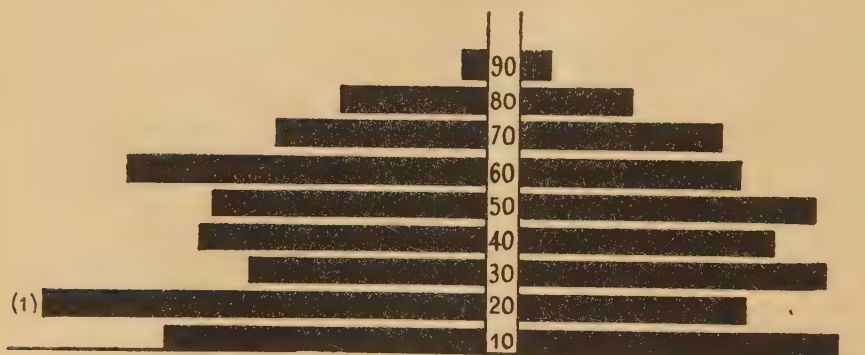
HOMMES

en 1876

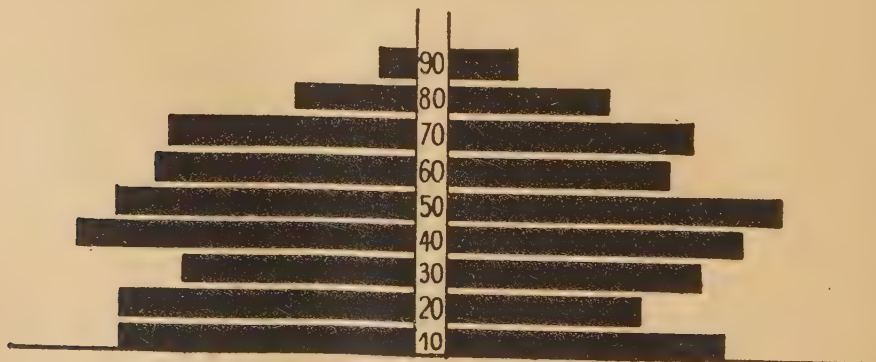
FEMMES



en 1906



en 1936

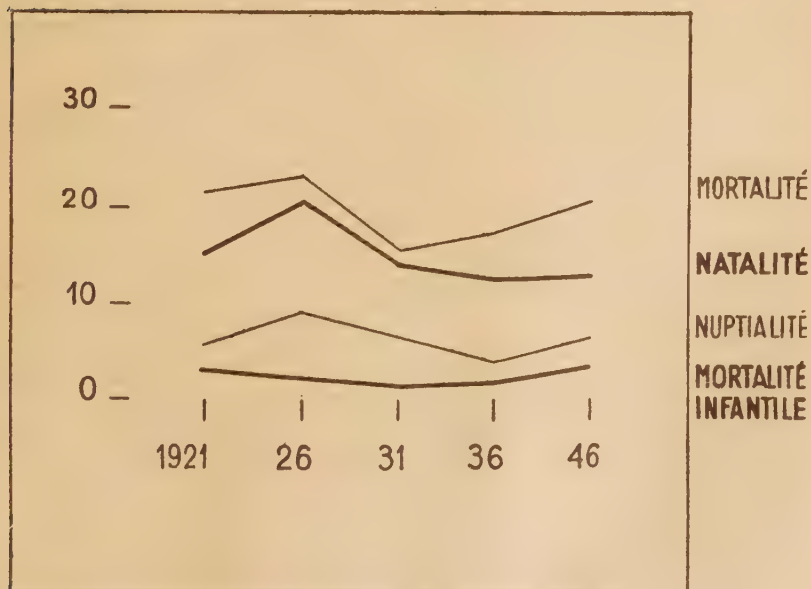
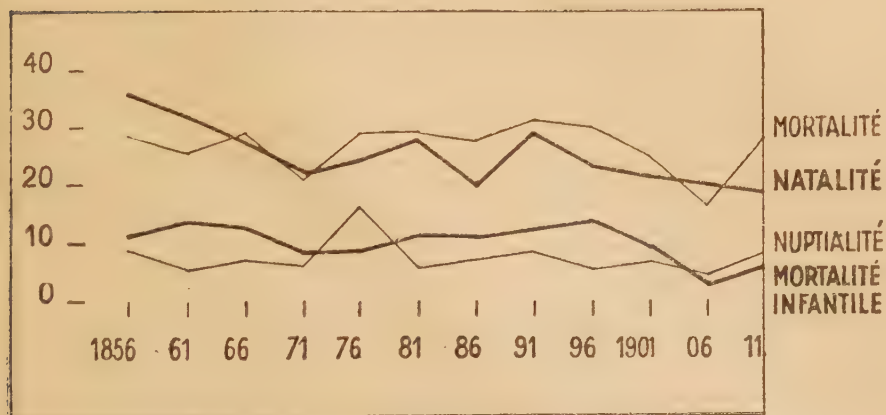


(1) Ce chiffre élevé provient d'un important contingent de bûche-rons italiens de 15 à 20 ans et de jeunes domestiques employés par les petits propriétaires de Saint-Gervais.

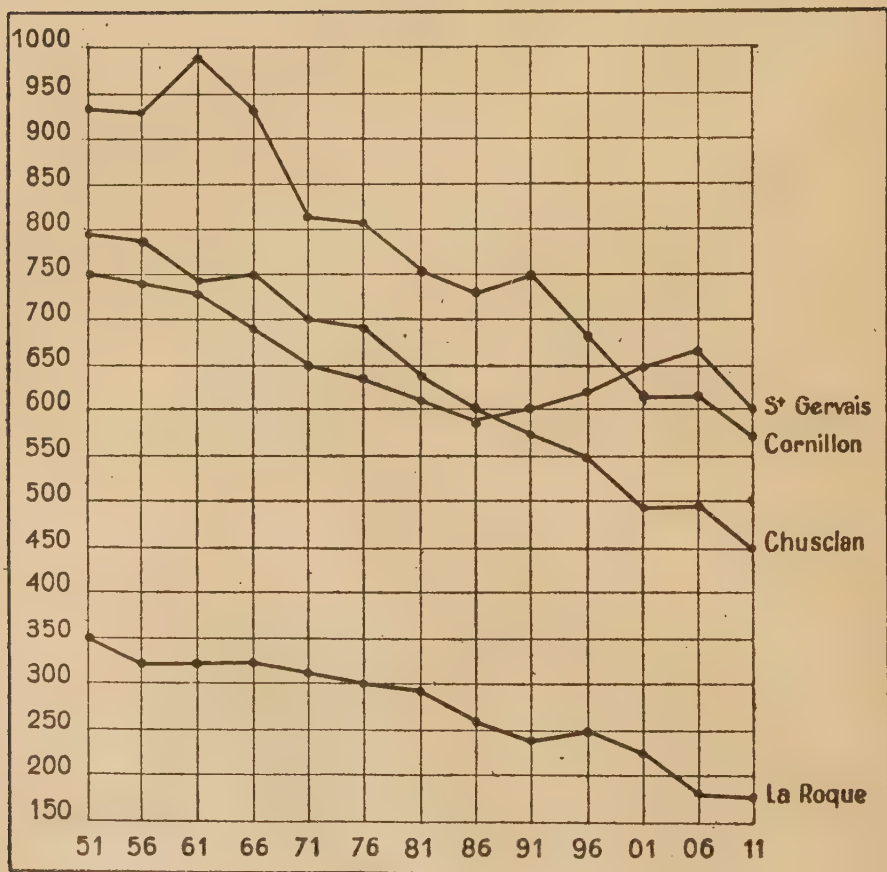
Il y a, en effet : 11 italiens de moins de 20 ans et 8 domestiques de moins de 20 ans, soit 19.

Cela ramènerait le chiffre des 11 à 20 ans à 51.

TAUX DÉMOGRAPHIQUES DES PÉRIODES 1856 - 1946



VARIATIONS DÉMOGRAPHIQUES DANS QUELQUES COMMUNES



Troisième Partie

LE TRIOMPHE
DE L'ÉCONOMIE VITICOLE

CHAPITRE I

L'AGRICULTURE APRÈS LA GUERRE DE 1914

Sources :

Archives du Gard 12 — 13 — M.
Archives de la Chambre d'Agriculture du Gard.
Archives du Génie Rural du Gard.
Archives de la Cave Coopérative de St-Gervais.
Archives de l'Institut National de la Statistique et des Etudes économiques de Marseille.

LA PERIODE ENTRE LES DEUX GUERRES.

La période d'entre les deux guerres n'est que l'histoire de la décadence des cultures autres que la vigne et leur remplacement par cette dernière. De quelque côté que nous regardions, arbres fruitiers et jardins exceptés, nous ne voyons que la disparition de la polyculture. Sériciculture, troupeaux, céréales, plantes fourragères, tout recule devant la vigne.

Dans la période précédente, la vigne avait commencé à prendre une situation prépondérante dans l'économie de la vallée de la Cèze. De 1914 à 1940, son importance s'est encore accrue. Sans être devenue un pays de monoculture absolu, notre région ne compte guère comme ressource importante que la vigne.

Etudions les variations des diverses cultures :

a) *Les céréales.* — Après la guerre, la superficie consacrée aux labours est à peu près équivalente dans les communes de la vallée de la Cèze à celle consacrée aux vignes. Font exception toutefois, les communes où la plantation fut intense, comme St-Gervais, Chusclan, ou celles où les terres pauvres sont particulièrement étendues, Sabran, Goudargues.

L'enquête de 1929 nous renseigne sur ce sujet. Presque partout le blé est en net recul, sauf sur les terres de la rive droite de la Cèze. Il est remplacé souvent par l'avoine nécessaire à l'alimentation des chevaux. Les paysans qui ont des vignes la préfèrent au blé.

Les autres céréales : seigle, blé de printemps, maïs, sarrasin ont disparu du répertoire des cultures. Seul s'est maintenu en bonne place, à cause de son rapport intéressant, le sorgho à balai ; à Bagnols et surtout à Sabran, de grosses étendues lui sont consacrées.

L'orge n'est plus cultivée que de façon sporadique.

Les améliorations du rendement sont nettes. Alors que dans la période précédente les rendements du blé et de l'avoine ne dépassaient pas 11 qx de grains à l'hectare, ils se situent autour de 14 à 16 qx à l'hectare en moyenne, avec parfois beaucoup plus sur les bonnes terres. C'est un signe, non seulement du perfectionnement des cultures (labours profonds, engrais chimiques), mais aussi d'une certaine sélection des terres.

Mais cette situation encore importante des céréales ne se maintint pas. La vigne progressait, les terres consacrées aux autres cultures se réduisirent. On arrive alors à des situations de monoculture presque absolue : les cas limites sont ceux de St-Gervais, Chusclan et St-Michel. Là les céréales sont à peu près complètement délaissées.

Ailleurs la culture du blé s'effondre. En 1937 l'étendue consacrée au blé est le tiers de ce qu'elle était dix ans auparavant. Il en est de même du sorgho à balai. L'avoine se maintient à peine.

Pourtant des efforts sont faits en faveur des céréales. Depuis le mois de Septembre 1936, une coopérative groupe les producteurs de blé et autres céréales de la région de Bagnols. Son activité concerne trente-trois communes. Elle entrepose à Bagnols le blé qu'elle va prendre chez le propriétaire au moment des battages et le revend aux minotiers de Nîmes, d'Alès, de Marseille. Elle réussit à grouper un bon nombre d'agriculteurs (plus de 600 en 1943) et à traiter jusqu'à 8.800qx de blé. Mais la guerre devait porter un coup à son activité, avant qu'on ait pu la juger.

b) *L'élevage*. — La décadence du troupeau déjà amorcée avant la guerre de 1914 s'achève petit à petit entre les deux guerres. Tout y concourt : le manque de bergers, dont la vie est dure, alors que de bons salaires et une vie plus facile sont à la portée des ouvriers des vignes ; la réduction des pâturages, due aux reboisements, la disparition des céréales qui fait la paille plus rare, l'emploi d'engrais chimiques. Avant la guerre de 1939, seules les communes qui possédaient de vastes étendues de garrigues avaient encore un ou deux troupeaux. Les autres ne possédaient plus de moutons.

Les chèvres, toutefois, maintenaient leurs effectifs. Elles ont été de tout temps en faveur dans cette région. Nombreux sont les petits paysans, ou même les ouvriers agricoles, qui ont une ou deux chèvres. La nourriture de ces bêtes est facile : souvent au

bord des chemins, dans les garrigues, dans les « broutières » de la Cèze, on rencontre des enfants, une vieille, ou même une ménagère avec son tricot qui gardent deux ou trois chèvres.

Les divers dénombrements de ces animaux nous montrent qu'il y a en moyenne une chèvre par huit à dix habitants. Ce chiffre s'est maintenu identique à lui-même durant toute la période entre les deux guerres.

En ce qui concerne les bovins, leur élevage est très réduit. Il n'y a que quelques vaches laitières nourries à l'étable en vue d'une production poussée de lait. Seuls Bagnols et Goudargues, centres de consommation, ont un troupeau d'une trentaine de bêtes. Dans les autres communes, il n'y a que deux ou trois vaches. Les labours par bœufs ne se font plus dans la région.

Il existe par contre un important cheptel cavalier. La vigne, qui exige des labours fréquents, maintient dans la région un nombre important de chevaux et de mulets, en nombre à peu près équivalents. Ce sont des bêtes petites, adaptées aux sols légers. En grande partie les chevaux viennent de Bretagne et les mulets de la Drôme. Ces derniers sont les préférés des petits paysans, pour leur frugalité, leur rusticité et aussi leur bonne allure qui permet de les atteler à une petite voiture pour aller au marché de Bagnols.

c) *Sériciculture*. — Nous n'en parlerons que pour mémoire. Elle disparaît presque complètement entre les deux guerres. Déjà avant 1914, elle avait cessé d'être une occupation importante ; après 1914, petit à petit le nombre des éleveurs se réduisit, pour finalement disparaître.

d) *Fruitiers*. — Les olivettes qui ne tenaient plus qu'une faible place dans la polyculture, la voient encore se minimiser. Mais tandis que les mûriers sont arrachés, les oliviers subsistent, plus ou moins délaissés comme culture. Sur la rive gauche, on voit encore de nombreuses « faïsses » caillouteuses et sèches, où des oliviers sont plantés.

Les petits paysans les cultivent parfois, et se contentent de leurs récoltes inégales. Ils en tirent de l'huile, mais font aussi des confits.

Les arbres fruitiers, par contre, ont connu un succès plus vif ; les cerisiers surtout, qui demandent peu de travail et de soins, furent plantés en grand nombre. Il est difficile de formuler une appréciation exacte sur leur importance, car ils sont souvent plantés en bordure des vignes et même au milieu ; leur exploitation, peu poussée encore sous l'aspect commercial, ne donne pas de points de repère.

Dans les années précédant la guerre, des plantations de champs entiers furent effectuées. Ce furent surtout les cerisiers, les pommiers et les poiriers qui connurent la faveur.

C'est un aspect nouveau de l'agriculture, encore à peine ébauché.

e) *L'horticulture.* — Nous ne signalons que pour mémoire l'ampleur du jardin bagnolais. M. Smotkine a donné dans son livre sur Bagnols-sur-Cèze une étude sur laquelle nous ne reviendrons pas.

L'horticulture se limite d'ailleurs à la banlieue bagnolaise.



LA VIGNE

La vigne, après des progrès rapides jusque vers 1900, s'était à peu près arrêtée dans son extension.

Après la guerre de 1914, le succès de la viticulture s'affirma. Les belles années connues par la vigne, qui laissait à ce moment d'importants revenus, amenèrent de nouvelles plantations.

De nombreuses coopératives de vinification furent créées dans la région. Cela donna aux petits propriétaires des facilités plus grandes pour vinifier leur vin. Nous étudierons plus tard, dans un chapitre à part, la création et l'évolution des coopératives, mais il est intéressant de noter dès maintenant l'influence qu'a eu sur la culture l'extension du négoce des vins à Bagnols.

Pendant longtemps le commerce fut aux mains de négociants d'Avignon ou de Nîmes. Ceux-ci, par l'intermédiaire de leurs courtiers, achetaient presque tous les vins de la région. Mais Bagnols avait une situation très avantageuse. La place était à la fois à proximité d'un vignoble étendu et prospère, et la plus proche des gros centres de consommation de la région lyonnaise. Bagnols est à mi-chemin de Béziers et de Lyon. Cet avantage énorme fut exploité à plein avec l'emploi des camions citernes. Des livraisons rapides et moins coûteuses peuvent être effectuées : il n'est pas rare de voir le soir le vin partir directement de la cave d'un propriétaire pour être porté le lendemain matin à Lyon ou à St-Etienne.

La voie rapide qu'offre la vallée du Rhône est pour beaucoup dans l'importance du nombre d'affaires traitées avec ces deux centres. L'on estime qu'en 1939 les commerçants bagnolais ont traité plus de 2.000.000 d'hl., dont 700.000 expédiés par camions citernes. Cela souligne l'importance des transports routiers à Bagnols, où le négociant est aussi transporteur. La création et l'extension de la place de Bagnols (la deuxième du Gard pour les affaires traitées) ont été un élément en faveur du vignoble.

Etudions maintenant les progrès réalisés par la vigne dans la période 1914-1939. D'une façon générale la vigne n'est pas devenue la culture unique. St-Gervais, Chusclan, St-Michel font exception. Mais son importance s'est accrue sans cesse.

Une comparaison entre le nombre des déclarations de récolte et la superficie des vignes en 1913 d'une part et en 1937 d'autre part, est instructive.

Le nombre des viticulteurs s'est accru d'un quart environ, la superficie des vignes en culture a plus que doublé, dans les dix communes de la vallée, elle est passée de 2.080 ha en 1913, à 4.245 hectares en 1937. Les récoltes dépassent 200.000 hl.

La vigne, en effet, durant cette période n'a cessé de s'étendre. Elle occupe une grande partie des terres basses, dans la plaine alluviale de la Cèze, sauf sur les communes de la rive gauche. Les rendements sont considérables, bien qu'inégaux suivant les années. L'aramon est le roi dans cette plaine. Certaines terres dans de bonnes années ont atteint les 200 hl. à l'ha. Les degrés y sont faibles, mais les rendements compensent.

La vigne domine en maîtresse absolue sur les terrasses alluviales. Les rendements varient de 50 à 100 hl. à l'ha. Le degré de vin y est élevé. Les vins pèsent 10 et 11°. L'aramon domine largement, mais on rencontre aussi du carignan, de l'alicante.

Enfin, en dehors de cette zone, où la vigne est reine, les pays où le vin rapporte ont planté plus haut, sur les terrasses plus anciennes, s'approchant au maximum de la garrigue. Le vin est à teneur alcoolique très élevée (en 1945 le degré moyen de vin contrôlé de la cave coopérative de St-Gervais fut de 11°8, et en 1949 il alla de 12° à 12°5), et de bonne qualité, car on ne plante là que des cépages « nobles » dont on laisse mûrir les raisins.

Le vignoble de la Cèze n'est pas uniforme. Ses aspects sont multiples, non seulement par son terroir mais encore par son mode d'exploitation : la grande propriété y est entourée d'une multitude de petites.

En plus de cela, depuis le décret du 19 novembre 1937, les communes de la rive gauche de la Cèze jusqu'à St-Michel d'Euzet inclus, se sont vu confirmer leur droit à l'appellation de « Côtes du Rhône ». Cela a encore augmenté les différences de qualité entre les vignobles, d'autant plus qu'il se créait un vignoble à base de cépages hybrides dans les basses terres près de la Cèze. Nous pousserons l'étude de ces nouveaux aspects dans un chapitre ultérieur.

Pour conclure nous dirons que dans la vallée de la Cèze, contrairement à ce qui se passe dans les régions voisines, qui restent beaucoup plus soumises à un régime de polyculture, la vigne prend une place de plus en plus importante. Seules les mesures législatives d'avant la guerre, et la guerre elle-même, avec ses misères, ont pu freiner l'extension sans cesse plus large du vignoble. Ce dernier reste la source d'activité la plus importante de la vallée.



L'INFLUENCE DE LA GUERRE SUR L'AGRICULTURE

La guerre récente a eu une influence marquée sur les cultures de notre région.

Les conditions économiques générales avaient changé. Avec les difficultés que donnait le ravitaillement, une monoculture, quasi absolue, mettait les paysans qui la pratiquaient dans les mêmes conditions difficiles, ou presque, que les habitants des villes.

Il se posait le problème suivant : pouvait-on continuer la culture des vignes avec un vin se payant à l'achat à un tarif normal, alors qu'on était obligé d'acheter sa nourriture et celle de ses bêtes à des prix nettement plus élevés qu'autrefois à cause de leur rareté ?

Il semble que, suivant les conditions du milieu, les réponses données à cette question aient été différentes.

Dans les pays où la monoculture de la vigne ne s'était pas trop accentuée, on se contenta d'intensifier les cultures vivrières, les plantes fourragères, mais on n'arracha guère de vignes pour les remplacer par des cultures différentes. C'est ainsi qu'à Cornillon, Goudargues, St-André de Roquepertuis, Sabran, les déclarations de récolte révèlent les mêmes superficies, ou peu s'en faut, pendant et après la guerre, qu'avant.

Dans les pays de monoculture, la question semble s'être compliquée, du fait que ces pays étaient producteurs de vin contrôlé qui se payait un prix très élevé.

Aussi voit-on les communes où la vigne qui produit un vin contrôlé n'occupe qu'une partie plus ou moins restreinte de la superficie, arracher une part notable de leur vignoble, afin de produire les éléments nécessaires à leur alimentation et à celle de leurs bêtes. Bagnols tombe alors de 1.008 ha de vignes en 1940 à 793 et 760 en 1944 et 1945, St-Gervais passe de 501 ha en 1940 à 478 et 446 en 1944 et 1945.

Par contre, une commune comme Chusclan qui produit en majorité des vins ayant droit à l'appellation contrôlée, n'avait aucun intérêt à arracher des vignes qui lui donnaient un vin de grande valeur. Il valait mieux continuer à produire uniquement du vin, quitte à payer les produits nécessaires à l'alimentation à un haut prix. Les déclarations de récolte indiquent constamment à Chusclan, les mêmes superficies.

Il est intéressant de savoir maintenant dans quel sens s'est orientée la culture pendant la guerre et les conséquences qu'ont eues les années de guerre sur l'avenir de l'agriculture.

Il ne semble pas que les céréales aient bénéficié de l'état causé par la guerre, mais plutôt les plantes sarclées et de nombreuses légumineuses.

Les précisions sont difficiles à donner, les statistiques agricoles de cette époque ajoutent, à leurs habituelles causes d'erreurs, le fait que personne ne tenait à dire l'état de choses réellement existant par crainte de prélèvement.

Le maïs, l'orge eurent à cette époque plus de succès que le blé ou même l'avoine. Mais on porta surtout l'effort vers la production de pommes de terre, de betteraves. Les légumes secs ont connu une période de vogue : les haricots, les fèves, ainsi que les oléagineux (d'ailleurs imposés par le Ravitaillement Général) comme le tournesol.

Toutes les cultures susceptibles de subvenir aux besoins alimentaires de l'homme et des animaux domestiques furent poussées au maximum des possibilités. Mais le succès ne couronna pas toujours ces essais. Il arriva plus d'une fois que par suite de la sécheresse, la betterave ne dépassât pas la grosseur d'une honnête

pomme de terre, et le tournesol, la taille d'une asperge. Les légumes secs restaient si secs qu'ils ne donnaient que leur maigre feuillage.

Dans l'ensemble cependant la région réussit à produire nombre de denrées. Mais il faut dire combien l'appât du gain fut grand dans ces années (comme toujours d'ailleurs). Car bien souvent ces cultures furent faites non seulement en vue de la consommation personnelle, mais encore en vue d'un gain qu'on espérait très grand.

C'est ainsi qu'en pleine misère alimentaire de la guerre, de nombreux paysans consacraient des hectares à la graine de chènevis, sans aucun intérêt pour la nourriture de quiconque, mais qui l'année précédente avait, du fait de sa rareté, rapporté de grosses sommes à ceux qui en avaient planté.

Il s'en planta tellement que les graines ne purent se vendre et qu'elles périrent dans des greniers.

Ce furent ces mêmes considérations qui amenèrent la reprise d'une façon intense, du sorgho à balai. Ce dernier rapporta certaines années autant et plus que la vigne. La paille du mil était très demandée. Il s'en planta des quantités étonnantes, à tel point qu'en 1947, le marché, qui est assez limité, se trouva complètement bouclé. Les planteurs restèrent avec leur mil sur les bras : c'est un des avatars des cultures qui rapportent.

La conclusion de tous ces échecs et de toutes ces déceptions fut, qu'après la guerre, les paysans firent, plus que jamais, confiance à la vigne. Nous verrons dans un chapitre à part les efforts faits pour la replantation.

La misère de ces temps fit remettre en état beaucoup d'oliviers. Il est impossible de tenir compte des déclarations d'oliviers soi-disant cultivés qui furent faites durant la guerre. Le nombre imposant d'oliviers nèvele, non que le pays en était planté, mais qu'une prime était donnée pour chaque pied d'olivier en culture. Aussi baptisa-t-on oliviers, de vieilles souches, qui n'avaient pas vu d'olives depuis les grands-parents du déclarant.

Il est certain toutefois qu'un soin particulier fut donné aux arbres en état de produire : ils furent fumés, travaillés, taillés, ce qui bien souvent ne leur était pas arrivé depuis longtemps.

La guerre a freiné la décadence du troupeau ovin, moins toutefois qu'on pourrait le penser. Le manque de bergers qualifiés empêcha la reprise réelle du troupeau, par ailleurs difficile dans l'état actuel de l'agriculture.

L'effort se porta beaucoup plus sur l'élevage d'une basse-cour et des cochons. Chaque famille paysanne élevait au moins sa douzaine de poules ou de canards. Le cochon connut une vogue dont il fit le premier les frais. Des chiffres sont impossibles à donner, mais chaque famille de petits paysans propriétaires et même d'ouvriers agricoles avait un cochon.

La dernière influence de la guerre sur le cheptel fut l'accroissement du nombre des mulets par rapport à celui des chevaux. Les restrictions ont fait apprécier la frugalité et la résistance de ceux-là, ainsi que leur entretien économique.

Mais de façon générale la guerre ne semble pas avoir modifié la vocation viticole de la région. Les essais de polyculture ont déçu de nombreux paysans. Nous verrons plus loin combien la confiance en la vigne jusqu'en ces dernières années est grande encore.

TABLEAU I

EN HECTARES	TERRES		Pré		VIGNE	
	1921	1947	1921	1947	1921	1947
Saint-Michel	377	159	200	6	170	261
Saint-Laurent	330	117	40	10	90	176
Saint-Gervais	102	58	55	15	300	371
St-André-de-R.	224	295	255	0	99	241
Goudargues	375	223	375	22	133	295
Cornillon	482	483	394	0	142	402
La Roque	88	114	84	—	60	125
TOTAL	1.978	1.449	1.403	53	994	1.871

EN HECTARES	BOIS		LANDES		Verger	Ovins
	1921	1947	1921	1947	1948	1947
Saint-Michel	350	371	30	55	80	36
Saint-Laurent	520	546	—	106	25	0
Saint-Gervais	530	530	235	149	19	140
Saint-André-de-R. .	481	481	—	252	46	30
Goudargues	1.892	1.934	—	386	52	172
Cornillon	417	417	—	395	46	41
La Roque	422	427	84	82	15	184
TOTAL	4.612	4.706	349	1.425	283	603

TABLEAU II

1929	FROMENT D'HIVER		SEIGLE		AVOINE D'HIVER	
	ha.	rend. en qx à l'ha	ha.	rend.	ha.	rend
Bagnols	150	16	10	15	151	14
Chusclan	28	12			11	34
La Roque					9	24
Sabran	120	15,6			8	15
Saint-Gervais	13	12	5	4	30	12
TOTAL	311		15		209	

TABLEAU II (suite)

	ORGE		SORGHO A BALAIS			POMMES DE TERRE	
	ha.	rend.	ha.	rend.		ha.	rend. en Qx à l'Ha
				Grains	Paille		
Bagnols	9	32	200	18	19	50	24
Chusclan			—	—	—	1	24
La Roque			—	—	—	—	—
Sabran.....			300	36	33	10	30
Saint-Gervais			2	16	17	1	36
TOTAL	9		502			62	

TABLEAU III

	OVINS				Chev.	Mulets
	1929	1937	1942	1948	1929	1929
Bagnols	160	235	(1)	(1)	110	68
Chusclan	180	81	(1)	(1)	44	32
La Roque	260	134	(1)	(1)	31	7
Sabran.....	300	170	(1)	(1)	100	180
Saint-Gervais	60	50	163	58	(1)	18
Cornillon	150	48	8	37	110	19
Goudargues	280	320	329	306	60	30
Saint-André	(1)	115	75	45	52	8
Saint-Laurent	(1)	(1)	33	31	71	10
TOTAL	1.390	1.153	608	477	578	372

(1) Les chiffres n'ont pu être obtenus.

TABLEAU IV

1937

	VITICULTEURS	SUPERFICIE EN HECTARES	HECTOLITRES TOTAL		CANTRÔLÉ		
Bagnols	776	1.042	46.427		27.102		
Chusclan	167	365	14.530		13.444		
Saint-Gervais ...	196	508	29.627		22.435		
Saint-Michel. ...	115	288	15.213		1.471		
La Roque	40	81	5.260				
Sabran	288	800	12.725				
Cornillon	188	457	32.099				
Goudargues „...	176	283	17.046				
Saint-Laurent...	99	197	11.149				
Saint-André	137	221	15.576				
TOTAL	2.182	4.245	199.652		64.452		

1946

	VITICULTEURS	SUPERFICIE EN HECTARES	HECTOLITRES TOTAL	ROUGE ORDINAIRE	CANTRÔLÉ	+ 11°	— 11°
Bagnols	683	760	22.400	17.050	5.350	2.400	20.000
Chusclan	181	390	11.076	1.837	9.239	3.176	8.000
Saint-Gervais ...	222	465	14.509	12.167	2.342	4.509	10.000
Saint-Michel	98	305	7.069	4.930	2.139	2.069	5.000
La Roque	26	84	2.033	2.033		233	1.800
Sabran	216	680	15.581	15.581		2.581	13.000
Cornillon	195	453	15.434	15.434		5.910	9.524
Goudargues.	139	252	7.933	7.933		2.500	5.433
Saint-Laurent...	99	187	5.760	5.760		1.260	4.500
Saint-André	165	297	10.662	10.662		5.310	5.352
TOTAL	2.024	3.873	112.457	93.387	19.070	29.948	82.609

CHAPITRE II

LA STRUCTURE AGRAIRE MODERNE

Sources :

Archives du Gard. Série M. 12.
Archives de la Chambre d'Agriculture du Gard.
Archives de la Mairie de St-Gervais.

La structure agraire des communes de la vallée de la Cèze est difficile à saisir. Toute conclusion est rendue délicate par la complexité des exploitations. Un état des propriétés ne donne qu'une faible idée de l'état de choses réellement existant, car il se greffe là-dessus tout un système de fermage et de métayage qui bouleverse complètement le premier aspect révélé par l'étude de la matrice cadastrale.

Ce côté fermage et métayage est essentiellement fugace. Les baux sont souvent verbaux, surtout pour les petites unités d'exploitation et de durée courte. Il s'ajoute, à une exploitation en gestion directe, un ou plusieurs métayages qui faussent l'aspect premier des exploitations.

Examinons d'abord l'état des propriétés.

Les résultats divergent suivant les communes. Alors que dans la partie de la vallée qui se trouve dans le canton de Bagnols, le nombre des propriétaires s'est augmenté, partout sauf à Bagnols même, dans la partie qui se trouve dans le canton de Pont-Saint-Esprit, c'est-à-dire la partie amont, le nombre des propriétaires a diminué.

La superficie moyenne des propriétés a, dans l'ensemble, varié de façon sensible.

Dans le canton de Bagnols, elle baisse nettement tant pour l'ensemble des terres, que pour les terres cultivées par des particuliers.

A Chusclan, la moyenne des propriétés, qui était de 4 ha 4 en 1820 est passée en 1930 à 2 ha 3 ; à Saint-Gervais, elle va de 7 ha 2 à 3 ha 0 en 1937 ; à St-Michel de 6 ha 3 à 4 ha 5.

Si nous considérons uniquement les parcelles cultivées, la différence est aussi sensible. Chusclan passe de 2 ha 4 à 1 ha 9 ; St-Gervais de 3 ha 8 à 2 ha 0 ; St-Michel de 4 ha 8 à 3 ha 0.

Par contre, dans la partie amont de la vallée de la Cèze, qui fait partie du canton de Pont-Saint-Espirit, le mouvement inverse se produit.

A Cornillon, la moyenne des propriétés passe de 5 ha 9 en 1820 à 6 ha 6 en 1930, à St-André de Roquepertuis de 4 ha 5 à 8 ha 5.

Il en est de même si l'on considère les terres cultivées. La moyenne monte à Cornillon de 3 ha 4 à 4 ha 1, à St-André de Roquepertuis de 2 ha 2 à 5 ha 6.

Dans les deux parties de la vallée, les terres incultes ont gagné du terrain, l'Etat a fait d'autre part d'importantes acquisitions de bois et de garrigues en voie de reboisement. Cela peut expliquer l'augmentation de la superficie moyenne des propriétés.

Mais il est plus sûr de penser qu'avec l'émigration et la dénatalité, la partie amont de la vallée a vu un regroupement s'effectuer en faveur des propriétaires restants. Dans la partie aval, où la baisse de population était moins sensible, le fait inverse s'est produit avec la démocratisation de la propriété.

Une étude plus poussée du cadastre de St-Gervais nous permettra de mieux saisir les variations opérées depuis le siècle dernier.

L'état général des terres, tel qu'il est porté sur le nouveau cadastre de 1937, nous révèle à St-Gervais la présence de deux cent trois propriétaires de parcelles de terrain.

Sur ces 203 propriétaires, 148 possèdent moins de 3 ha. Autrement dit, les trois quarts des paysans n'ont que des parcelles de terre réduites. Et cela d'autant plus que sur les 148 cultivateurs, 44 ont moins de 50 ares, et 35 moins de 1 ha et plus de 50 ares.

En d'autres termes, sur les 850 ha de terre appartenant à des particuliers, 200 ha environ sont partagés entre 148 individus. Une quarantaine de propriétaires ont des terres de 3 à 10 ha, soit en tout 250 ha, tandis que les 400 ha restant sont aux mains de 16 propriétaires plus importants.

Si on ne tient compte que de l'état des terres cultivées, on voit que 93 paysans ont moins d'un hectare de terre cultivée, 56 ont de 1 à 3 ha. Aucun n'en a plus de 40.

On pourrait donc croire à une masse de petits propriétaires, peu capables de subvenir par les seules ressources de leurs terres à leurs besoins. Il s'agit en réalité pour une forte part de petits rentiers du sol : commerçants, retraités, petits artisans locaux, gens de St-Gervais ou d'ailleurs qui ont quelques terres et les font travailler par un fermier ou un métayer.

La proportion des petits propriétaires locaux ne dépasse pas la moitié. Ce sont eux qui constituent la main-d'œuvre des fermiers, ou même des ouvriers agricoles.

Le système des exploitations remédie à la faiblesse des superficies de propriétés. Beaucoup de petits propriétaires ont des parcelles qu'ils travaillent pour d'autres en fermage ou métayage. Ce sont, soit de petites parcelles de quelques ares que possède un rentier du sol, soit des terres que lui concède un propriétaire important qui ne peut travailler tout par lui-même et préfère un fermier à des ouvriers agricoles.

Il n'y a pas de grandes exploitations viticoles ; la plus étendue ne compte pas plus de 30 ha. de vignes.

En résumé, s'il y a une grande quantité de petites propriétés, le système de culture tend à réduire le nombre d'exploitations en en étendant leurs dimensions.

L'étude du cadastre ne montre pas de régression sensible de la grande propriété. Les changements dans le dessin des terres et leur groupement sont peu sensibles depuis le cadastre de 1825.

Il y a quelques remembrements, mais ils sont dans l'ensemble peu importants.

Les exploitations sont toujours aussi morcelées qu'autrefois. A part les domaines de la périphérie, comme Bayne, Lisle et Naste, qui ont pu s'accroître, tout en restant d'un seul tenant, les propriétés des paysans, même des plus riches, sont sous la forme de « biens de village », morcelées et dispersées à l'extrême. M. L. a 35 ha de terres, réparties en 85 parcelles, quelques-unes d'entre-elles sont à plus de 3 km. de sa cave. M. A. a 23 parcelles de terres pour une superficie de 4 ha. Par contre, le domaine de Naste ne compte que 26 parcelles de terres pour une superficie de 30 ha. Aucune de ces terres n'est à plus de 500 mètres du centre d'exploitation et l'ensemble du domaine est d'un seul tenant.

Les grosses propriétés, tant qu'elles sont restées prospères, ont groupé les terres autour d'elles. Les grandes parcelles en culture sont rares, on n'en trouve pas qui dépasse 7 ha. Mais il y a toujours la foule des petites terres de quelques ares.

Les nécessités de la culture moderne n'ont pas encore joué en faveur d'un remembrement. Les essais en ce sens sont rares. Les paysans ne semblent pas encore des plus sensibles aux inconvénients du morcellement ou en prennent leur parti.

Les grosses propriétés font, par contre beaucoup d'efforts pour pallier aux divisions des terres : c'est ainsi que la terre n° 391, section A du domaine de Bayne, composée d'une douzaine de parcelles en terrasses en 1825, a été entièrement unifiée par des travaux de terrassement.

Mais ce cas est exceptionnel. Cela explique les faibles variations de l'aspect général du cadastre.

Il en est de même pour les possesseurs des terres : les anciens domaines se sont maintenus ; les vieilles familles paysannes ont conservé leurs terres. Les changements ne se font que lentement.

TABLEAU I

TOTAL de la popula- tion globale en 1931	Nombre de propriétaires en		TOTAL des hectares aux particuliers 1929	TOTAL des hectares cultivés 1929	Propriété moyenne générale 1930	Propriété moyenne des hectares cultivés 1930
	1827	1929				
4.303	1.148	847	2.942	2.572	3.4	3.0
444	297	370	878	738	2.3	1.9
154	101	184	543	128	2.9	0.7
910	473	545	3.228	2.511	5.9	4.4
575	167	281	859	577	3.0	2.0
392	164	175	800	540	4.5	3.0
556	259	166	1.108	693	6.6	4.1
753	292	147	1.340	749	9.1	5.0
401	258	74	636	421	8.5	5.6
262	134	107	524	430	4.8	4.0
	Bagnols					
	Chusclan					
	La Roque					
	Sabran.....					
	Saint-Gervais					
	Saint-Michel					
	Cornillon					
	Goudargues					
	Saint-André					
	Saint-Laurent					

CHAPITRE III

LES DIFFÉRENTS SYSTÈMES D'EXPLOITATION

L'étude des différents systèmes d'exploitation des terres est le complément indispensable de celle du système agraire.

Le faire valoir direct est toujours le mode de travail qui retient le plus de propriétaires. Nombreux sont les petits paysans qui cultivent eux-mêmes leurs terres, seuls ou avec l'aide d'un domestique. Les exploitations importantes sous ce régime se font plus rares.

Le fermage est un mode d'exploitation qui tend à disparaître. Les progrès de la vigne semblent incompatibles avec ce système. La vigne, où des capitaux importants sont risqués, où les initiatives personnelles comptent, s'accommode mal d'une gestion aussi statique que le fermage à prix fixe. L'instabilité monétaire de ces dernières années a achevé de ruiner ce système dans l'esprit des propriétaires.

Il n'est guère conservé que pour les terres à céréales, où l'on a cherché à pallier à ces inconvénients par des paiements basés sur des produits naturels : le plus fréquent est le paiement calculé en blé par hectare cultivé.

Par contre, un système à peu près inexistant au siècle précédent, a fait de gros progrès : c'est le métayage.

Il est parfaitement adapté à la vigne et propriétaires et métayers y trouvent tous ensemble leurs avantages.

Un propriétaire peut investir de l'argent sur ses terres, puisque toute augmentation de la production ira, pour partie, grossir ses revenus. Le métayer a tout intérêt à travailler pour la même raison.

Le principal obstacle du métayage est le partage des produits : or le vin est une quantité facile à mesurer ; les déclarations de récolte sont faites ouvertement ; dans les caves coopératives les

tickets réunis donnent le compte des arrivages. Rien n'est plus simple, pour l'employé comme pour le propriétaire, avec un minimum d'attention, de faire le partage.

Deux systèmes de métayage se rencontrent dans la région : le mi-fruit et le tiers de fruit.

Le mi-fruit consiste en un partage de la récolte par moitiés égales entre le possédant et le métayer. Le propriétaire a la charge de la moitié des frais d'exploitation, tels qu'engrais, produits anti-cryptogamiques, nourriture du cheptel ; la main-d'œuvre est aux frais du métayer.

Sur ce thème général se brodent de multiples variations, propres à chaque bail : telles que prêt de matériel, de cheptel, usage de certains immeubles.

Le mi-fruit fut, jusqu'à ces dernières années, le plus en faveur et presque exclusivement pratiqué. Il laisse des possibilités de gros bénéfices au propriétaire et soulage le métayer d'une partie des frais.

Si les propriétaires sont attentifs aux dépenses, le système fonctionne correctement. Dans ces dernières années le mi-fruit est battu en brèche par le « tiers de fruit ». Ce dernier ne laisse au propriétaire qu'un tiers de la récolte, mais il le décharge de toutes participations aux frais d'exploitation, ceux-ci restent entièrement à la charge du métayer (les frais de plantation exceptés). Ce système, pour des patrons à court d'argent ou trop éloignés de leurs terres pour surveiller les dépenses, présente de gros avantages.

C'est ce qui explique ses progrès surtout dans les propriétés de quelque importance, depuis une quinzaine d'années. Tout souci de culture est évité au propriétaire et les difficultés de partage, tant des frais que des bénéfices, sont réduits au minimum. Mais le tiers de fruit est une lourde charge pour un métayer dans les années dures.

L'enquête de 1929 nous révèle que le métayage, dans les communes de la Cèze, est à peu près égal au tiers des terres en gestion directe. La proportion est un peu plus forte dans les communes intensément viticoles, comme Chusclan et St-Gervais. Par contre, dans le haut de la vallée, le faire valoir direct est encore l'élément le plus important.

Des chiffres précis sont difficiles à fournir. Toutefois, nous avons basé des aperçus sur une déclaration de récolte faite à St-Gervais.

Sur 165 déclarants à St-Gervais en 1948 (1) ; nous trouvons 80 propriétaires exploitants pour eux sans fermier et qui ne sont pas fermiers ;

21 propriétaires sont en même temps métayers pour d'autres ; il y a 18 métayers qui ne sont que métayers, sans avoir à eux des terres.

Enfin, 46 propriétaires ont leurs terres en métayage.

(1) Le nombre des déclarations est beaucoup plus élevé ; un seul individu ayant pu faire plusieurs déclarations différentes, comme propriétaire, comme métayer, etc...

Nous ne trouvons qu'un seul fermier.

Sous cette apparence de simplicité se cache un ensemble très complexe. Certains propriétaires sont métayers de deux ou trois autres propriétaires. Des paysans ont par contre plusieurs métayers : l'un d'eux en a six, avec en outre des terres qu'il gère directement.

Certains même sont métayers pour d'autres et ont un métayer pour eux.

Tout cela résulte de circonstances qui n'ont pas toujours pour but la culture de la vigne. Tel métayage est la suite d'une vente ou en amorce une. Un mariage, un héritage en perspective ou déjà arrivé, sont la cause de la conclusion de baux qui n'étaient pas exigés par les besoins de la culture.

Ce peut être un ensemble de terres important qui est confié à un métayer, parfois un domaine ; mais le plus souvent ce ne sont que quelques vignes qu'un propriétaire important réserve pour ce système. Quoiqu'il en soit, ce système des métayages a profondément changé l'aspect des exploitations dans les communes.

Si l'on fait état des propriétés telles qu'elles sont relatées sur le cadastre, on est amené à penser qu'il existe des exploitations très étendues, entourées d'une foule de petites propriétés minuscules. Avec le système de métayage en cours, les revenus des paysans sont profondément modifiés. Tel qui n'a que quelques ares en propre, récolte, en mi-fruit, du vin sur plusieurs hectares.

On se trouve en présence d'un grand nombre d'exploitations basées sur une production variant de 150 à 500 hl. de vin. C'est le régime moyen de production des unités de travail dans la région. Là se trouvent les petits propriétaires qui ont suffisamment de terres à eux pour vivre sur leur seul travail, les métayers qui ont, soit une part des terres d'un gros possédant, soit quelques terres à eux, et quelques terres à autrui.

A l'échelon supérieur se rencontrent les propriétaires, qui, sans fermier, mais avec un ou deux domestiques, produisent jusqu'à 1.000 hl de vin. C'est la partie dynamique de la population actuellement. Ces paysans possèdent leur cave particulière, un cheptel suffisant, du matériel et enfin assez de fonds pour faire des avances. Ils cherchent à se moderniser, achètent des tracteurs pour faire leur travail plus rapidement avec moins de personnel. Leurs terres sont très bien tenues et leurs connaissances techniques assez poussées.

Enfin viennent les gros producteurs de 1.500 hl et plus. Ils sont de deux sortes : soit des propriétaires de biens de village, qui ont groupé par mariage, héritage ou achat, un bien important mais souvent dispersé ; soit des propriétaires de domaines depuis longtemps unifiés.

Ces propriétés connaissent depuis quelques années une période difficile. Nous allons essayer d'en analyser les causes particulières à la région, en dehors de celles se rattachant à l'économie générale.

Alors qu'avant la guerre de 1914, les propriétés de quelque étendue étaient pleines de vigueur, avaient été des premières à planter la vigne, nous les voyons à la veille de la dernière guerre et

même durant la guerre, se morceler ou changer de mains. Leur exploitation passe aux mains d'un ou plusieurs métayers. Elles perdent de l'allant et de la vigueur.

Nous voyons trois facteurs différents à cette crise : personnels, pécuniaires, ouvriers.

Causes personnelles d'abord : nombreux sont en effet les gros propriétaires qui ne résident pas sur leurs terres : la vie facile et agréable des villes voisines, Avignon, Nîmes, etc, les attire. Ils préfèrent la vie des grands centres avec leurs relations, leurs distractions, quand ce n'est pas une occupation lucrative, à celle de la campagne plus isolée.

Là-dessus se greffe l'incompétence de certains propriétaires. Dans un pays où la vie est devenue plus large, plus facile, beaucoup se laissent attirer par les distractions de tous genres qu'offre la région plutôt que par les soins à donner aux vignes. Leur incurie les amène à se reposer du travail de leurs terres sur des employés peu capables, cependant qu'eux ne savent comment pallier aux erreurs commises. Il est des exemples célèbres dans la région de grosses fortunes rapidement dilapidées par des possesseurs incapables ou trop portés à s'occuper de leurs divertissements.

A ces raisons personnelles, sont venues s'ajouter des considérations plus générales : ce sont des difficultés d'argent. Dans l'ensemble les gros propriétaires d'avant 1914 possédaient des rentes, des obligations, des hypothèques, bref des capitaux évalués en argent qui se sont ressentis directement de la dévaluation du franc. D'autre part, l'habitude d'une vie large, dont on trouve les traces dans les multiples améliorations faites aux résidences campagnardes, ne facilite pas les choses. La vigne, dans les belles années, pousse à dépenser largement des revenus qui semblent inépuisables. Avec les années dures qui ont précédé la guerre de 1939, les difficultés s'aggravèrent.

Le troisième aspect de la crise est la faiblesse tant numérique que technique de la main-d'œuvre.

Jusqu'à la guerre de 1914, la grosse propriété a toujours pu disposer de larges possibilités de main-d'œuvre qu'offrait la population locale. Les éléments étrangers : « gavots » de l'Ardèche, espagnols ou italiens étaient alors peu nombreux.

Après la guerre de 1914, la situation change.

La population a sensiblement diminué dans les vingt premières années du siècle tant du fait de la baisse de la natalité, que de la guerre et de l'émigration de 1910.

Mais à ces raisons purement numériques est venu s'ajouter le fait que les petits propriétaires des villages, qui constituaient la main-d'œuvre des domaines, ont trouvé un emploi plus avantageux ou qui leur convenait mieux : la prise des terres à demi. Ce n'est pas tant la dépopulation, parfois assez faible qui a privé les domaines de leur main-d'œuvre que le succès même du système des exploitations en métayage.

Tous les petits propriétaires qui, autrefois, ne pouvaient travailler assez de terres pour se suffire ont, par le métayage, eu à leurs disposition un ensemble de terres capable de subvenir à leurs besoins.

Une autre raison de la rareté de la main-d'œuvre est l'accroissement des plantations de vigne entre 1920 et 1935. La vigne est d'un revenu plus grand que les céréales. Le paysan pour vivre peut se contenter d'une superficie en vigne beaucoup plus restreinte qu'en céréales. La plantation de la vigne chez les petits paysans a dégagé ceux-ci de leurs obligations de travail chez autrui.

Ces deux raisons ont amené une réduction des possibilités d'utilisation de la main-d'œuvre locale par les grands domaines.

On cherche à la remplacer de deux façons : soit par l'emploi de travailleurs étrangers, soit par celui de paysans des régions voisines, Ardèche, Lozère.

Les apports d'éléments étrangers ont toujours été nettement plus faibles que dans les autres régions viticoles du Bas-Languedoc. Alors que dans beaucoup de communes de l'Hérault (cf. Thèse de Bertrand sur Adissan), ou de l'Aude on assiste à une véritable colonisation espagnole, dans la vallée de la Cèze l'apport étranger fut limité. Les déclarations des travailleurs étrangers dans les diverses communes de la vallée nous montrent que jamais, même aux périodes où il fut maximum et dans les communes les plus envahies, l'apport ne fut supérieur au dixième de la population. Et encore parlons-nous de villages comme St-Gervais où la demande de main-d'œuvre fut toujours intense. Dans la plupart des cas, les arrivées d'étrangers se bornèrent à deux ou trois familles par commune. (1)

On ne rencontre guère que des italiens ou des espagnols. Les apports des autres pays sont peu importants et sans signification. Les italiens sont soit ouvriers agricoles, soit bûcherons. Les espagnols sont surtout employés dans la viticulture.

Mais depuis la guerre de 1940, cette source de main-d'œuvre se tarit. Les éléments étrangers se font rares dans la main-d'œuvre des domaines. Ils semblent attirés davantage par les villes et leurs gros salaires. Les mines, les travaux du Rhône, où espagnols et italiens se retrouvent en colonies nombreuses et groupées, semblent leur plaire davantage que les campagnes. Ils y sont pratiquement isolés ; ils y font des travaux différents des ouvriers français : forfaits, travaux pénibles. Leur mentalité les écarte, sans tenir compte de leurs habitudes différentes et de leur jargon.

D'autre part, ils ne sont souvent appréciés des patrons que pour leur ardeur au travail. Il sont agrémentés de défauts qui rend leur emploi pénible.

Ces diverses raisons ont amené l'actuelle disparition des étrangers de la vallée de la Cèze. (2)

C'est le deuxième élément que nous avons signalé qui constitue donc l'apport essentiel, de nos jours, de la main-d'œuvre des domaines.

(1) Nous ne tenons pas compte des colonies de bûcherons italiens, employées de façon plus ou moins temporaire aux coupes dans les bois et à la fabrication du charbon de bois.

(2) De plus les éléments assimilables, surtout italiens, ont souvent été dotés de la nationalité française.

Après la guerre de 1914-1918 de nombreux habitants des communes avoisinantes des régions des garrigues, de l'Ardèche, vinrent travailler dans les vallées plus fertiles. Une partie des émigrés vint s'employer comme ouvriers agricoles dans les domaines. C'est la source principale de leur main-d'œuvre. Habitué à une vie dure de paysans, leur changement de situation est moins brutal que s'ils allaient dans les villes.

Mais leur valeur morale et technique est souvent faible. Ce sont des paysans qui ont abandonné leurs propres biens, pour travailler à la journée et souvent pour s'épargner les soucis d'une exploitation à leur charge. Ils sont souvent paresseux, et l'ivrognerie fait sentir ses effets.

Mais surtout leur qualité professionnelle est rarement bonne. Ce sont des ouvriers médiocres, peu soigneux.

Les meilleurs, en effet, deviennent métayers, fermiers, dès qu'ils ont mis un peu d'argent de côté. Ne restent journaliers que les plus paresseux ou ceux qui n'ont pas assez de capacités pour pouvoir changer de situation.

C'est dans cette main-d'œuvre rare, et surtout de valeur médiocre, que résident les principales difficultés des domaines. Non seulement l'accroissement de la charge des salaires, mais encore l'insuffisance professionnelle des ouvriers agricoles est un gros obstacle au développement des domaines.

CHAPITRE IV

LES COOPÉRATIVES VITICOLES

Sources :

Archives du Génie Rural du Gard.

Archives de la Cave Coopérative de Saint-Gervais.

Le mouvement de construction des coopératives dans la vallée de la Cèze part de 1924. Il se rattache au mouvement général d'édification de coopératives qui se dessine dans le Gard : cette année-là une douzaine de caves se construisirent dans le département un peu partout. Cette poussée était la suite de celle qui s'était dessinée juste avant la guerre de 1914 et qui avait été interrompue par les hostilités.

Les premières coopératives édifiées furent celles de St-Gervais et Bagnols, la première de 12.000 hl, la seconde de 9.225 hl. Ceci est très caractéristique de l'allant et de la puissance au point de vue vinicole, du village de St-Gervais, créant d'entrée une cave de 12.000 hl, alors que Bagnols, avec un territoire d'une superficie supérieure et un nombre d'adhérents plus élevé, n'atteignait pas 10.000 hl et était par la suite obligé de s'agrandir.

L'année suivante, trois coopératives nouvelles se créent, celle de St-Gély, un hameau de la commune de Cornillon, avec 9.791 hl de capacité, celle de St-Laurent de Carnols avec 5.000 hl, enfin celle de St-André de Roquepertuis, avec 9.400 hl.

En 1926 et 1927 on agrandit la cave coopérative de Bagnols de 5.500 hl, puis de 6.800 hl, ce qui la porta à 21.525 hl. L'année suivante vit l'agrandissement des caves de St-Gervais et de St-Laurent de Carnols.

Les viticulteurs de St-Gervais avaient vu grand, mais le succès avait dépassé leurs espérances. Leur cave fut agrandie de 8.000 hl., celle de St-Laurent de Carnols de 7.000 hl. C'étaient des années de belles récoltes. Elles pouvaient contenir, l'une 12.000 hl., l'autre 20.000 hl.

En 1929, les hameaux de la commune de Sabran, Carme et Mégiers, construisirent chacun leur coopérative, ainsi que Montclus, cependant que St-Gély et St-André de Roquepertuis agrandissaient la leur.

Voici les contenances des caves : la cave de Carme pouvait contenir 4.675 hl, celle de Mégiers 4.800 hl, celle de Montclus 3.000 hl.

On ajouta à la cave de St-Gély 3.015 hl, ce qui la porta à 12.806 hl, et à celle de St-André de Roquepertuis, 10.860 hl, soit plus du double, ce qui l'amena à 20.260 hl.

Après cette période de construction intense, puisque en cinq ans on construisit de quoi loger près de 100.000 hl de vin, la fièvre de construire se ralentit. Plus exactement, il ne se créa plus de caves nouvelles. La seule construction récente est celle de Chusclan en 1939. C'est une cave de 10.000 hl, qui sera portée en 1950 à 16.000 hl. On se contenta ailleurs d'agrandir les caves déjà en service.

Après une période d'intense création, entre 1924 et 1929, le mouvement s'est presque arrêté dans la région. On ne s'explique pas les raisons par des causes économiques.

Alors qu'un village en pleine décadence comme Montclus et presque vide d'habitants construisait sa cave, d'autres riches et bien peuplés, au vignoble étendu et en bon état de production comme St-Michel d'Euzet, Cornillon, St-Nazaire n'en avaient pas et ne semblaient pas désireux d'en construire.

Les viticulteurs d'un village ne portent pas leurs récoltes au village voisin qui a une coopérative. Ils vinifient leur vin chez eux.

Le milieu est le même. Ce sont surtout les petits viticulteurs qui dominent, les grands domaines sont rares, qui couvrent de grandes superficies.

Il faut y voir une résultante de la psychologie locale, qui, jointe à des circonstances diverses(1) ne s'est pas trouvée favorable à l'édification d'une cave coopérative.



Après avoir vu le mouvement général de construction de caves dans la vallée de la Cèze, nous allons étudier de plus près la vie de la coopérative de St-Gervais.

La cave de St-Gervais fut achevée en 1924. Au départ, 71 propriétaires déclarèrent adhérer à la cave. La cave fut prévue pour loger 12.000 hl.

(1) A St-Michel d'Euzet ce sont des raisons politiques qui ont empêché l'édification de la cave ; les discussions entre la droite et la gauche du pays ont rendu impossible tout accord. Il a suffi pour que l'une opposât son veto que l'autre désirât la construction de la cave.

Voici le détail de ce qu'elle a coûté :

1) Terrassements, maçonnerie, cuverie, etc. . .	261.386 fr. 72
2) Charpente, couverture	30.066 fr. 25
3) Serrurerie, matériel roulant	20.207 fr. 33
4) Menuiserie	1.866 fr. 05
5) Machinerie, électricité	94.050 fr.
6) Divers	103.651 fr.

Soit au total : 511.227 fr. 35

L'Etat avait accordé une subvention du douzième des frais engagés. Elle ne pouvait dépasser un maximum de 43.333 fr. En définitive, l'Etat paya 41.029 francs.

De plus, le Conseil d'administration de l'Office National de Crédit Agricole accorda pour la construction de leur cave, aux vignerons de St-Gervais, une avance à long terme de 350.000 fr. remboursable en dix ans.

Cela permit avec les sommes versées par les coopérateurs de payer les frais de construction.

Il est intéressant de noter que la cave de St-Gervais confirme la thèse de M. Galtier Gaston sur les frais d'édification. Dans son étude M. Galtier signale qu'une coopérative revenait à 45 francs environ l'hl de cave. Pour St-Gervais cela donnerait, d'après ces normes : $12.000 \times 45 = 540.000$ fr. La cave coûta 511.000 fr. Cela vérifie à peu de chose près la thèse de M. Galtier.

Les parts sociales de la coopérative de St-Gervais sont de 20 fr. l'hectolitre. Il faut souscrire pour un minimum obligatoire de 100 fr. soit 5 hl. Le nombre d'adhérents est passé de 71 en 1924 à 147 en 1949.

La cave s'en tient aux formules habituelles en ce qui concerne le rendement du raisin en poids et en degré. Elle estime que 150 kg. de raisin donnent 1 hl, et la formule de calcul du rendement est :

$$q = \frac{Q \times D}{1,5 \times d}$$

q = vin à recevoir — Q = quantité en quintaux de raisin ;
D = degré alcoolique de la vendange ; d = degré du vin de la cave.

La direction de la cave est assurée par un gérant appointé et intéressé aux bénéfices. Il assure avec un ouvrier la marche des travaux courants de la cave. Au moment des gros travaux de vendange, il engage le personnel nécessaire, sous forme de journaliers payés au tarif syndical.

Il y a actuellement 147 adhérents à la coopérative. Si on se rapporte à la déclaration de récolte de 1948, on voit que sur 166 déclarants, 19 seulement vinifiaient la totalité de leur vin chez eux. Ce sont, soit de gros propriétaires, possédant une vasselle vinaire suffisante pour assurer avec un minimum de frais, une bonne vinification, soit de tout petits propriétaires qui n'ont pas adhéré vu l'insuffisance de leurs récoltes.

Sept déclarants envoient seulement une partie de leurs vendanges à la cave coopérative et vinifient le reste chez eux. Ce sont souvent des propriétaires moyens ayant affermé des terres, ils vinifient leur vin propre chez eux, et celui du métayage à la coopérative. C'est souvent le désir d'être membre de la coopérative qui les fait agir ainsi.

Il reste donc 147 adhérents à la cave. Cela constitue l'énorme majorité des vignerons de St-Gervais.

Depuis 1924, année où elle fut créée, la coopérative n'a cessé d'accroître le nombre de ses adhérents. Partie en 1924 avec 71 adhérents, 9.000 hl de parts sociales et un capital social de 180.000 francs, elle arrive en 1949 à 147 adhérents, 26.980 hl de parts sociales et 539.000 francs de capital social. Toutefois, sa croissance fut surtout rapide au cours des six premières années, où elle passa de 180.000 francs de capital social en 1924 à 394.300 francs en 1930. Ensuite sa croissance fut lente jusqu'à la guerre. Actuellement on peut dire qu'elle s'est stabilisée. (1) Il ne semble pas possible que, dans l'état actuel des choses, sa croissance soit continuée. Seules des augmentations dans le rendement à l'hectare dans les années qui viennent, peuvent augmenter la production de la cave. Cela semble encore improbable pour un avenir proche.

La coopérative a atteint son plafond de production juste avant la guerre de 1939. Les six dernières années qui précédèrent la guerre nous donnent une moyenne de plus de 20.000 hl. Nous sommes loin depuis lors d'avoir retrouvé ces chiffres.

Mais la part dans la production totale de la commune n'a cessé d'augmenter. Alors qu'à l'origine, la cave ne produisait que le tiers du vin récolté à St-Gervais, de 1930 à la guerre sa part est passée à la moitié, puis aux deux tiers, pour être actuellement des cinq sixièmes.

Cela ne marque pas tellement les progrès de la coopérative, qui sont d'ailleurs réels, que la crise subie par la propriété de quelque importance. Cette dernière a eu beaucoup à souffrir de la guerre (manque de main-d'œuvre, de produits), ses rendements ont fortement baissé. Cela explique en partie la faible proportion actuelle de vin chez les récoltants non inscrits à la cave.

On peut penser qu'actuellement la coopérative est à la période de plénitude absolue. Son équilibre est atteint. Son régime de double production : vin contrôlé et vin ordinaire, est au point et a parfaitement fonctionné depuis la guerre.

Tout porte donc à croire à la solidité de cette institution.

(1) Elle a même dépassé le niveau normal des parts sociales qu'elle avait dû accepter. Une grosse récolte peut amener une gêne dans le logement du vin.

CAVE COOPÉRATIVE DE SAINT-GERVAIS-SUR-CÈZE

	Adhérents	Récolte de Coopé.	Rosé à la Coopé	Récolte totale de St-Gervais	Parts sociales	Capital social
					Hl.	Frs.
1924	71	11.950		26.815	9.000	180.000
1925	85	8.964	5.766	24.724	10.800	216.000
1926	89	8.298	5.234	21.720	11.013	220.260
1927	89	15.779	7.615	40.204	11.685	233.900
1928	104	16.282	5.433	36.836	16.100	322.000
1929	107	18.713	6.163	37.935	18.345	366.900
1930	id.	11.116	5.971	19.728	19.715	394.300
31	108	12.514	5.117	23.633	19.750	395.100
32	id.	14.173	721	25.983	20.010	400.200
33	110	15.195	3.743	28.540	21.385	427.700
34	112	24.765	6.750	43.039	21.720	434.400
35	id.	20.530	7.385	34.826	21.835	436.700
36	115	16.330	6.535	26.616	21.885	437.700
37	117	18.225	4.275	22.126	22.115	442.300
38	120	20.405	1.065	31.747	22.600	452.000
39	124	23.420	265	34.023	24.860	497.200
1940	126	16.055	4.090	23.271	25.415	508.300
41	136	16.065	4.205	20.127	25.815	516.300
42	137	13.215	4.480	16.263	25.915	518.300
43	139	18.560	4.615	25.561	25.980	519.800
44	141	16.220	4.665	19.215	26.020	520.400
45	id.	5.178	3.230	6.780	26.020	520.400
46	143	11.055	3.035	14.415	26.020	520.400
47	145	16.910	3.872	22.416	26.430	528.600
48	147	12.280	2.729	16.263	26.830	536.600
49	id.	15.019	3.582	18.012	26.980	539.600

PRODUCTION DES CAVES COOPÉRATIVES DE 1924 A

	1924	1925	1926	1927	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Bagnols	(9.225)		+(5.500)	+(6.800)				+(5.920)				21.400	22.300	21.000	24.000
Chusclan															
Carme Hameau de Sabran						(4.675)	3.150	3.786	3.512	4.617	5.740	5.000	4.000	5.621	5.509
Mégiers Hameau de Sabran						(4.800)	3.320	3.619	3.563	3.972	6.098	5.120	4.741	4.787	+(2.000) 6.368
Saint-Gély Hameau de Cornillon		(9.791)				+(3.015)	6.210	6.092	8.163	9.769	12.667	9.831	9.755	+(2.090) 11.305	11.175
Saint-André-de-R.		(9.400)	4.335	8.092	8.029	+(10.860) 10.475	4.937	6.631	8.437	10.767	13.706	10.232	11.556	12.344	14.976
Saint-Laurent-de- Carnols		(5.000)	2.338	4.273	+(7.000) 6.215	7.409	4.330	6.109	7.491	8.350	11.330	8.390	8.099	8.471	10.244
Saint-Gervais	(12.000) 11.950	8.964	8.298	15.779	+(8.000) 16.282	18.713	11.116	12.514	14.173	15.195	24.765	20.530	16.330	18.225	20.405
Montclus						(3.000)			1.191	1.120	1.320	1.522	+(500) 1.558	1.548	+(500)

Les chiffres entre parenthèses indiquent la contenance de la cave.
Les autres chiffres indiquent les hectolitres collectés à la coopérative.

CHAPITRE V

LES ASPECTS RÉCENTS DU VIGNOBLE

Sources :

Archives de la Mairie de St-Gervais.

Archives du domaine de Bayne.

Archives du Syndicat des Côtes du Rhône.

Archives de la Cave Coopérative de Saint-Gervais.

I. — Les plants hybrides

Le viticulteur de St-Gervais (1) est partagé par deux tendances opposées qui, l'une et l'autre, s'équilibrent encore, mais peuvent l'une ou l'autre, dans un avenir proche, être amenées à l'emporter.

Ce sont, d'abord la tendance à planter des cépages américains hybrides, pour assurer dans les terres basses des récoltes régulières ; ensuite la tendance à planter des cépages dits « nobles », à rendement faible, et à haute teneur alcoolique, qui permettent au vignoble de St-Gervais de jouir d'une bonne renommée et de vendre éventuellement le vin à des prix plus élevés.

Nous étudierons successivement ces deux tendances et tout d'abord les nouvelles plantations de cépages hybrides issus de plants américains.

L'arrivée des hybrides en grande culture est, à St-Gervais comme dans beaucoup d'autres régions d'ailleurs, de date récente. Si des particuliers avaient fait pour leur compte personnel des essais depuis la crise phylloxérique (2), ils faisaient ceci plutôt à titre d'expérience et sur des superficies très limitées.

(1) Nous étudions dans ce chapitre uniquement St-Gervais. Seules des enquêtes personnelles poussées sur un terrain que l'on connaît peuvent éclairer la question. La même dualité qu'à St-Gervais ne se retrouve que dans les communes reconnues aptes à produire de l'appellation « Côtes du Rhône ».

(2) Vers 1880, il y eut des plantations de clintons, de jacquez. Plus tard après la guerre de 1914, apparaissent les premiers hybrides, couderc et surtout seibel.

Ce n'est guère que depuis 1930 que des plantations d'hybrides furent effectuées systématiquement dans les terres basses du bord de la rivière, ou dans les pièces trop éloignées du centre d'exploitation ou d'un point d'eau pour être travaillées commodément et rapidement, au moment des sulfatages surtout.

Le plant qui avait alors la grande faveur était le Couderc 7120 noir. Sa vogue n'a d'ailleurs pas baissé, et il trouve encore des défenseurs ardents parmi les viticulteurs de St-Gervais.

Jusqu'à cette dernière guerre on ne plantait les hybrides que dans les terres craignant plus particulièrement les gelées tardives. Dans l'ensemble, les viticulteurs restaient fidèles aux viniféras traditionnels, à l'aramon surtout qui leur assurait de grosses récoltes.

La guerre récente a fortement modifié leur point de vue. Plusieurs motifs ont amené ce changement.

D'abord pendant les années de guerre, les viticulteurs dépourvus de produits à base de cuivre et de soufre, se sont sentis à la merci de circonstances atmosphériques défavorables, absolument impuissants à se défendre. Une attaque de mildiou ou d'oïdium, pendant la période 1940-1945 eut anéanti complètement le vignoble des viniféras sans que les viticulteurs aient pu faire quelque chose pour se protéger.

En plus de cette crainte qu'ont connue tous les vigneronniers méridionaux durant la guerre, des expériences récentes ont encore accru la faveur des hybrides.

La première est la terrible gelée du 2 mai 1945 qui anéantit toute la récolte des plants viniféras, même sur les coteaux les plus élevés. Cette année-là, la récolte totale des vins à St-Gervais fut de 6.780 hectolitres de vin de mauvaise qualité. Seuls les viticulteurs qui possédaient des hybrides ou des terres très abritées purent recueillir quelque chose. La deuxième est l'épidémie de mildiou qui s'abattit sur la vallée du Rhône en 1948 et enleva la moitié de la récolte dans la région.

Toutes ces expériences jointes au fait que les hybrides sont d'un entretien moins coûteux, d'une production abondante parfois, ont écarté les viticulteurs du viniféra, de l'aramon surtout, gros producteur dans les bonnes années d'un vin de qualité honorable, mais par trop sujet à être la proie de parasites qui le détruisent et moins résistant aux intempéries.

De là vient la forte proportion d'hybrides dans les plantations actuelles.

Nous avons tiré nos renseignements de deux sources : d'abord une enquête personnelle dans la commune — ensuite une étude de déclarations de replantation. (1)

Il est à noter que nous sommes actuellement dans une période d'intense plantation ; aux arrachages de la guerre succèdent les vignes neuves.

(1) Ces dernières mentionnent depuis deux ou trois ans seulement les cépages plantés.

Par estimation toute personnelle, c'est-à-dire assez approximative, on peut dire que la superficie du vignoble d'hybrides à St-Gervais est actuellement d'environ 80 à 90 ha.

Sur cette étendue la moitié au moins est plantée en couderc 7120, le quart en Seibel 6905, le reste en hybrides plantés plus récemment Seibel 7053, seyye villard. Les deux hybrides cités en premier sont les plus en faveur, ceux qui ont fait leurs preuves depuis de longues années dans le pays. Les plantations récentes effectuées depuis la guerre n'ont pas encore fait leurs preuves.

Voici toutefois quelques chiffres qui permettent de voir l'orientation actuelle du vignoble.

Sur 166.675 plants de vignes plantés depuis 1947, 126.520 sont en cépages hybrides. Le reste (40.155) sont en viniféras. Il est intéressant de noter que sur ces 40.000 plants, plus de 30.000 sont en cépages nobles, c'est-à-dire destinés à produire du vin contrôlé ; 9.270, c'est-à-dire la valeur de 2 ha seulement sont en aramon. Cela marque bien la présente défaveur de ce cépage, dont on retient surtout actuellement les inconvénients.

Si l'on étudie la répartition des hybrides d'après les espèces nous voyons que le Couderc 7120 vient toujours en tête avec 31.300 pieds de vigne, suivi par le Seyve Villard 18.315 avec 25.350 et le Seibel 7053 avec 24.550. Plus loin nous trouvons le Seyve Villard blanc 12.375 avec 12.200 pieds, et le 6.905 avec 11.750.

Il est à remarquer que jusqu'à ces toutes dernières années, des plants comme le Seyve Villard 18.315, 12.375 et le Seibel 7053 étaient peu plantés par le commun des viticulteurs.

Avaient, et ont encore, la faveur des petits propriétaires de St-Gervais, le Couderc 7120 et le Seibel 6905. Cela est très sensible : en effet le nombre de plantations en ces cépages est grand, mais l'on en plante de petites quantités à la fois.

Il faut remarquer que si nous trouvons des plantations peu nombreuses, mais massives de S. 7.053, S. V. 18.315 et 12.375, 8.000, 10.000 et même 14.000 pieds sont plantés d'un seul coup. (1) C'est une marque du caractère de prudence du petit paysan. Il est éloigné, ennemi même des innovations, et préfère s'en tenir à des cépages de production plus faible mais dont il est sûr. De toute façon les hybrides prennent dans le vignoble, surtout dans la plaine, une place de plus en plus grande. Les bas-fonds sont actuellement presque uniquement plantés en hybrides, et les premières terrasses commencent à en être plantées.

Il est probable que ce mouvement ne s'arrêtera pas là. Si les circonstances (législation, cherté des produits anti-cryptogamiques) se maintiennent identiques, il ne fera que s'amplifier, à condition bien entendu que les hybrides tiennent leurs promesses.

Il semble bien toutefois que la basse plaine soit définitivement vouée aux hybrides. Les risques de gelée empêchent les viticulteurs d'y mettre des viniféras.

Il faut donc s'attendre à une extension des hybrides dans notre région pour les années à venir.

(1) Les récentes déclarations de 1950 nous montrent la faveur croissante des S. V. 12.375 et 18.315.

II. — Le Vin à appellation COTES DU RHONE

La question de l'appellation « côtes du Rhône » est dans son origine différente de celle des hybrides. Alors que la plantation des hybrides fut due à la seule initiative des viticulteurs, qui cherchaient à planter des cépages qui leur rapportent, la question des vins à appellation contrôlée se rattache à un mouvement qui se produisit dans la région en vue de donner aux vins de la vallée de la Cèze le droit à l'appellation de « Côtes du Rhône ».

Nous verrons la question sous trois aspects : d'abord un historique retraçant les divers aléas de l'appellation, ensuite le rattachement de la vallée de la Cèze à la zone d'appellation « Côtes du Rhône », enfin l'influence que ce rattachement exerce sur l'évolution du vignoble à St-Gervais.

Avant la guerre de 1914, la protection des appellations contrôlées était faite par l'administration. C'était le régime de la délimitation administrative. Des difficultés surgirent, l'administration ne se révélant pas assez indépendante.

De là vint la loi du 6 mai 1919 qui fit passer aux tribunaux le pouvoir réglementaire en cette matière. C'est le régime de la délimitation judiciaire. Cela n'empêche pas les difficultés de naître. Car si des tribunaux se montraient excellents, d'autres commirent des erreurs. Ensuite, il y eut un foisonnement extraordinaire de demandes d'appellation d'origine en vue d'échapper à la réglementation du statut viticole. 16 millions d'hectolitres auraient joui d'une appellation en 1934. Cela rendit nécessaire la loi du 30 juillet 1935 édictant une réglementation plus stricte : cépages limités, degré minimum, rendement maximum, réglementation des cultures et des procédés de vinification.

En principe d'ailleurs, la loi du 6 mai 1919 ne faisait que consacrer des droits anciens, acquis. Il fallait en effet que ces droits eussent un caractère de constance, de loyauté, de localité.

On entendait :

— *par droits constants*, des droits répartis sur un nombre suffisant d'années, pour jouir d'une sorte de prescription acquisitive ;

— *par droits loyaux*, des droits publics, admis ouvertement et devant tous ;

— *par droits locaux*, des droits qui n'étaient pas réclamés par un individu seulement, mais par de nombreux producteurs du lieu.

En résumé l'appellation n'était pas un baptême. Il fallait que les caractères ci-dessus soient déjà acquis.

De tout ceci découle l'attitude du Tribunal civil d'Uzès. Le Syndicat des vins des Côtes du Rhône ayant attaqué des viticulteurs du Gard, le Tribunal rendit le jugement suivant :

« Attendu que la profondeur de la zone ne peut être fixée qu'après que la nature du terrain, les cépages, le genre de vinification aptes à produire du vin de qualité...

« ... que le Tribunal n'a pas les éléments nécessaires pour se prononcer... nomme les experts... »

« ...pour déterminer les communes ou parties de communes qui, par leur situation et leurs terrasses, confèrent aux vignes qui y sont plantées le droit à l'appellation de « Côtes du Rhône ».

De là est issu le rapport des experts.

Ceux-ci examinèrent dans quelle mesure l'appellation de « Côtes du Rhône » était une réalité.

- a) au point de vue géographique : il existe une région de 300 km. possédant des vins renommés.
- b) géologique — Les terrains d'alluvions siliceux formés par les quartzits roulés, et dans le Gard les étages du crétacé supérieur produisent des vins de qualité.
- c) historique. — Autrefois l'appellation de Côtes du Rhône n'existait pas. Il y avait dans la deuxième moitié du XIX^e siècle des vins de la côte du Rhône.
- d) commercial. — Sur ce point les négociants admettent l'appellation.
- e) œnologique. — Les vins présentent un caractère identique et constant, de finesse, bouquet, chaleur, corps et velouté.

Donc l'appellation de Côtes du Rhône existe et est admise par des usages anciens et par les habitudes plus modernes des producteurs.

Si l'on s'en tenait à une énumération très stricte, seules une dizaine de communes y auraient droit. Mais de bons vignobles existent à côté. Pour cela, auront droit à l'appellation de Côtes du Rhône, les vignobles se trouvant :

- 1° Sur les coteaux de la ceinture phocéenne, sur les deux rives, avec les terrains plus anciens qui les surmontent.
- 2° Sur les coteaux parallèles au fleuve sur la rive gauche.
- 3° Sur les terrasses du diluvium alpin ou de la molasse marine.

Bien qu'au point de vue du climat, par suite du changement de direction des montagnes, les vignes des vallées de la rive droite soient plus abritées du mistral et aient un climat plus tempéré, le droit leur fut reconnu.

Il fut constaté enfin, d'après une étude des usages locaux, que certaines communes utilisaient l'appellation de Côte du Rhône depuis un certain nombre d'années.

En conclusion et pour ce qui nous concerne, les experts admirent comme ayant droit à l'appellation les communes de Chusclan, Bagnols, St-Gervais, St-Nazaire et s'arrêtèrent à St-Michel d'Euzet pour la partie de leur territoire située au-dessus des terrasses de 10 mètres.

Enfin le décret du 11 novembre 1937 entérina la décision des experts.

Le vignoble de St-Gervais se trouvait donc englobé pour partie dans la région ayant droit à l'appellation.

Immédiatement avant la guerre de 1939, les déclarations de vins à appellation furent faibles. En effet à cette époque, il y avait une discipline sévère, qui n'était compensée par aucun avantage pécuniaire. En outre, les surfaces plantées en cépages nobles étaient d'étendue moyenne. C'est ainsi qu'un délégué de St-Gervais à une séance extraordinaire de la C. G. V. sur la délimitation des régions à vin ayant droit à l'appellation, réclame que l'on adjoigne l'aramon aux cépages admis pour la production du vin contrôlé ; il affirme que sur les coteaux de sa commune l'aramon donne un vin excellent et d'un degré élevé dépassant 12°. Ses collègues ne lui donnèrent pas raison. Mais cela nous est une indication sur la faiblesse en cépages exigés du vignoble et de l'extension de l'aramon sur tous les étages du terroir de St-Gervais.

Avec les cours élevés atteints par les vins contrôlés pendant la guerre, les viticulteurs se portèrent sur la production de ce vin. De 1940 à 1945 on peut dire que l'on n'a guère replanté que des vignes donnant droit à l'appellation. Les chiffres que nous donnerons montrent que, alors même que l'intérêt au point de vue pécuniaire a cessé, l'élan donné aux viticulteurs se fait toujours sentir.

En 1947 et 1948, 30.905 pieds de cépages nobles ont été plantés.

Là-dessus le cinsault vient en tête avec 22.935 unités, puis le bourboulenc et la clairette avec 7.100, le carignan enfin avec 800.

Le cinsault vient nettement en premier, il est particulièrement apprécié dans le pays pour son degré élevé et la chaleur de son vin. Cela depuis longtemps d'ailleurs, puisqu'on le trouve mentionné comme entrant dans une forte proportion dans les vignes de l'époque antéphyloxérique.

Une étude des déclarations de récolte complète ce premier aspect. Dans le tableau ci-joint (1) nous voyons que dès sa création, la cave coopérative vinifia une forte proportion de sa récolte comme vin rosé. Jusqu'en 1937, il se vinifia ainsi une moyenne de 6.000 hl. par an. Nous n'avons malheureusement que les chiffres de la cave coopérative, les chiffres des caves particulières nous sont inconnus. C'est sur cette partie de récolte vinifiée en rosé, que les membres de la coopérative pouvaient prendre leur part de vin à appellation.

Pendant les années de guerre le succès obtenu par le vin contrôlé fut considérable. La taxation y fut pour beaucoup. Le cours du vin contrôlé fut fixé à un prix plus élevé que le vin ordinaire, puis laissé libre plus tôt, les viticulteurs aussi cherchèrent à en produire le plus possible. A cet effet, ils évitaient de vendanger n'importe quel cépage à n'importe quel moment. Les cépages destinés à produire le vin contrôlé étaient vendangés tout à fait en fin de vendange. On les laissait mûrir à la limite du possible. C'est ce qui explique ces degrés alcooliques élevés faits par la cave coopérative, degrés se situant à une moyenne de 11,5. Certains particuliers arrivaient même à des degrés supérieurs.

Depuis deux ou trois ans le vin contrôlé ne rapporte pas plus que le vin ordinaire et est grevé de lourds impôts. Les déclarations de vin contrôlé ont de ce fait subi une forte baisse.

(1) Voir en fin de chapitre.

Actuellement St-Gervais ne déclare pas plus de 1.000 hl de vin contrôlé, tandis que pendant la guerre il déclarait jusqu'à 3.500 hectolitres.

Quelle est d'ailleurs l'étendue du vignoble ayant droit à l'appellation à St-Gervais ?

Au point de vue géographique, les experts ont limité le vignoble de Côte du Rhône à la terrasse alluviale de 10 mètres. Mais ces terrasses sont loin d'être entièrement plantées en cépages nobles. En se basant sur les déclarations de récolte qui sont limitées à une production de 40 hl à l'ha au maximum, on peut dire, puisqu'il y eut jusqu'à 3620 hl de déclarés, qu'il y a environ une centaine d'hectares de vignes qui ont droit à l'appellation.

Si on tient compte des plantations récentes, le vignoble à appellation de St-Gervais doit être de 140 ha environ, c'est-à-dire d'environ le tiers de la superficie totale en vigne.

Cela nous amène à faire cette constatation curieuse, que le vignoble se partage à St-Gervais en trois parts presque égales. Une partie en plants français courants, aramon surtout, une autre en plants français nobles et une troisième en cépages hybrides.

Cela marque d'ailleurs assez bien l'état d'esprit actuel du vigneron, tiraillé entre des solutions opposées, et hésitant à prendre parti pour une solution extrême, en se tournant résolument vers une production déterminée.

Il n'en reste pas moins vrai que le recul de l'aramon, comme cépage producteur, est un trait frappant de l'évolution actuelle du vignoble.

	Rosé Cave Coopé.	CONTRÔLÉ de la Cave Coopé.	CONTRÔLÉ Saint-Gervais	DEGRÉ
1926	5.234			
1927	7.615			
1928	5.433			
1929	6.163			
1930	5.971			
1931	5.117			
1932	721			
1933	3.743			
1934	6.750			
1935	7.385			
1936	6.535			
1937	4.275			
1938	1.065		883	
1939	265			10° 5
1940	4.090		2.399	10° 5
1941	4.205		2.180	11° 1
1942	4.480		115	11° 7
1943	4.615		3.587	11° 8
1944	4.665		3.620	11° 1
1945	3.230		2.820	11° 8
1946	3.035	1.885	2.290	11° 4
				Rosé Contrôlé
1947	3.872	528	882	11° 4 11° 8
1948	2.729		94	10° 2
				Rosé Contrôlé
1949	3.582	272	447	12° 12° 5

CHAPITRE VI

LES VARIATIONS DE LA POPULATION A L'ÉPOQUE CONTEMPORAINE

Sources :

Archives du Gard. Série M. 10.

Archives de la Mairie de St-Gervais.

La période contemporaine est marquée dans son ensemble par une nette régression au point de vue démographique. Immédiatement avant la guerre, les crises avaient marqué une baisse sensible. La période 1906-1920 est semblable à la période 1850-70. La population diminue à un rythme accéléré.

Après 1921, il y a une stabilisation, et même, le dénombrement de 1931, en relation certainement avec la prospérité de la vigne, marque un léger accroissement. La chute par la suite reprend et ne cesse de se poursuivre.

Après cette vue d'ensemble, il est intéressant de noter les irrégularités particulières à certaines communes.

Tout d'abord Bagnols. Bagnols après la guerre de 1914 avait atteint un chiffre très bas : 3.823 habitants, dont 2.743 dans la ville même. Dès la fin de la guerre, la reprise se constate et le rythme en est rapide, qui amène la population en 1946 au chiffre de 5.089 habitants, dont 4.002 agglomérés. En 20 ans, Bagnols s'est accru de plus de 1.200 habitants, qui tous résident dans la ville même. Car si jusqu'en 1931, la population rurale de Bagnols s'accrut comme dans les communes voisines, à partir de cette date, elle ne cessât de décroître, alors que la ville augmentait sans cesse le chiffre de ses habitants. C'est en relation directe avec la prospérité de Bagnols comme centre de commerce.

L'autre exception curieuse au mouvement de baisse est Chusclan. Jusqu'en 1921, elle n'avait cessé de se dépeupler, malgré la replantation de la vigne. Dans la période qui suivit la guerre de

1914, la population augmente rapidement. Partie de 411 habitants en 1921, Chusclan en compte 532 en 1946. La progression est surtout sensible dans les dix dernières années. Il faut peut-être voir là une relation avec la grande prospérité de cette commune. L'accroissement de la population est surtout marqué à partir de 1936, période où une grosse part des vignes fut classée «Côtes du Rhône».

Partout ailleurs il faut noter la dépopulation des communes, surtout rapide dans les communes à grande étendue de garrigues. Goudargues, Sabran, La Roque se vident de leurs habitants. Goudargues, Sabran, La Roque se vident du quart au tiers. Montclus dans le haut de la vallée, perd en trente ans la moitié de ses habitants. Les villages du haut de la vallée et ceux de la rive droite souffraient davantage de la dépopulation que ceux de la rive gauche. Les moyennes au km² de certaines communes deviennent dérisoires, 9,1 habitants au km² pour Montclus, 12,4 pour La Roque, 19,7 pour St-Laurent de Carnols. Même les communes les plus peuplées, avec l'étendue de leurs garrigues, ne dépassent pas 40 habitants au km².

Certains villages se vident de leurs habitants, plus particulièrement les vieux villages situés sur des éminences et isolés, loin de la route nationale. La Roque tombe à 54 habitants, Sabran à 33, Cornillon à 102. (1)

A Montclus, lorsque le génie rural se renseigne en vue d'une aide pour construire une canalisation d'amenée d'eau au village, il s'aperçut que l'agglomération n'abritait que quelques familles, alors que le chiffre d'ensemble de la commune faisait encore illusion.

Cette dépopulation des villages est particulièrement remarquable aux abords de la route nationale n° 580. De petits hameaux se sont formés récemment sur les bords de la route à la hauteur des vieux villages perdus aux confins des garrigues. Près de Cornillon, le petit hameau de la Vérune est peuplé de coquettes maisons neuves, construites en ces dernières années — il en est de même à St-André de Roquepertuis, pour le hameau de Courau.

Parfois ce ne sont que quelques maisons qui s'égrènent au long de la route, mais partout le phénomène est marqué.

Etudions maintenant les causes des variations de la population. Les phénomènes de migration deviennent à cette époque très variables. Il existe un flux et un reflux. Dans les périodes de prospérité viticole, on constate une arrivée de main-d'œuvre ; dans les périodes de dépression, il y a de nombreux départs. A St-Gervais, de 1921 à 1931, on compte 34 immigrés — par contre de 1931 à 1936, il part du village 27 habitants. Pendant la guerre le mouvement s'arrête, il y a à peine 5 immigrés.

Si l'on étudie les lieux d'où proviennent les habitants nés hors de St-Gervais on voit qu'en 1936, sur 239 habitants nés hors du village, 78 proviennent des communes voisines de la vallée de la Cèze, 64 sont fournis par le Gard. Les Lozerots et les Ardéchois sont près de 40 ainsi que les étrangers italiens et espagnols surtout.

(1) Chiffre de la population agglomérée autour de l'église. A la page 125 le chiffre indiqué comprend la population du village et des hameaux.

Ces derniers n'ont jamais atteint dans cette région les proportions qu'ils ont eues dans d'autres régions du midi viticole. Leur nombre resta toujours proportionnellement faible. Par leur caractère autant que par leurs travaux, ils sont instables. Ce sont surtout des ouvriers agricoles, ils vont et viennent et ne s'attachent que rarement quelque part. En dehors des ouvriers agricoles, il existe aussi des groupes de charbonniers italiens. A la solde d'entrepreneurs qui achètent les coupes de bois, ils ne restent pas dans le pays. Il n'y a pas, dans la vallée de la Cèze, de colonisation par des étrangers.

On constate même dans ces dernières années une régression nette du nombre des étrangers. Attirés par les gros salaires des mines et des travaux du Rhône, peu demandés bien souvent par les patrons pour leur caractère difficile, ils ne viennent presque plus dans la région.

Un autre trait frappant au point de vue démographique est la baisse de la natalité. La baisse était déjà sensible dans la période précédente, mais les taux se maintenaient encore. Dans la période comprise entre les deux guerres récentes, la chute est encore plus nette. Après la reprise qui suit la guerre de 1914 (1), nous n'avons plus que des taux de 14,2 et 13,3 naissances pour 1.000 habitants. Il semble que depuis 1940 une reprise s'amorce ; elle n'est pas sensible sur les registres municipaux, car de nombreuses femmes vont accoucher dans des maternités.

Il n'en reste pas moins que les chiffres des naissances restent faibles. Le système du fils unique s'introduit. La pyramide des âges établie en 1936 est frappante sur ce point. De 11 à 20 ans, il y a à St-Gervais 38 garçons contre 26 filles. De 20 à 60 ans, par contre, l'équilibre est rétabli : 146 hommes contre 144 femmes. Dans les pays d'agriculture riche, le problème qui pèse sur les pays pauvres comme les Causses ne se retrouve pas. Les femmes, au lieu de fuir le pays pour la ville, se marient plus volontiers avec les riches viticulteurs de la vallée.

Mais le problème crucial qui se pose est l'accroissement continu de la population âgée. C'est la seule partie de la population qui depuis 150 ans n'ait pas diminué. Sur 540 habitants, 112 ont plus de 60 ans, soit le cinquième.

Certes, dans les campagnes, la charge d'une population vieillie est moins lourde que dans les villes, car toujours les personnes âgées trouvent à se rendre utiles, la vie ayant gardé un certain caractère patriarcal, mais il n'en reste pas moins que le fait que, seule la population des vieillards se soit accrue, constitue un très mauvais signe pour le village.

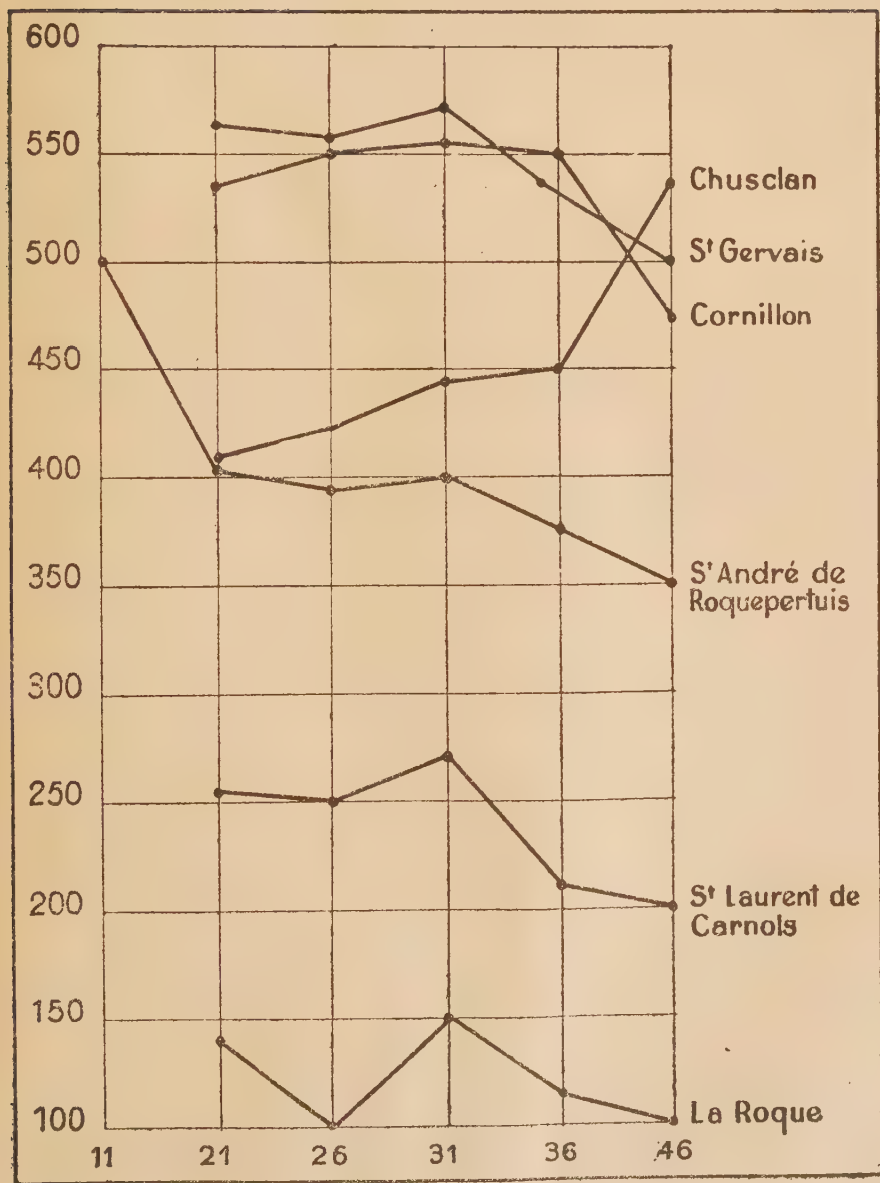
Les taux de mortalité sont élevés ; ils ont baissé toutefois, mais cela est dû au fait que la mortalité infantile décroît et cesse presque. Avant la guerre, il n'y avait presque plus de mortalité infantile. Une aggravation s'est marquée avec les misères de ces derniers temps.

(1) Pour St-Gervais le taux des tués à la guerre atteignit 29,8 pour mille.

Le nombre des mariages baisse, mais de façon peu sensible. Par contre le taux de fécondité est tombé bas. En 1936 il est de 57,7.

Pour conclure, nous dirons que la population ne se maintient pas par elle-même. Le système du fils unique se généralise, les naissances se font rares. Dans l'ensemble cependant la population est saine, malgré quelques cas d'alcoolisme, mais la décadence est proche si elle se maintient sur cette voie.

VARIATIONS DÉMOGRAPHIQUES
DANS QUELQUES COMMUNES



CHAPITRE VII

I. — VIE RELIGIEUSE

Sources :

Archives de l'Eglise paroissiale de St-Gervais.

Nous ne retrouvons pas dans cette partie du département la dualité religieuse qui est offerte dans les autres régions du Gard. En effet, dans la région bagnolaise, la religion protestante ne s'implanta pas. Nous ne voyons à aucune époque des traces de la Réforme.

L'inventaire de l'Eglise Réformée est bref. En 1807, le recensement nous donne dans le canton de Bagnols pour un total de 14.422 habitants, le chiffre de 40 protestants, 10 à Bagnols et 30 au Pin. Le canton de Pont-St-Esprit n'en connaît aucun. Rivoire en 1842, dans sa statistique du département du Gard, signale à Goudargues, qui dépendait de l'Eglise consistoriale d'Uzès, qui fut rattaché à Lussan, un groupe de 38 protestants. A Bagnols, il en dénombre 23.

En 1902 un carte dressée par l'Administration compte 14 protestants à Goudargues et autant à Bagnols. Dans les autres communes, il n'y en a aucun.

Actuellement leur nombre est minime. Ce sont souvent des immigrés temporaires : instituteur, fonctionnaire.

La région ne porte aucune trace de la religion réformée.

Par contre, les témoignages qu'a laissés la religion catholique sont nombreux et anciens. St-Martin de Saduran, dans la commune de Bagnols, est une des plus anciennes, peut-être même la plus ancienne chapelle romane du Gard. Elle semble avoir été bâtie vers 1100.

Il existe aussi, dans la vallée de la Cèze, des traces des possessions des anciens ordres religieux : Saduran, La Bastide de Goudargues et surtout la Chartreuse de Valbonne. Les biens, autrefois, n'étaient pas immenses, mais par rapport à la pauvreté générale

de la région, ils ne manquaient pas d'importance. Nous connaissons l'état des biens des Chartreux de Valbonne avant la Révolution de 1789 par le dénombrement qui en fut fait pour la vente.

Le tènement de Valbonne se composait de six domaines contigus. En outre, les Chartreux possédaient le mas St-Hugues dans la commune de St-Paulet de Caisson, le fief de Montel à St-Julien de Peyrolas, un herme à Salazac, le domaine de Rhodière à Cornillon, un moulin à La Roque, les domaines d'Ame Guise et de Grange-Neuve à St-Michel d'Euzet, plus des terres un peu partout et des prieunés. Ils possédaient aussi des capitaux placés de 2 à 5 % qui leur rapportaient 7.802 livres. Ils semblent avoir été les fournisseurs de capitaux de la région.

Il restait à Bagnols un couvent pour l'instruction des filles dont l'état était surtout florissant du point de vue financier.

Les paroisses étaient pauvres. Il n'est que de voir l'état des églises pour comprendre leur pauvreté : leurs murs sont lourds, sans élégance, les églises n'ont pas de décoration intérieure ni extérieure.

Avant la Révolution, la vie religieuse a été intense. On en trouve des traces dans les confréries qui existaient alors et dont certaines se maintiennent encore de nos jours. Elles groupaient un très grand nombre d'adhérents et avaient une réelle activité.

Les relations avec le clergé ne se tendaient qu'à propos de la dîme. A Bagnols, on estimait que la dîme absorbait le quart du revenu. Il y avait six décimateurs : le prieur de Bagnols, les Chartreux de Valbonne, les prieurs de Tresques et de Colombiers, les bénédictins de Pont-St-Esprit et l'abbesse de Bagnols. En dehors de ces délicates questions d'argent, les relations avec le clergé restaient bonnes.

Il est difficile de se rendre compte de l'intensité d'un sentiment tel que le sentiment religieux. Deux procédés vont nous servir pour le déterminer. Nous avons fait d'abord le compte des naissances, décès, mariages, déclarés à la mairie de St-Gervais, puis celui des baptêmes, sépultures et mariages inscrits sur les registres de l'église paroissiale à deux époques différentes. D'abord de 1825 à 1843, puis de 1921 à 1948. Cela nous a permis une première approximation.

En effet, pour cette première période, la Mairie a reçu 534 déclarations de naissances, cependant qu'on baptisait 524 nouveaux-nés — 102 mariages ont eu lieu à la Mairie et à l'Eglise — 412 sépultures étaient portées sur les registres de l'Eglise, tandis que la Mairie enregistrait 414 décès. Les différences sont donc minimes. L'on peut en conclure qu'à cette époque tout le monde passait par l'église, au moins pour ces trois circonstances.

Toutefois cela ne marque que peu l'intensité du sentiment religieux. Nous nous référerons plutôt à un procédé indiqué par M. le Professeur Le Bras, qui consiste à examiner l'écart entre la date du baptême et celle de la naissance. D'après M. Le Bras, plus la date de naissance est éloignée de celle du baptême, plus le sentiment religieux des populations est faible : des parents vraiment chrétiens ne pouvant que désirer que leurs enfants soient chrétiens le plus tôt possible. Etudiés pour la période 1825-1843, les

résultats sont frappants. Le plus grand écart constaté entre la date de naissance et le baptême est de quatre jours, et encore ces cas-là sont-ils rares. On baptise souvent le jour même de la naissance, mais la plupart des baptêmes ont lieu le lendemain.

Cela témoignait donc d'un sentiment religieux particulièrement intense et vivace. Cela correspond bien d'ailleurs à ce que nous savons des temps plus anciens ; l'exemple que voici est remarquable : nous connaissons encore des vieillards qui, dans leur jeunesse, étaient envoyés par leurs parents à l'école religieuse de La Roque, et faisaient près de 10 km. à pied chaque jour plutôt que d'aller à l'école laïque du village.

Pour la période 1921-1948, les résultats se compliquent un peu. De nombreux décès et naissances non marqués sur les registres de l'état-civil, parce qu'ayant été déclarés ailleurs, sont inscrits sur ceux de l'église : le nombre des baptêmes et des sépultures dépasse nettement celui des naissances et des décès. Le chiffre des mariages est le même à l'église et à la mairie. La pratique religieuse pour ces grandes cérémonies s'est maintenue.

Mais si on se réfère à l'indice de M. le Professeur Le Bras, on s'aperçoit d'un net recul. L'écart entre les dates de baptêmes et de naissances s'est considérablement accru. Voici les chiffres que nous avons relevés pour les années 1921 et 1948 :

en 1921, nous avons 1 baptême à 8 jours de la naissance — 1 à 18 jours — 1 à 20 jours — 2 à 22 jours — 1 à 23 jours — 1 à 25 jours — 1 à 27 jours — 1 à 1 mois et 2 jours — 1 à 1 mois et 16 jours — 1 à 8 mois et 18 jours.

en 1948, nous avons 2 baptêmes à 26 jours — 1 à 27 — 1 à 1 mois et 6 jours — 1 à 1 mois et 11 jours — 1 à 1 mois et 22 jours — 2 à 2 mois et 3 jours.

D'une façon générale on peut dire que l'on attend de nos jours les relevailles de la maman pour baptiser l'enfant et faire le repas de baptême.

Mais cela indiquerait d'après M. le Professeur Le Bras, une forte baisse du sentiment religieux.

C'est assez proche de la réalité. Car si nous voyons toujours la religion catholique respectée et suivie dans l'ensemble de la population, la pratique religieuse s'est affaiblie : les intérêts matériels ont pris le pas sur les intérêts spirituels.

Beaucoup d'hommes ne vont à l'église que pour les grandes fêtes liturgiques, et les périodes de chasse et de vendange font le vide des hommes dans l'église.

Mais l'attachement extérieur des habitants à leur religion reste le même. On peut s'en rendre compte au moment des fêtes religieuses. A St-Gervais pour la fête de St-Roch, il est de tradition que les jeunes gens qui doivent accomplir leur service militaire dans l'année à venir, portent la statue du saint au cours de la procession à travers le village. S'y dérober de leur part serait très mal jugé.

Si donc le sentiment religieux s'affaiblit, l'attachement extérieur, de principe dirons-nous, à la religion catholique est toujours réel.

II. — VIE POLITIQUE

Sources :

Archives du Gard. Série M. 2.

Le virus politique n'est pas intense dans la région. La communauté de vie, de ressources, de religion n'est pas faite pour amener de vifs dissentiments qui se seraient reportés sur le terrain politique. Nous l'avons bien vu en 1944, alors que beaucoup de communes du Gard étaient en proie à la violence, la vallée de la Cèze est restée aussi paisible que si rien ne s'était passé. Le souci majeur de cette période fut encore de trouver la main-d'œuvre pour les vendanges.

Les différences dans les opinions sont dues souvent à des questions de personnes. On était royaliste parce qu'on avait été au service ou qu'on était l'ami du seigneur du village. Les principes n'apparaissent guère.

C'est ce qui explique les élections des maires. Certes de nos jours il n'y a guère de notables (au sens de grands propriétaires) dans les mairies, mais cela n'est pas dû à une exclusive absolue. Jusqu'à nos jours M. de P. est resté maire de St-Michel, et M. D., gros distillateur, de Goudargues. S'il n'y a que peu de maires parmi les notables, c'est bien souvent que ceux-ci sont éloignés du pays et ne veulent pas être maires.

Sinon leur influence et leur fortune sont trop grandes pour qu'ils puissent être écartés.

A St-Gervais, nous voyons un règne de 30 ans, de 1870 à 1900, du plus gros propriétaire du pays. Seuls des désaccords, avec d'autres gros propriétaires, désaccords qui n'avaient rien de politique, l'écarteront de la Mairie. Il en est de même à Sabran jusqu'en 1914.

Examinons maintenant dans le détail la vie politique à Saint-Gervais. Cela nous révélera quelques aspects vivants de l'activité politique.

Jusque vers 1850, la mairie fut aux mains de petits propriétaires ; les plus influents d'entre eux, par leur fortune ou plutôt par leur instruction, s'y succédèrent. Ce devait être sans peine, car rares étaient ceux qui savaient écrire ou lire.

En 1855 nous voyons apparaître à la mairie un gros propriétaire M. Bruneau de Saint-Auban, nommé par le régime impérial. Il est rapidement remplacé par un propriétaire moyen. La mort de

ce dernier plongeait la Préfecture dans le désespoir. Sur les 11 conseillers municipaux restants, 9 étaient complètement illettrés et les deux autres ne valaient guère mieux. L'administration fut obligée de choisir M. Cotton grand propriétaire. (1) Les deux plus gros propriétaires étaient d'ailleurs seuls en lutte pour la Mairie. Le candidat soutenu par l'administration l'emporta par 133 voix contre 68 à son adversaire.

Ce fut l'époque des grandes luttes politiques. Elles se continuèrent sous la III^e République, avec des scènes que l'on croirait tirées de P. L. Courier. Les discussions s'affirment au moment des fêtes. La lutte se circonscrit toujours entre M. de Saint-Auban et M. Cotton. Les partisans de l'un ne veulent pas danser avec ceux de l'autre et se réunissent à part pour se divertir. Cette curieuse coutume se prolongea longtemps et les blancs ne danseront pas avec les autres, mais entre eux pour la fête. Ce fut un des grands aspects de la lutte politique dans la commune.

Elle resta toujours assez faible. Car il était difficile de s'opposer au maire, homme instruit et apte à s'occuper des affaires de la Mairie. Des protestations se faisaient bien jour : en 1881 cinquante et un signataires adressent une plainte au sous-préfet, le maire y est traité de « tyranneau municipal qui abuse de son pouvoir en faveur de ses partisans, truque les élections, brime les enfants de parents qui lui sont opposés en refusant la gratuité de l'enseignement ».

La République ne plaisait pas à tout le monde comme nous l'allons voir : le jour où, pour la fête du village, on inaugure son buste, un saint-gervaisien croit avoir une idée géniale, il promet 20 fr. à un lutteur de la foire pour renverser le buste. Le lutteur, blessé dans ses sentiments républicains, fait un esclandre et manque de provoquer une mêlée générale.

La vie politique locale est émaillée de ces petites scènes. Les tripotages municipaux sont nombreux — on s'entend à cette époque pour faire des élections. (2)

Après la disparition de M. Cotton la mairie revient aux propriétaires moyens. Les scènes orageuses se font plus rares. La République s'implante. Les maires restent toujours en place, on peut presque dire, tant qu'ils ne se retirent pas. Les charges de la mairie n'attirent pas les paysans du village. Ils préfèrent leurs terres et leur tranquillité.

De nos jours, la faiblesse des partis extrémistes arrête toute velléité de violence dans le cours de la vie politique locale. Il ne pourrait surgir que des rivalités de personnes. Les vieilles rivalités entre les blancs et les rouges se sont effacées.

Si l'on examine à un point de vue plus général la vie politique d'après les différents scrutins qui eurent lieu, le même caractère de juste milieu apparaît.

(1) M. Cotton était légitimiste jusqu'en 1900. — M. de Saint-Auban était libéral.

(2) Nous ne croyons pas d'ailleurs que les petits-fils aient jamais démeritées de leurs grands-parents.

Le premier scrutin que nous connaissons est le scrutin de 1815 sur l'acte additionnel aux Constitutions de l'Empire. Il fallait décider par oui ou par non. La Révolution votait oui, l'opposition à l'Empire s'abstenait. Dans la vallée de la Cèze il y eut 118 « oui », pour la plupart à Bagnols, St-Gervais et St-Michel, et un seul « non » à Cornillon (ce fut le seul de l'arrondissement d'Uzès).

Nous retrouvons ensuite comme significatif le plébiscite en faveur de l'Empire du 8 mai 1870 ; à une énorme majorité, la région affirma sa confiance en l'Empire.

Après la guerre, aux élections de 1871, les candidats monarchistes l'emportèrent largement dans la région, sauf à Bagnols et à St-Gervais. (1)

En 1876, l'équilibre s'était à peu près rétabli, un candidat en faveur d'Empire avait d'ailleurs de nombreuses voix. (2)

En 1885, la liste de droite l'emporta. (3)

Mais aux élections suivantes, le candidat de gauche. Poisson, l'emporta, quoique son adversaire de droite ait eu dans la vallée de la Cèze plus de voix que lui. Aux élections de 1902 nous voyons apparaître les premiers candidats à étiquette socialiste. Ils sont trois mais ne groupent que peu de voix, sauf à Bagnols. Il en est de même en 1906 où Poisson, radical-socialiste, l'emporte de justesse sur le duc d'Uzès, ce dernier groupant cependant dans la vallée de la Cèze un nombre de voix supérieur à celui de son adversaire. (4)

A partir de cette époque, les candidats de gauche l'emportent dans le canton d'Uzès, mais il reste un fort noyau en faveur de la droite dans la vallée de la Cèze.

A partir de 1910, c'est Compère Morel, candidat socialiste appuyé par la droite qui est élu. En 1919, la liste d'Union Nationale s'assure une avance confortable. (5) En 1924 elle en perd une par-

(1) Deux candidats monarchistes et deux républicains. A l'exception de Bagnols et de St-Gervais où les candidats républicains l'emportent de peu, le reste de la région vote pour les candidats monarchistes, dans la proportion de 2 à 3 contre 1. Un tiers environ de non-votants.

(2) Trois candidats, 1 républicain, 1 pour l'Empire, 1 monarchiste. Forte majorité républicaine à Bagnols et à Chusclan. Partout le candidat monarchiste l'emporte, suivi de plus ou moins loin par le candidat républicain et celui de l'Empire. Il y a une forte proportion de votants.

(3) La proportion en faveur de la liste de droite est forte, sauf à Bagnols. Il y a un tiers d'abstentionnistes au moins.

(4) Au premier tour le candidat radical l'emporte de peu à Bagnols et à St-Gervais. Partout ailleurs le duc d'Uzès s'assure une confortable avance, et réunit parfois un nombre de voix étonnant (les 9/10^e des votants). C'est le cas de Sabran, Cornillon, Chusclan.

— Au second tour, Poisson, le candidat radical et le duc d'Uzès sont seuls en présence. Poisson conserve son avance à Bagnols et à St-Gervais, mais partout il perd des voix. La proportion est en moyenne de 2 contre 1 pour le candidat radical, avec toujours de brutales différences en faveur du duc d'Uzès.

— La proportion des votants est élevée.

(5) La liste socialiste et la liste des Pollus sont à peu près inexistantes. La liste d'Union Républicaine l'emporte de peu à Bagnols sur la liste d'Union Nationale. A La Roque, St-Gervais et Cornillon les deux listes sont à égalité. Partout la liste d'Union Nationale groupe beaucoup plus de voix que la liste d'Union Républicaine. La proportion est de près du simple au double.

— Il y a un bon tiers d'abstentionnistes.

tie dans les communes de la vallée, surtout à Bagnols et à St-Gervais dans l'ensemble plus à gauche (1).

A partir de 1929, les candidats socialistes sont élus mais les candidats de la droite retrouvent toujours dans le pays leurs partisans, et dans certaines communes leur majorité (2).

Sur les dix communes étudiées, quatre sont en 1936 à majorité de droite, trois à égalité entre droite et gauche, trois à nette supériorité de gauche (3).

Aux élections législatives de novembre 1946, nous trouvons pour l'ensemble des communes étudiées les résultats suivants :

Communistes : 1.014 voix. — S. F. I. O. : 1.245. — Radicaux-Socialistes : 594. — M. R. P. : 1.708.

Cela rend bien compte de l'équilibre qui s'établit entre la gauche et la droite : les voix de droite se sont portées soit sur les M. R. P., soit sur les radicaux.

Comme le constate M. André Siegfried, les scrutins varient, les noms des candidats changent, le fond des élections reste souvent le même.

Il n'en reste pas moins que la vallée de la basse Cèze tout en conservant, tant pour la droite que pour la gauche, un fonds toujours à peu près semblable, est assez sensible aux événements.

Des circonstances, des personnes peuvent changer nettement l'aspect des scrutins ; la population semble influençable : une masse flottante existe qui se porte tantôt à droite tantôt à gauche.

(1) La liste socialiste et radicale s'assure une nette avance (il y a alliance entre les socialistes et les radicaux), à Bagnols, La Roque, St-Gervais et Cornillon, sur la liste de droite. La proportion est de 2 contre 1 en faveur de la liste socialiste. Partout ailleurs les listes sont à égalité. Un bon tiers des électeurs s'abstiennent. A ces élections commence la présence communiste.

(2) Sont en présence essentiellement un candidat socialiste, un candidat radical et un de droite (en 1928 et en 1932), On ne peut discerner aucune alliance socialiste droite contre radical. Au second tour de scrutin, les candidats sont toujours en présence. Mais dans l'ensemble le candidat socialiste Compère Morel s'assure une large majorité. (Plus de 2 contre 1).

(3) Le candidat socialiste est Larguier et non Compère Morel. La liste de droite marque de nets progrès. Au second tour de scrutin seuls les candidats socialiste et de droite sont en présence.

III. — VIE PAYSANNE

Les villages de la vallée de la Cèze offrent les aspects les plus variés. La partie la plus basse de la vallée possède des villages à population groupée. Ce sont de véritables petites villes. Chusclan, Orsan, Codolet ne forment qu'une réunion de maisons, bien groupées. Il n'y a pas de hameau, pas de granges isolées. Le négoce des vins a enrichi de bonne heure une partie des habitants et ces villages ont leurs bourgeois, aux belles maisons. Leur allure de petite cité est marquée.

Dans la partie amont de la vallée nous ne retrouvons pas ce type de village à allure de petite ville. Les pays sont restés plus pauvres. Il n'y a pas de belle maison. Les églises sont nues, sans décoration. Les châteaux des seigneurs ne sont souvent que de lourdes bâtisses avec une tour ou deux, mal dégrossies, aux murailles de pierre sèche et de torchis, disposées sans art.

Tout témoigne de la pauvreté de la région au xix^e siècle. Le groupement de maisons est moins marqué en amont qu'en aval. Toutes les communes possèdent de nombreux hameaux bien peuplés. Les fermes isolées ne sont pas rares. A St-Gervais, sur les 564 habitants que comptait, en l'an 13, le village, 101 habitent des fermes ou des hameaux. Mais il existe encore un habitat plus dispersé, non pas sous forme de granges écartées, mais sous l'aspect de petits hameaux multiples de quelques maisons chacun, qui s'essaient dans la campagne. Chacun attaché à l'exploitation d'un coin de terre un peu isolé.

Ont cette allure typique les communes de Sabran, qui sur les 1.270 habitants qu'elle possède n'en a que 244 au chef-lieu, en réparti 819 dans les hameaux, et 207 dans des maisons écartées dans la campagne, — de Cornillon, qui sur 715 habitants en a 276 au chef-lieu, 309 dans cinq hameaux et 130 dans des maisons éparses.

En plus de ces variations dans l'aspect de la répartition des habitants, il faut noter les différences d'aspect et de situation des villages. Les communes de la vallée ont, pour la plupart, trois types de sols : la basse plaine inondable, les terrasses, les garrigues. La basse plaine, à cause des inondations possibles de la Cèze, est presque vide d'habitants, les zones des garrigues et des terrasses, par contre, possèdent un peuplement dense. Sur la zone des terrasses se trouvent les granges qui sont devenues les domaines

viticoles. La zone des garrigues a beaucoup perdu de nos jours et s'est presque complètement dépeuplée au profit des terrasses alluviales.

Les villages se situent dans ces deux zones. Sur les garrigues, nous voyons, au sommet d'éperons rocheux, de vieux villages féodaux, plus ou moins fortifiés : Sabran, Cornillon, La Roque. Ils se dépeuplent à vive allure.

A la limite des terrasses et des garrigues nous avons St-Michel d'Euzet, St-Laurent de Carnols. Sur les terrasses alluviales, on trouve St-Gervais, St-Nazaire, Goudargues.

Presque tous ces villages sont écartés de la route Barjac-Bagnols. Leur position est désavantageuse à beaucoup de points de vue. On ne s'explique leur situation que par le désir des habitants d'autrefois d'être à proximité de leurs cultures. Leur accès est parfois difficile, l'eau rare. A St-Gervais, où les sources sont nombreuses dans la commune, tout le ^{xix}^e siècle se passera à essayer d'amener de l'eau dans le village. De nos jours encore le ravitaillement en eau est des plus médiocres.

Les conditions de vie difficile n'ont pas empêché les villages d'avoir une vie intense. Durant tout le ^{xix}^e siècle, la principale activité des habitants fut évidemment l'agriculture, mais de nombreux métiers occupent des petits propriétaires ou des artisans.

Les meuniers locaux travaillaient, soit pour moudre les céréales, soit pour faire l'huile. Chaque village avait son moulin. Certains en avaient plusieurs. A St-Gervais, il existait trois moulins pour les grains et un pour l'huile : ce dernier fonctionnait en plein milieu du village, qu'il inondait de ses ordures sans que personne se plaigne.

Les recensements nous montrent tout un ensemble de petits artisans locaux, souvent propriétaires de lopins de terre. Il y a là des tailleurs d'habits, des cordonniers, des couturières, des forgerons, des maçons, des menuisiers, des charrons, tout un ensemble de petits emplois qui montrent combien la vie repliée sur elle-même de cette époque était active.

Le nombre des artisans est élevé dans chaque commune. Par contre, celui des commerçants, qui vivent de leur seul négoce, est restreint. Ils sont rares, pour ne pas dire inconnus dans les villages. Il en est ainsi des commerces d'alimentation : il n'y a pas de boulanger, car on fait le pain à la maison, pas de boucher, car on ne mange que la viande du cochon qu'on a élevé. La viande de boucherie n'est pas consommée dans nos campagnes, à cette époque. La base de l'alimentation est constituée par le pain et de substantielles soupes avec force légumes et du lard.

Les cafés dont le rôle est grand dans la vie actuelle n'existent pas.

La deuxième partie du ^{xix}^e siècle est marquée par l'évolution de ce commerce. Petit à petit on cessera de faire le pain à la maison, on achètera de la viande, alors apparaîtront boulanger, boucher, puis épicier. Mais le fait le plus frappant est le grand nombre de cafés qui se créent ; en 1900 il y a six cafés à St-Gervais pour une population de 600 habitants.

Par contre, les petits métiers locaux disparaissent. La concurrence des centres comme Bagnols, où l'on va de plus en plus fréquemment, porte un coup mortel à l'artisanat local.

Avec l'époque actuelle ce caractère s'accroît ; il n'y a presque plus d'artisanat local : un menuisier, un maréchal-ferrant, un maçon, un cordonnier. Tout le commerce local est un commerce de revendeurs, surtout de produits alimentaires. Seuls des centres un peu importants, comme Bagnols ou Goudargues conservent leurs artisans locaux et possèdent des métiers modernes comme garagiste, mécanicien, qui tous d'ailleurs sont les revendeurs de marques.

Cela a en partie contribué à enlever une certaine activité à la vie locale.

Il y avait autrefois en plus des métiers locaux, toute la série des querelles et des relations traditionnelles. Les rivalités entre villages étaient plus vives que de nos jours. Les intarissables cancans locaux, l'obsession du qu'en dira-t-on, le souvenir des moindres peccadilles pesaient bien sur la vie locale, mais celle-ci était cependant vive. Les fêtes, tant civiles que religieuses étaient l'occasion de fêtes de famille, de réunions entre amis qui duraient bien une semaine, et avec cela les différents villages s'arrangeaient pour que leurs fêtes s'échelonnent durant tout l'été.

De nos jours, la vie est moins repliée sur elle-même. Et si en semaine l'on reste au village pour travailler, souvent le dimanche les villages se vident, les jeunes gens vont au cinéma à Bagnols, à moins qu'une équipe locale de foot-ball les retienne. On ne rencontre guère que des mères de famille promenant leur progéniture, accompagnées de fillettes qui n'ont pas encore atteint l'âge de se faire conter fleurette. Les hommes cependant sont au café ou jouent aux boules.

La vie, même de nos jours, a gardé un caractère de rusticité que nous retrouvons dans les maisons. Les paysans sont peu soucieux de leur confort. L'on est stupéfait de leur manque d'hygiène. Rares sont les maisons qui ont l'eau courante, ou même simplement des cabinets d'aisance. L'électricité est partout, mais on ne s'en sert que pour s'éclairer. Les maisons sont propres, mais bien souvent dans la seule pièce où l'on reçoit. L'aménagement des maisons est sommaire.

Le progrès atteint davantage les moyens de production et réussit moins à changer les vieilles habitudes ancestrales.

Cependant les caractères propres à la région s'effacent. Les modes de la ville sont implantées et les messes du dimanche sont l'occasion pour les élégants d'étaler leur dernière toilette.

Les traits originaux anciens s'en vont, d'autres les remplacent ; ils ne manquent pas de sel pour cela.

CONCLUSION

Comment marquer un terme à une chose qui est sans cesse en train de se faire, qui n'a pas de conclusion en elle-même ?

Tirer des conclusions en vue d'un avenir proche ou lointain est hasardeux. L'histoire économique de notre région ne semble être qu'une suite de chutes et de redressements : des périodes de prospérité suivent des périodes de crise aigüe.

A voir la succession des événements nous envisagerions l'avenir sans optimisme, toute affirmation avec scepticisme.

L'économie de cette région est actuellement prospère. Les ressources qu'apporte la vigne sont abondantes. La prospérité du pays est évidente. La population en outre reste saine dans son ensemble.

Mais il ne faut pas oublier que la vigne, en tant que monoculture quasi absolue, est ici à sa limite nord. Les nécessités d'une culture à grand rendement ne sont pas toujours compatibles avec les rigueurs du climat. La vigne, comme culture unique, fait courir de gros risques à notre région.

La population de la vallée de la Cèze est en décroissance continue depuis le début du siècle ; les signes d'un renversement de cette situation n'apparaissent pas encore.

Nous sommes trop habitués à voir des changements dans les cultures de nos pays (1) pour vouloir tirer des conclusions définitives.

J'insisterai plutôt pour terminer sur les aspects intéressants que nous a révélés le passé.

L'influence puissante qu'une méthode de culture exerce sur les hommes, les limites qu'elle lui impose, et les possibilités qu'elle lui donne apparaissent clairement dans ce cadre étroit et uniquement agricole. C'est cette détente ou cette compression, au cours des périodes de prospérité ou de misère, qui nous a le plus frappé et que nous avons cherché à marquer.

Les efforts faits par les hommes pour se dégager de ce cycle de catastrophes agricoles alternées de vie large, semblent parfois bien minces.

Pourtant l'on ne voit pas qui l'emportera, du paysan tenace attaché à sa terre, ou des crises qui pourraient bien le rebuter.

(1) cf. George Pierre « Histoire agricole de Bollène depuis le XVIII^e siècle. » Etudes rhodaniennes, T. XIV pp. 185-192.

BIBLIOGRAPHIE

I. — SOURCES

- Archives du département du Gard. — Séries C. M. Z.
Archives du département de l'Hérault. — Série C.
Archives de la Mairie de Saint-Gervais.
Archives de l'église paroissiale de Saint-Gervais.
Archives de la Chambre d'Agriculture du Gard.
Archives du domaine de Bayne.
Archives du génie rural du Gard.
Archives du Syndicat des « Côtes du Rhône ».
Archives de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques de Marseille.
Archives de la cave coopérative de Saint-Gervais.



II. — LIVRES.

- ALÈGRE (Léon). — *Sur le camp de César de Laudun*. 1865.
La baronnie de Bagnols. Imprimerie Gen. Nîmes, 1908.
ARNAL (Dr Jean). — *Notes manuscrites sur les dolmens de Saint-Gervais*. Musée d'Histoire Naturelle, Nîmes.
ASTRUC (Henri). — *La viticulture et l'œnologie dans le Gard*, 1912.
BÉRAUD (Abbé Pierre). — *Histoire de Bagnols-sur-Cèze*. Nîmes, Ed. de la Maison Carrée, in-8°, 1941.
DEGRULLY (Paul). — *Essai historique et économique sur la production et le marché des vins en France*. 1910.
DESTRÈME DE ST-CHRISTOL. — *Agriculture méridionale*. Gard, Ardèche, 1866.
DUMAS (Emilien). — *Statistique géologique et minéralogique du département du Gard*. Nîmes, 1840.
DURAND et BASTIDE. — *Tables de comparaison entre les anciens poids et mesures de toutes les communes du département du Gard et le système métrique*. Nîmes, 1816.

- DURAND (Chanoine Albert). — *Etat religieux des trois diocèses d'Uzès, de Nîmes et d'Alais à la fin de l'Ancien Régime*, 1911.
- FAUCHER (Daniel). — *La Géographie agraire*, Paris, 1949, Librairie de Médecis. — *Plaines et bassins du Rhône moyen entre Bas-Dauphiné et Provence*, Thèse de Lettres, Grenoble, 1927. Colin.
- FROMONT (Pierre). — *Démographie économique*.
- GEORGE (Pierre). — *La région du Bas-Rhône*, Etude de géographie régionale, 1935, Thèse de Lettres, Paris.
- GERMER DURAND (E.). — *Dictionnaire topographique du département du Gard*, 1868.
- LABANDE. — *Etudes d'histoire et d'archéologie romanes*, T. I., Eglises et chapelles de la région de Bagnols-sur-Cèze.
- LE BRAS (G.). — *Introduction à l'histoire de la politique religieuse en France*, 2 vol., 1942.
- MARCELIN (P.). — *Sur la géographie préhistorique du Gard* (tiré à part.).
- Ouvrage collectif. — *L'enseignement de la forêt de Valbonne*. Nîmes. (Marcelin, Flaugère, Kuhnoltz-Lordat, Joubert).
- Ouvrage collectif. — *Nîmes et le Gard*, 2 vol., 1912. 4^e Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences.
- PAGÈS (Marguerite). — *A l'ombre des vieux murs*, 1943, Nîmes.
- PARDÉ (Maurice). — *Le régime du Rhône*. Thèse de Lettres, 2 vol., 1925 ; I. — Etude générale ; II. — La genèse des crues. *Le calcul des débits du Rhône et de ses affluents*, Thèse de Lettres, Grenoble, 1925.
- RIVOIRE. — *Statistique du département du Gard*, 1842.
- ROUSSY (Michel). — *Evolution démographique et économique des populations rurales du Gard*, Thèse Droit, Montpellier, 1948.
- ROUVIÈRE (François). — *L'aliénation des biens nationaux dans le Gard*, Thèse Droit.
- SAUVY (Alfred). — *Dépeuplement rural et Peuplement rationnel*, 1949, Institut National d'Etudes Démographiques, Cahier 8, P. U. F.
- SIEGFRIED (André). — *Tableau des partis politiques en France*, Grasset, 1932. — *Géographie électorale de l'Ardèche sous la III^e République*, Colin, 1949.
- SMOTKINE (Henri). — *Bagnols-sur-Cèze. Evolution de l'économie rurale dans une commune languedocienne*, 1946, Ministère de l'Agriculture, Service d'études et de documentation.
- THIBON (Gustave). — *Paysage du Vivarais*, 1949, Plon.
- TRENQUIER (Eugène). — *Notice sur différentes localités du Gard*. (Chusclan, La Roque).

III. — PERIODIQUES.

- APPOLIS (Emile). — *La question de la vaine pâture en Languedoc au XVIII^e siècle.* — Annales historiques de la Révolution Française, N° 86, 1938.
- BAUDRILLARD (H.). — *Rapport sur l'état intellectuel, moral et matériel des populations agricoles du Gard.* Séances et travaux de l'Ac. des Sc. morales et politiques. 51^e année, nouv. série, T. 36, 1891, p. 251.
- BLACHON (André). — *Le morcellement rural dans une commune du Bas-Dauphiné.* Sarceeu. Etudes rhodaniennes, T. xvi, pp. 206-216.
- BRUNETON. — *Notice agronomique du département du Gard.* Bull. de la Sté agronomique du Gard, 1900, pp. 74-102.
- BULLETINS publiés par l'O. N. M.
- CABANNES (Mlle M.). — *L'olivier dans le Gard.* Bulletin de la Sté Lang. Géog. 2^e série, T. xxii, 1942, pp. 10-89.
- CHABALIER (Claude). — *La population dans le Gard.* Bulletin Sté Lang. Géog., II^e série, T. V., 1er fasc. 1934, pp. 160-190.
- CHATELAIN (Abel). — *L'influence de l'apport étranger sur les densités de population du Midi méditerranéen.* Etudes rhodaniennes, T. xxi, pp. 5-82.
- CHAUZIT (B.). — *Monographie agricole du département du Gard.* Bulletin Sté Agr. du Gard, 1907, pp. 100, 202.
- COSTE (Gustave). — *Etat de l'agriculture dans le Gard vers 1835.* Extrait des Mémoires de l'Acad. de Nîmes, VII^e série, T. xl.
- GALON (G.). — *Le mouvement de la population dans le département du Gard au cours de la période 1821-1920 et depuis.* Mémoires de l'Académie de Nîmes, T. XLVIII.
- GALTIER (Gaston). — *Les coopératives viticoles dans le département de l'Hérault en 1938.* Bull. de la Soc. Lang. de Géog., T. ix, 2 série, 1938, pp. 33-50.
- GALZI. — *Le Mistral.* Annales de Géog., T. XLII, 1933, pp. 215-218.
- GEORGE (Pierre). — *Notes d'histoire agricole rhodanienne : l'évolution des cultures dérobées à Bollène du XVIII^e siècle à 1938. Conséquences économiques et sociales.* Et. rhod. T. xiv, pp. 185-192.
- MARRES (Paul). — *Un péril languedocien : la dénatalité.* Ann. de l'Un. de Montpellier et du Languedoc méditerranéen-Roussillon., T. III, 1945, pp. 273-286.
- *Le prolétariat viticole. Aspects humains de la crise viticole.* Bull. Soc. Lang. de Géog., II^e série, T. vi, pages 125-140.
- *L'évolution de la viticulture dans le Bas-Languedoc.* Bull. Soc. Lang. Géog., II^e série, T. VII, pp. 26-58.
- MORINI-COMBY (J.). — *La France politique d'après les élections de 1928 ; Année Politique française et étrangère.* T. ix, 1929.

- LOUDIN (M.). — *Observations météorologiques en forêt domaniale de Valbonne* (821 ha)., Bull. d'études de la Société des Sc. Nat. de Nîmes, Années 1930-1932, T. XLVII, pp. 129-140.
- PARDE (Maurice). — *Les phénomènes torrentiels sur le rebord oriental du Massif Central*, Recueil des travaux de l'Inst. de Géo. alpine, T. VII, fasc. 1, 1919, pp. 1-201.
- ROUSSET (Raymond). — *Une averse méditerranéenne sur un village du Gard*, Etudes rhodaniennes, T. XXI, pp. 145-164.
- DE SARRAN D'ALLARD. — *Description géologique des environs de Pont-St-Esprit*, 1887. — Mém. de la Sté Scient. et Litt. d'Alais, T. XVIII, p. 151.
- SION (Jules). — *La structure agraire de la France méditerranéenne*, Bull. de la Soc. Lang. de Géog., 1937, 2^e série, T. VIII, pp. 109-131.
- SORRE (Marc). — *La répartition de la population dans le Bas-Languedoc*, Bulletin de la Soc. Lang. de Géog., T. XXIX, 1906.



« Cette thèse avait été acceptée par le Président du Jury en Septembre 1950.

Le 8 octobre 1950, M. LOMBARD périssait tragiquement au cours de recherches spéléologiques.

Le 30 novembre 1950, la thèse était présentée au Jury qui proclamait publiquement et solennellement Henri LOMBARD docteur en droit à titre posthume, avec la mention « Très bien et Eloges. »

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	9
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

L'économie ancienne (jusqu'en 1850).

Chapitre I. — Les ressources de Saint-Gervais avant 1850	13
Chapitre II. — La structure agraire	25
Chapitre III. — L'exploitation des ressources	35
Chapitre IV. — La population dans la première moitié du XIX ^e siècle	41

DEUXIEME PARTIE

Les crises agricoles et la formation d'une économie nouvelle.

Chapitre I. — Les crises agricoles du milieu du XIX ^e siècle	49
Chapitre II. — Le renouveau viticole	59
Chapitre III. — Les conséquences de la replantation de la vigne	67
Chapitre IV. — Les variations de la population de 1850 à 1914	75

TROISIEME PARTIE

Le triomphe de l'économie viticole.

Chapitre I. — L'agriculture après la guerre de 1914	87
Chapitre II. — La structure agraire moderne	97
Chapitre III. — Les différents systèmes d'exploitation ..	101

Chapitre IV. — Les coopératives viticoles	107
Chapitre V. — Les aspects récents du vignoble	113
I. — Les plants hybrides	113
II. — Le vin à appellation Côtes-du-Rhône	116
Chapitre VI. — Les variations de la population à l'époque contemporaine	121
Chapitre VII. —	
I. — Vie religieuse	127
II. — Vie politique	131
III. — Vie paysanne	135
CONCLUSION	139
BIBLIOGRAPHIE	141

C A U S S E
G R A I L L E
C A S T E L N A U
— I M P R I M E U R S —
M O N T P E L L I E R
